



SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE BRICQUEBEC – Eau Potable

2019

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE



Table des matières

EDITORIAL:	4
L'ESSENTIEL DE L'ANNEE	5
LES CHIFFRES CLÉS DE CETTE ANNÉE	6
LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNÉE	7
LE CONTRAT	8
LA VIE DE VOTRE CONTRAT	9
Les avenants du contrat	9
PRESENTATION DE L'ENTREPRISE	10
PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION SAUR	11
PURE INNOVATION : NOS SOLUTIONS AU SERVICE DE L'EAU	12
LES REPRÉSENTANTS DU CONTRAT	15
LE PATRIMOINE DE SERVICE	16
VOTRE PATRIMOINE	17
LE RÉSEAU.....	17
Répartition par matériau	17
Répartition par diamètre	17
LES COMPTEURS	18
LE SERVICE AUX USAGERS	19
VOS BRANCHEMENTS	20
LES VOLUMES CONSOMMÉS.....	20
LA RELATION AVEC LES CLIENTS : LES RÉCLAMATIONS	20
BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNÉE	21
CAPACITÉ DE STOCKAGE	22
LE RENDEMENT DE RÉSEAU	22
L'INDICE LINÉAIRE DE PERTES (ILP).....	23
L'INDICE LINÉAIRE DE VOLUME NON COMPTÉ (ILVNC)	23
L'INDICE LINÉAIRE DE CONSOMMATION (ILC)	23
LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE	23
LA QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE	24
SYNTHÈSE QUALITATIVE DES EAUX BRUTES EN 2019	25
SYNTHÈSE QUALITATIVE DES EAUX DISTRIBUÉES ET TRAITÉES EN 2019	25
L'EAU AU POINT DE MISE EN DISTRIBUTION	26
CONFORMITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE	26
LES INDICATEURS DE PERFORMANCE	27
LES INDICATEURS DU MAIRE (IDM) ISSUS DU DECRET DU N° 2007-675 ET ARRETE DU 02 MAI 2007	28
LES INTERVENTIONS RÉALISÉES	31
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION.....	32
Mise en sécurité de nos réservoirs	32
L'Origine des fuites	32
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE.....	33
LES PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION	34
LE CARE	36



LE CARE	37
MÉTHODES ET ÉLÉMENTS DE CALCUL DU CARE	38
Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques	38
LE PATRIMOINE DE SERVICE	42
LE PATRIMOINE DE SERVICE	43
Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes	43
Les installations de production	43
Les ouvrages de stockage	43
Installations de surpression	44
Le réseau	44
Les équipements de réseau	45
Les compteurs	46
LE SERVICE AUX USAGERS	47
LA GESTION CLIENTÈLE	48
LA FACTURE 120 M ³	52
NOTE DE CALCUL DE RÉVISION DU PRIX DE L'EAU ET FACTURES 120 M ³	56
BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNÉE.....	61
LES VOLUMES D'EAU	62
LES INDICATEURS	64
CONSOMMATION D'ÉNERGIE	68
LA QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUEE	69
L'EAU BRUTE	70
L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION	70
L'EAU DISTRIBUÉE.....	71
SYNTHÈSE	74
LES INDICATEURS DE PERFORMANCE	75
LISTE DES DONNÉES NÉCESSAIRE À L'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DE SERVICE :	76
DÉTAIL DE L'INDICATEUR DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE	79
LES INTERVENTIONS RÉALISÉES	80
LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION	81
LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE.....	87
LES OPÉRATIONS DE RENOUVELLEMENT	89
ANNEXES.....	102
LES ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES APPORTÉES PAR LE NOUVEL ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 20 NOVEMBRE 2017 RELATIF AU SUIVI EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION	103
ATTESTATIONS D'ASSURANCES	105
Attestation Dommages aux Biens.....	105
Responsabilité civile.....	106
Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment).....	107
Attestation Tous risques chantiers	110
ANNEXES COMPLÉMENTAIRES	111
SURVEILLANCE DE LA RESSOURCE EN EAU.....	111
PROBLÉMATIQUE CHLORURE DE VINYLE MONOMERE.....	113
III – Que faire en cas de détection de CVM dans l'eau ?.....	114
TÉLÉGESTION DES INSTALLATIONS - ARRÊT DU RTC ET DU GSMDATA	115
1. Introduction	115





2.	L'arrêt progressif de l'exploitation du RTC	115
3.	L'arrêt progressif de l'exploitation du GSM data.....	116
4.	Evolution et aménagement à prévoir	117
a.	Nouveaux modes de communications.....	117
b.	Cybersécurité.....	118
c.	Aménagement à prévoir sur vos installations	118
LE GLOSSAIRE		119
LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES		125



EDITORIAL:



Dans un souci constant d'améliorer notre service et d'apporter à nos clients une information claire et concise, nous nous sommes attachés à vous proposer un Rapport Annuel du Délégué didactique et pédagogique d'une lecture agréable et efficace.

Tous les ans, nous vous remettons ce rapport qui reprend réglementairement tous les éléments techniques et financiers du service public de l'assainissement. De nombreux éléments sur la qualité du service assuré par nos soins pour le compte de votre collectivité sont présentés dans ce rapport.

Afin d'en faciliter la lecture, ce Rapport Annuel du Délégué est composé de 2 parties :

- Une partie synthétique reprenant les informations principales du contrat sur l'année écoulée
- Une partie annexe avec l'ensemble des données techniques détaillées, pour une information précise et complète

Cette version présente, en toute transparence, l'ensemble des actions de l'année qui façonnent au quotidien la mission de SAUR au service de la collectivité et de tous ses usagers.

Dans le cadre de son programme de transformation digitale, SAUR a, durant l'année 2018, déployé un nouvel outil de gestion patrimoniale lui permettant d'améliorer l'analyse des données d'exploitation et la maîtrise opérationnelle des contrats (équipement, intervention, production m3, obligation de renouvellement, analyses ...). SAUR a profité de ce déploiement pour améliorer la qualité de ses données à travers un processus de fiabilisation, nettoyage et requalification.

Parce que chaque territoire est unique, nous serons à votre écoute sur d'éventuelles améliorations que l'on pourra apporter à ce rapport.

En répondant ainsi à vos attentes, nos engagements et nos actions seront plus facilement mesurables et évalués dans le temps, afin que chacun puisse juger de notre sincérité et de nos performances en termes de qualité de service sur votre territoire. Bonne lecture !

Richard BOUZANQUET

Le Directeur Territorial Normandie



Etabli par le CPO : le 29/05/2020

Approuvé par la Direction Territoriale Normandie : le 29/05/2020

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE

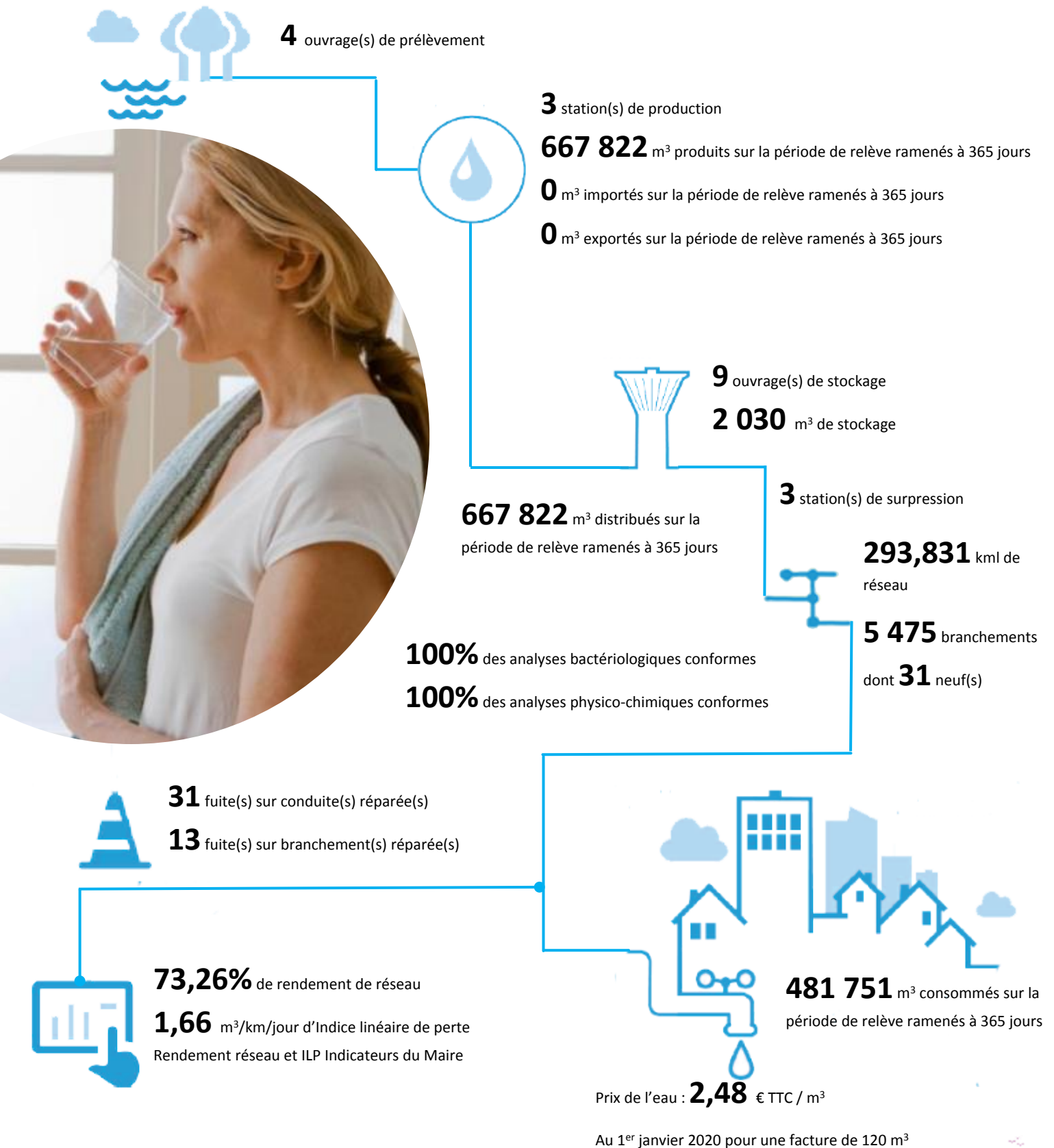


1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNEE

*Les temps forts et les chiffres
clés de l'année d'exercice*

LES CHIFFRES CLÉS DE CETTE ANNÉE





LES TEMPS FORTS DE CETTE ANNÉE

🕒 Commentaire général :

CVM plusieurs analyses avec dépassement de la norme , ce qui a entraîné les purges régulières

Nombreuses fuites sur les canalisations amiante ciment

Renouvellement d'un tronçon de canalisation dans le bourg de quettetot en parallèle avec le sdem
(fond de travaux)

Déplacement de canalisation amiante ciment rue des vergers a rauville le bigot (fond de travaux)

Déplacement de canalisation lieu dit la belle maison sottevast (fond de travaux)

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLOW

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



2.

LE CONTRAT

Le respect des obligations contractuelles, notre principale préoccupation

LA VIE DE VOTRE CONTRAT

Le service de l'eau potable du contrat SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE BRICQUEBEC est délégué à SAUR dans le cadre d'un(e) Délégation de service public. Le contrat, signé à la date du 1 janvier 2010, arrivera à échéance le 31 décembre 2024.

Les avenants du contrat

AVENANT N° 1	
Objet	Modification tarifaire
Visa de la préfecture	27/05/2010
Date d'application	27/05/2010

AVENANT N° 2	
Objet	Modification tarifaire
Visa de la préfecture	27/06/2011
Date d'application	27/06/2011

AVENANT N° 3	
Objet	Modification tarifaire
Visa de la préfecture	06/11/2014
Date d'application	01/11/2014

AVENANT N° 4	
Objet	CSD – Construire sans détruire – Loi BROTTE
Visa de la préfecture	05/12/2016
Date d'application	05/12/2016

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

Saur

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE

LA PROXIMITÉ

Écouter et agir
en conséquence

LA SOLIDARITÉ

Se rendre disponible
et faire primer le collectif

LA TRANSPARENCE

Partager l'information
et travailler en confiance

LE SENS DU SERVICE

Se montrer réactif
et toujours à l'écoute du client

LA RESPONSABILITÉ

Agir et assumer
ses décisions

LE PRAGMATISME

Apporter des solutions
simples et efficaces



LA PROXIMITÉ

ÉCOUTER ET DÉCIDER EN CONSÉQUENCE

LA SOLIDARITÉ

SE RENDRE DISPONIBLE ET FAIRE PRIMER LE COLLECTIF

LA TRANSPARENCE

PARTAGER L'INFORMATION ET TRAVAILLER EN CONFIANCE

LE SENS DU SERVICE

SE MONTRER RÉACTIF ET TOUJOURS À L'ÉCOUTE DU CLIENT

LA RESPONSABILITÉ

AGIR ET ASSUMER SES DÉCISIONS

LE PRAGMATISME

APPORTER DES SOLUTIONS SIMPLES ET EFFICACES

3.



SAUR, LES VALEURS FORTES FONT LES GRANDES ÉQUIPES.

PRESENTATION DE
L'ENTREPRISE

*SAUR, une organisation et
une méthode éprouvée*

À MARNE-LA-VALLÉE

Sébastien, Chargé gestion des réseaux | Annick, Expert CPO | Laurent, Directeur de production | Antoine, Dessinateur projeteur | Sandra, Chargée clientèle | Mickaël, Electromécanicien | Richard, Directeur régional | Anne-Sophie

PRÉSENTATION DE L'ORGANISATION SAUR

La société SAUR, une entreprise décentralisée proche des territoires, assure une couverture nationale grâce à **6 Directions Opérationnelles (DIROP)**, **8 Centres de Pilotage Opérationnel (CPO)** et **20 Directions Régionales (DR)** (dont 2 dans les DOM) composées de **60 AGENCES** qui ont en charge la bonne exécution des contrats.

L'implantation de ces directions régionales et agences assure une proximité et une réactivité au service de ses clients collectivités et consommateurs.

En appui de la **Direction Régionale**, la **Direction Opérationnelle** et le **Centre de Pilotage Opérationnel** regroupe l'ensemble des services pour mettre en œuvre notre stratégie et répondre pleinement aux besoins de votre territoire.

NOTRE STRATÉGIE

- Une méthodologie approuvée
- Une organisation et des outils innovants
- Des équipes et des compétences locales mobilisées 24h/24

NOTRE CPO EST LE DISPOSITIF CENTRALISÉ DE SUPERVISION ET DE PILOTAGE EN TEMPS RÉEL DE L'EXPLOITATION



Le Centre de Pilotage Opérationnel est une véritable « tour de contrôle » qui rassemble des experts, techniciens et spécialistes dans des domaines aussi variés que les processus de traitement, l'hydraulique, la maintenance, la cartographie. Grâce à l'information, issue d'une multitude de capteurs innovants et Hi-Tech qui suivent votre patrimoine 24h/24, votre service de l'eau devient intelligent et interactif.

Des experts métiers permettent de garantir une gestion optimale de vos installations et mettent leurs compétences votre service en intégrant les enjeux spécifiques à votre territoire.

Des spécialistes traitent, analysent et véhiculent en temps réel des milliers de données, directement issues du terrain, en vue d'en assurer la traçabilité et l'analyse pour vous accompagner au mieux dans la maîtrise de la politique de l'eau de votre territoire.

Le CPO, garant d'une liaison permanente entre experts, ordonnanceurs et équipes de terrain, permet de suivre en temps réel et d'analyser les éléments du réseau grâce aux remontées d'information des différents capteurs.

Le CPO met à votre disposition le meilleur de la technologie en vous faisant bénéficier des dernières avancées en matière de R&D et d'innovation.

Cette organisation et notre stratégie nous permettent de proposer un service adapté aux besoins spécifiques de chaque collectivité pour répondre aux exigences des territoires en offrant à tous l'excellence d'une même qualité de service à un prix maîtrisé.



PURE INNOVATION : NOS SOLUTIONS AU SERVICE DE L'EAU

LE MEILLEUR DES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE VOTRE COLLECTIVITÉ ET DE L'INDUSTRIE.

Le développement de technologies intelligentes dans le domaine de l'eau est un axe clé de notre politique d'innovation.

SAUR innove en partenariat avec des sociétés spécialisées, afin de relever les défis de demain : gestion de la ressource, gestion du patrimoine, sécurisation de la ressource et de la distribution et suivi permanent de la qualité de l'eau.

Grâce à ce partenariat, nous améliorons durablement notre performance opérationnelle sur tous les territoires et nous créons de nouveaux services pour mieux préserver la ressource en eau, le patrimoine et l'environnement afin de répondre aux 4 grands enjeux de la politique de l'eau.

→ 4 enjeux : des solutions innovantes



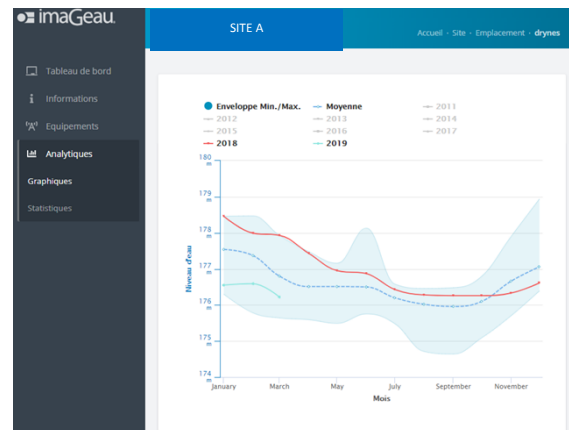
ENJEU 1 GESTION, SURVEILLANCE ACTIVE ET PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE - EMI

① MAÎTRISER ET SURVEILLER VOTRE RESSOURCE EN EAU

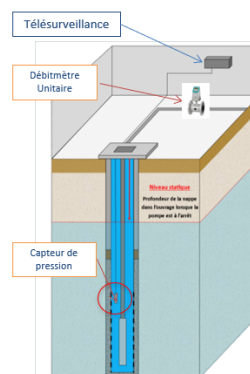
Les données issues des ouvrages de production (puits, forage) et d'observation (piézomètre) vous sont mises à disposition sous **EMI** ou « Interface de gestion des données environnementales » (courbe de niveau, courbe enveloppe, suivi du biseau salé...).

EMI permet :

- De gérer **en continu et de sécuriser** la ressource en connaissant parfaitement ses aspects qualitatifs et quantitatifs et leur évolution dans le temps ;
- De mieux **anticiper** les risques de sécheresse et de dégradation de la ressource ;
- De **pérenniser** la ressource et d'optimiser son exploitation (vérification du débit spécifique, rabattement...).



Exemple de suivi du risque sécheresse (courbe enveloppe)



AquaStandard – Control ou Sécurité

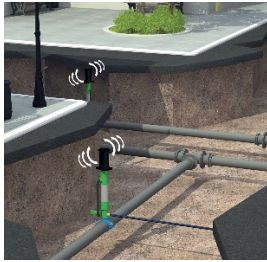


Aqua 3D

② AMÉLIORER LA PERFORMANCE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE EN DÉTECTANT LES FUITES PLUS RAPIDEMENT

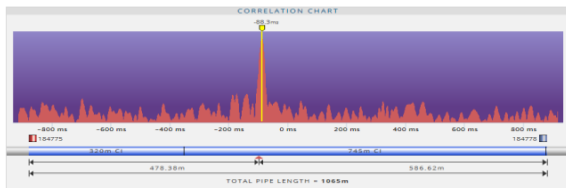
EAR® (Ecoute Active de Réseaux) permet :

- d'assurer une localisation précise des fuites et de les réparer au plus vite
- une écoute acoustique fiable en continu des réseaux.



ENIGMA3M® permet :

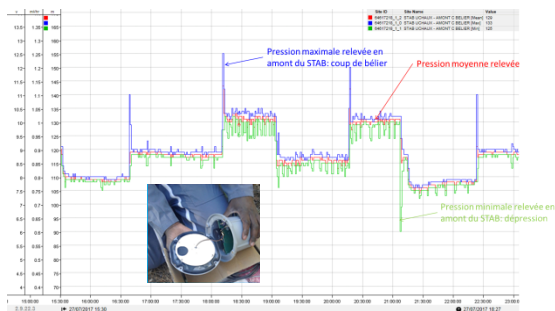
- des écoutes acoustiques **géolocalisées**
- des **corrélations systématiques de nuit** pour déterminer l'emplacement précis des fuites



③ PRÉSERVER VOTRE PATRIMOINE ET LIMITER LES VOLUMES DE PERTE PAR UNE SURVEILLANCE EN CONTINUE DES PHÉNOMÈNES TRANSITOIRES

CELLO4S® permet :

- de suivre en continu les **phénomènes transitoires** et l'évolution des **pressions** dans les conduites
- proposer des solutions pour limiter les **à-coups hydrauliques** qui fragilisent le réseau



ENJEU 2 SÉCURISATION ET SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

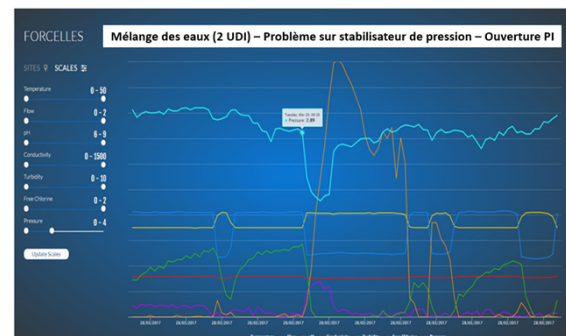
④ AMÉLIORER EN TEMPS RÉEL LA PERFORMANCE ET LA FIABILITÉ DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION D'EAU

Intellitect® (sondes multiparamètres) permet :

- D'assurer la détection rapide d'anomalies ou de zones de défaillances critiques ;
- D'anticiper les dysfonctionnements ;
- De sécuriser 24h/24 la distribution d'eau aux abonnés ;
- D'obtenir une meilleure maîtrise de la qualité de l'eau et de son évolution dans les réseaux.



Réseau « sentinelle » : sécurisation de l'eau distribuée aux abonnés



Exemple de suivi d'évènement en réseau de distribution

⑤ GARANTIR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DE L'EAU : R&D

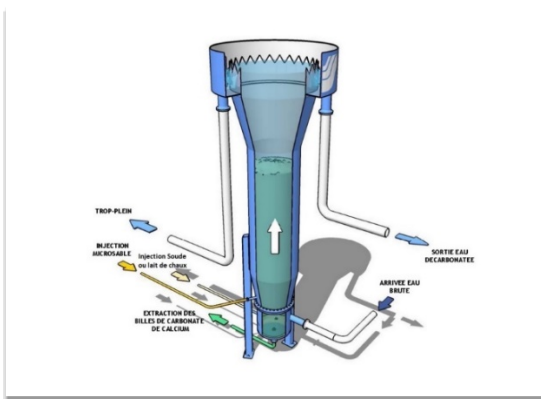
Les procédés de la R&D de SAUR :

- **Le CarboPlus©** permet d'éliminer un très large spectre de micropolluants dans l'eau (dont les métabolites de pesticides) et des résidus médicamenteux à un coût maîtrisé.



Le CarboPlus© est l'outil le plus adapté pour éliminer les sous-produits de dégradation de pesticides ou métabolites (Métolachlore ESA et OXA, Alachlore ESA). Ces molécules considérées comme « pertinentes » par l'ANSES vont faire l'objet d'un suivi et d'une limite de qualité dans les eaux distribuées à 0.1 µ/l. Elles sont très présentes dans les eaux de surface ou souterraines qui nous servent à la production d'eau potable.

- Le Calcyle© est une solution visant à **réduire significativement la dureté de l'eau**. Ce traitement permet de protéger le réseau de distribution et de diminuer la gêne occasionnée par des eaux trop dures chez le consommateur.



ENJEU 3 MAITRISE DE LA CONSOMMATION ET NOUVEAUX SERVICES AUX ABONNES

⑥ MIEUX INFORMER LES CLIENTS GRÂCE À UNE TÉLÉRELÈVE RÉELLEMENT INTÉR-OPÉRABLE

Grâce au suivi fin de la consommation des compteurs d'eau, la **Télérelève** permet :

- Aux consommateurs particuliers : de suivre au quotidien leurs consommations d'eau et d'être alerté en cas de consommation anormale.
- Aux consommateurs professionnels : de grouper leurs compteurs sur un même espace de suivi et de disposer d'un accompagnement personnalisé à la réduction de leur consommation par des bilans horaires.
- A la collectivité : au travers d'un portail dédié, de garder la maîtrise de son parc de télérelève en toute transparence, de suivre plus finement l'évolution des rendements de réseaux sectorisés et de maîtriser les consommations de ses compteurs communaux.



**PURE INNOVATION :
NOS SOLUTIONS AU SERVICE
DE L'EAU**

LES REPRÉSENTANTS DU CONTRAT

AGENCE MANCHE-ORNE-BESSIN

Richard BOUZANQUET

Directeur régional
NORMANDIE

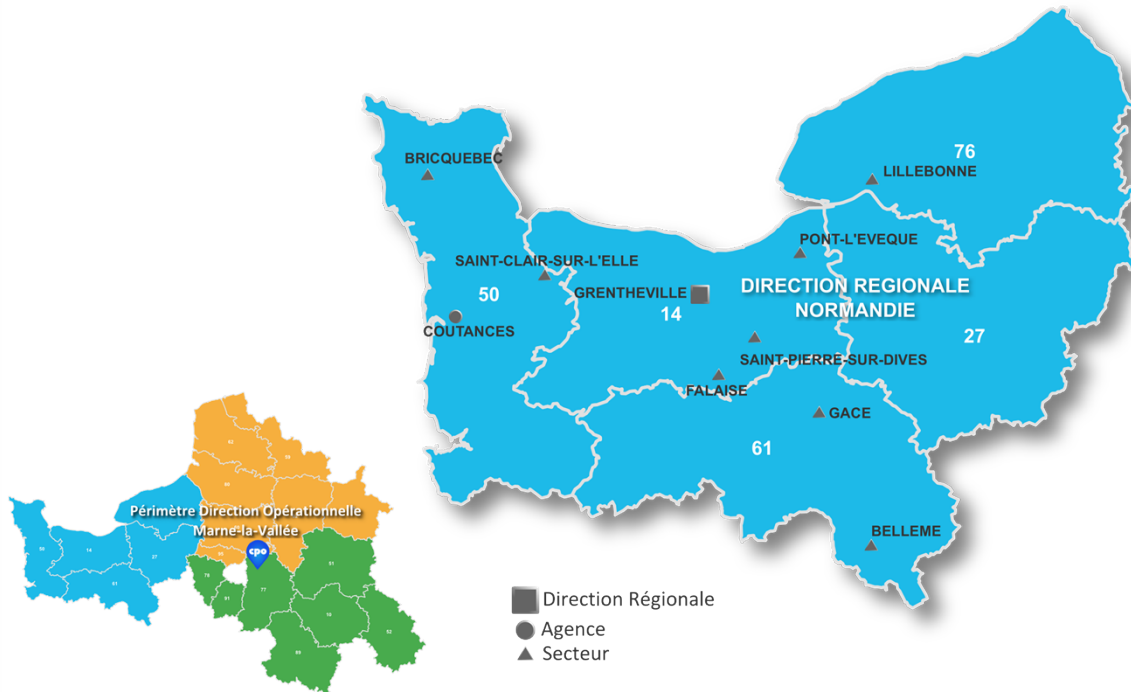
GRENTHEVILLE
06 08 87 08 09
richard.bouzanquet@saur.com



Nicolas TOUZET

Chef d'agence
MANCHE-ORNE-BESSIN

COUTANCES
06 82 89 76 12
nicolas.touzet@saur.com



Cédric SANSON

Chef de secteur
SAINT-LÔ / BESSIN

SAINT-CLAIR SUR ELLE
06 72 72 58 29
cedric.sanson@saur.com



Anne-Sophie FERET

Chef de secteur
ORNE

GACE
06 65 53 01 09
anne-sophie.feret@saur.com



Mickael GOSSELIN

Chef de secteur
SUD MANCHE

COUTANCES
06 72 72 60 25
mickael.gosselin@saur.com



Patrick BURNEL

Chef de secteur
COTENTIN

BRICQUEBEC
06 70 64 60 15
patrick.burnel@saur.com



Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



LE PATRIMOINE DE SERVICE

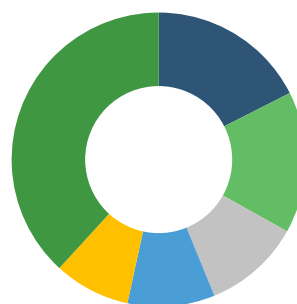
*Votre patrimoine sous
surveillance*

VOTRE PATRIMOINE

SYNTHÈSE DE VOTRE PATRIMOINE	
Ouvrage(s) de prélèvement	4
Station(s) de production	3
Station(s) de surpression	3
Ouvrage(s) de stockage	9
Volume de stockage (m ³)	2 030
Linéaire de conduites (kml)	293,831



Répartition par diamètre



■ 75 ■ 63 ■ 90 ■ 125 ■ 50 ■ Autres

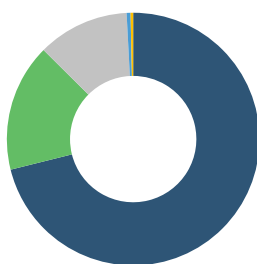
Diamètre	Valeur (%)
75	17,52
63	15,59
90	10,7
125	9,6
50	8,38
Autres	38,2

LE RÉSEAU

Le réseau de distribution se compose de conduites de transport (également appelées feeders) d'un diamètre en général supérieur à 300 mm et de conduites de distribution.

Dans les graphiques de répartition du linéaire par diamètre et matériaux, seules les 5 premières catégories sont affichées.

Répartition par matériau



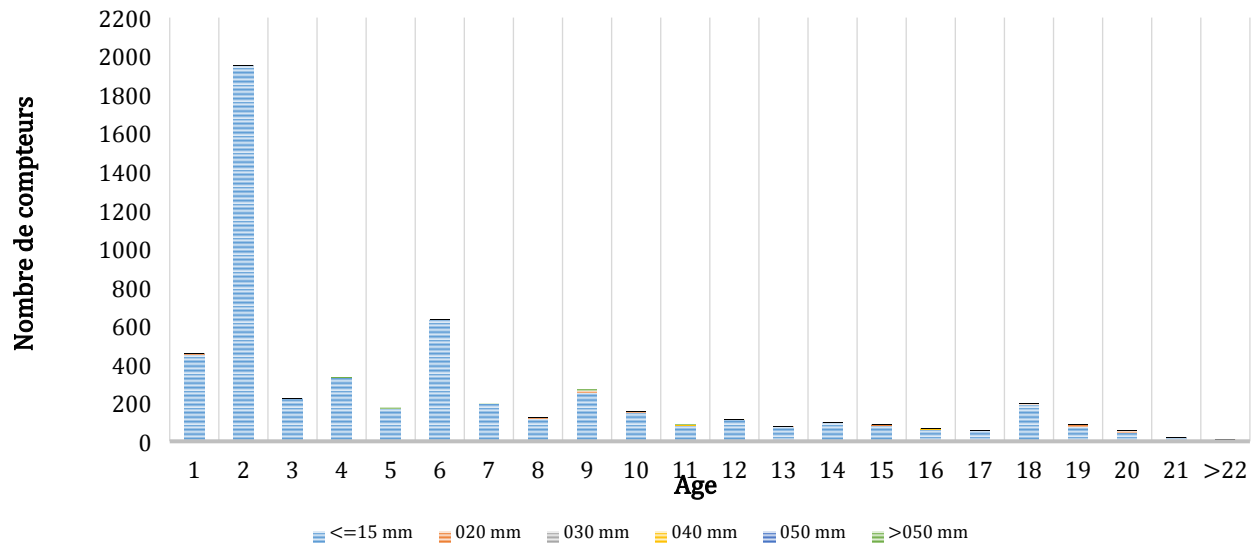
■ Pvc ■ Fonte ■ Amiante ciment
 ■ Polyéthylène ■ Inconnu ■ Autres

Matériau	Valeur (%)
Pvc	71,11
Fonte	16,34
Amiante ciment	11,72
Polyéthylène	0,5
Inconnu	0,33

LES COMPTEURS

🕒 Il y a au total 5 476 compteurs. 680 compteurs ont été renouvelés sur l'année 2019.

Répartition par âge et par diamètre



Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



5.

LE SERVICE AUX USAGERS

*Leur satisfaction au cœur de
nos préoccupations*

VOS BRANCHEMENTS

Pour mieux comprendre :

Le Branchement : Ensemble de canalisations et d'équipements reliant la partie publique du réseau de distribution d'eau à un réseau de distribution privé d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau et un compteur.

Le Compteur : Equipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser le volume consommé par le branchement.

Le Client : Personne physique ou morale consommant de l'eau et ayant au moins un contrat-client le liant avec le service de distribution de l'eau.

Cas général :

1 Client = 1 Branchement = 1 Compteur

Cas particuliers :

1 Client = 1 Branchement = 2 Compteurs

⇒ Compteur domestique

⇒ Compteur arrosage

1 Client = n Branchements = x compteur

⇒ Mairie = 1 Compteur

⇒ Salle des fêtes = 1 Compteur

⇒ Piscine = 2 Compteurs

	2018	2019
Nombre de branchements	5 468	5 475

Ce chiffre prend en compte les branchements en service (actifs, en cours de modification, en cours de résiliation ou en attente de mise en service).

LES VOLUMES CONSOMMÉS

Volume consommé : Conformément au décret de décembre 2013, les volumes au niveau de la synthèse sont ramenés sur 365 jours. Les volumes en annexes sont ceux relevés au niveau des compteurs clients durant la période de relève (358j) afin d'être le plus représentatif par rapport à la relève réelle des compteurs.

Le volume d'eau potable consommé par les clients du périmètre de votre contrat n'inclut pas les Ventes d'Eau en Gros et / ou les volumes exportés.

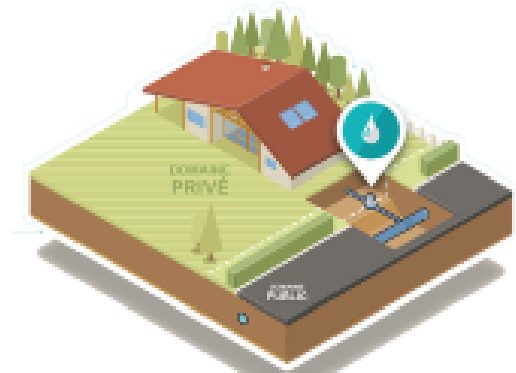
→ Volume consommé hors VEG = Volume relevé + Volume estimé des clients*

Volume facturé : Volume consommé, mise à jour des corrections administratives éventuelles (dégrèvements, réajustements, annulations et réémissions de factures, ...).

ATTENTION → Volume consommé hors VEG ≠ volume facturé

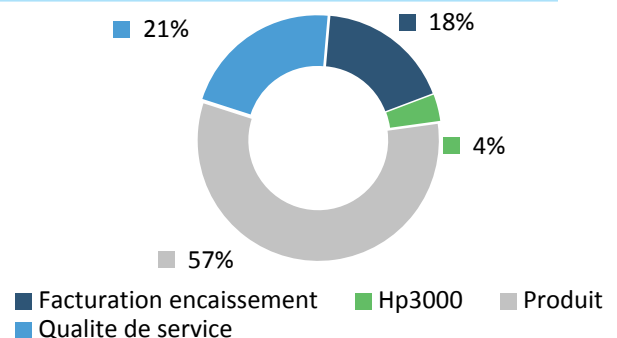
Le présent rapport fait apparaître le volume consommé. Le décompte de gestion fait apparaître le volume facturé.

	2018	2019
Volume consommé hors VEG (m ³)	513 143	481 751



LA RELATION AVEC LES CLIENTS : LES RÉCLAMATIONS

Motifs de réclamations	2018	2019
Facturation encaissement	4	5
Hp3000	0	1
Produit	4	16
Qualite de service	14	6



Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



6.

BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNÉE

Un regard sur notre activité

Le volume produit est le volume issu des ouvrages du service et introduit dans le réseau de distribution.

Le volume importé est le volume d'eau en provenance d'un service d'eau extérieur.

Le volume exporté est le volume d'eau livré à un service d'eau extérieur.

Le volume mis en distribution correspond à la somme des volumes produits et importés, auxquels on retranche le volume exporté.

Le volume consommé autorisé est la somme du volume consommé hors VEG sur 365 jours, du volume sans comptage (essai de poteaux d'incendie, arrosage, ...) et du volume de service du réseau (purges, nettoyage de réservoirs, ...).

Les volumes présentés dans les sections ci-dessous sont extrapolés sur la période de relève de 358j et ramenés sur 365j afin de répondre aux exigences du décret.

Synthèse des volumes (m ³) transitant dans le réseau	2018	2019
Volumes produits	668 265	667 822
Volumes importés	0	0
Volumes exportés	0	0
Volumes mis en distribution	668 265	667 822
Volumes consommés	513 143	481 751

CAPACITÉ DE STOCKAGE

Synthèse des volumes mis en distribution	
Capacité de stockage (en m ³)*	2 030
Volume mis en distribution moyen/jour (en m ³)	1 830
Capacité d'autonomie (en j)	1,1

*Le calcul de l'autonomie ne prend pas en compte le volume des bâches d'eau brute.

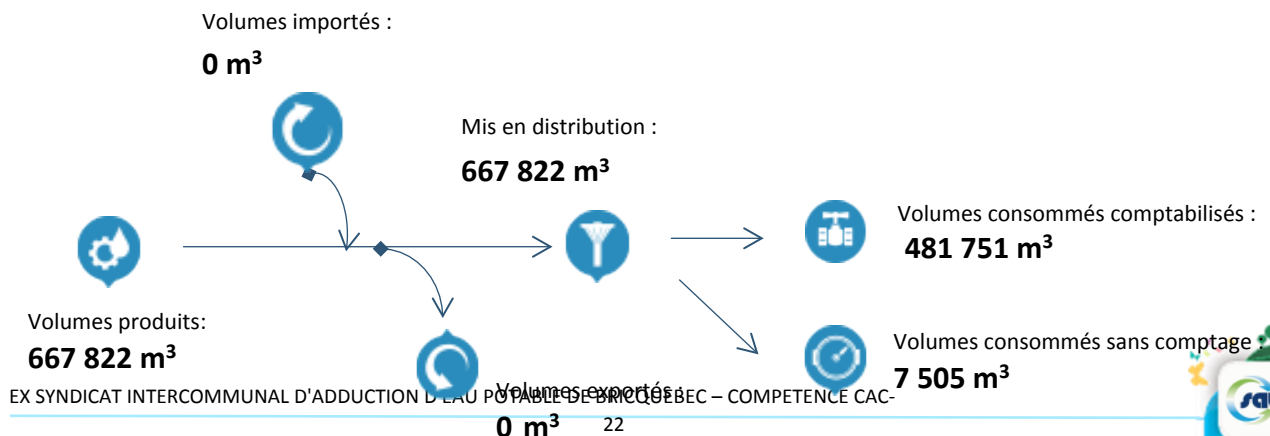
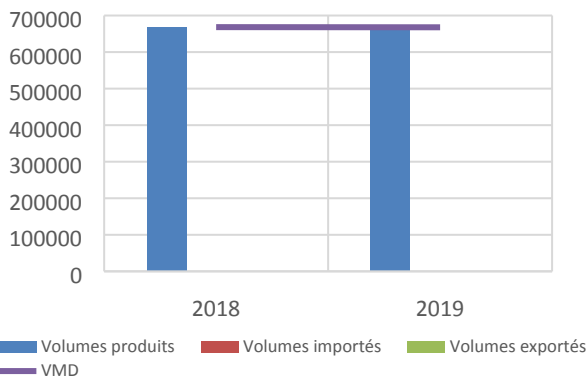
LE RENDEMENT DE RÉSEAU

Le rendement d'un réseau compare les volumes d'eau introduits en amont et ceux consommés en aval par les usagers. La différence correspond aux volumes non comptabilisés dont les fuites de réseau.

	2018	2019
Rendement primaire (%)	76,8%	72,1%
Rendement IDM (%)	77,15%	73,26%

Le vieillissement du réseau est l'un des principaux facteurs de dégradation du réseau : une politique de **gestion patrimoniale adaptée** permet d'optimiser les performances de vos réseaux.

Volumes en m3



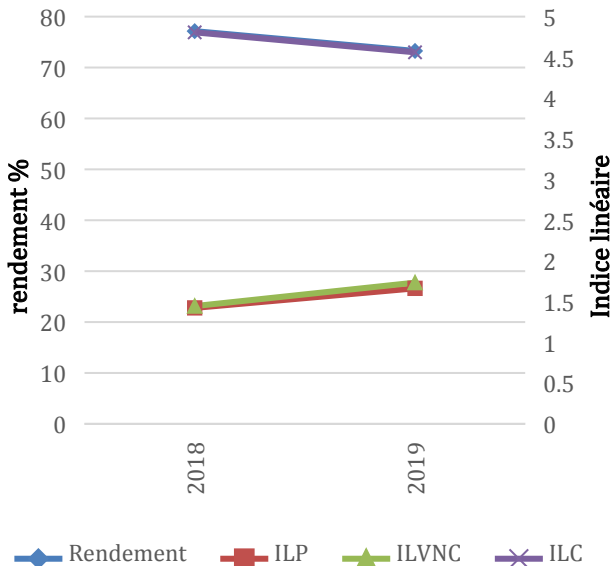
L'INDICE LINÉAIRE DE PERTES (ILP)

L'Indice Linéaire de Pertes (ILP) indique le volume perdu par jour et par kilomètre de réseau.

Il permet de mieux traduire la performance du réseau selon sa nature.

	2018	2019
Indice linéaire de pertes (en m ³ /km/j)	1,42	1,66

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service.



L'INDICE LINÉAIRE DE VOLUME NON COMPTÉ (ILVNC)

L'Indice Linéaire de volume non compté (ILVNC) indique le ratio de volume non compté par jour, par kilomètre de réseau.

	2018	2019
Indice linéaire des volumes non comptés (en m ³ /km/j)	1,45	1,73

Cet indicateur permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

L'INDICE LINÉAIRE DE CONSOMMATION (ILC)

L'Indice Linéaire de consommation (ILC) indique le ratio de volume consommé par jour, par km.

	2018	2019
Indice linéaire de consommation	4,81	4,56

Ce ratio est utilisé pour évaluer la conformité du rendement de réseau. Il est également utilisé pour mesurer les écarts entre services dans le comparateur inter services.

LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE

Le tableau ci-après présente les consommations d'énergie sur l'ensemble du contrat au cours de l'exercice :

(Les consommations présentées ci-après sont basées sur la facturation du distributeur d'énergie)

	2018	2019
Consommation en KWh	484 463	433 962

Face au défi environnemental et climatique et à la nécessité absolue de réduire drastiquement les émissions humaines de CO₂, de nombreuses entreprises françaises se sont engagées dans la transition énergétique.

Dans ce cadre, SAUR a mis en place un plan d'action afin d'optimiser ses consommations d'énergie. Des améliorations des conditions d'exploitation sont apportées et un suivi de l'évolution des consommations d'électricité est réalisé tous les mois sur l'ensemble du parc, afin de déceler d'éventuelles dérives



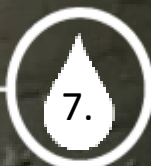
Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le



ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



LA QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE

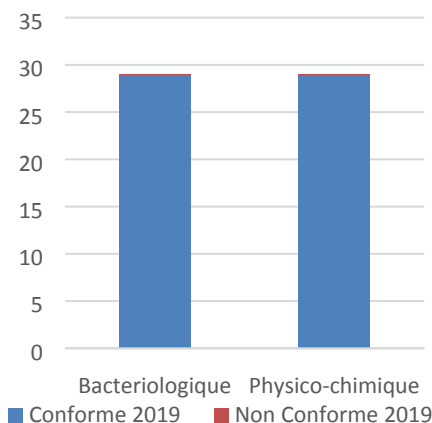
*La qualité de l'eau, notre
priorité*

L'eau potable est une denrée alimentaire, c'est pourquoi elle fait l'objet d'un suivi régulier et rigoureux. SAUR œuvre chaque jour afin de vous délivrer, en toutes circonstances, de l'eau de grande qualité.

Le code de la santé publique (CSP, articles L1321-1 à 10 et R1321-1 à 63) précise les dispositions à respecter par la personne publique responsable de la production et de la distribution des eaux.

Ce chapitre présente les résultats de conformité de l'eau par rapport à la réglementation, en distinguant les paramètres bactériologiques et physico-chimiques.

Par ailleurs, il vous est présenté en annexe la problématique du CVM (Chlorure de Vinyle Monomère), rappelant le contexte réglementaire et les actions à réaliser en cas de non-conformités. SAUR vous accompagnera dans la gestion de cette problématique le cas échéant.



Nombre d'analyses conformes et non-conformes tout type de point compris

Nombre d'analyses conformes et non conformes sur l'eau traité

SYNTHÈSE QUALITATIVE DES EAUX BRUTES EN 2019

Les eaux brutes constituent la ressource et peuvent être issues d'eaux souterraines (sources, forages) ou d'eaux de surface (rivières, lacs, barrages ...).

Nature de l'analyse	2018	2019
Bactériologique	3	1
Physico-chimique	3	1
Nombre d'échantillons analysés (ARS)	3	1



SYNTHÈSE QUALITATIVE DES EAUX DISTRIBUÉES ET TRAITÉES EN 2019

Taux de conformité	2018	2019
Prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire bactériologique	100%	100%
Prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire physico-chimique	91,5%	100%

Nombre total de non conformités	2018	2019
Bactériologiques	0	0
Physico-chimiques	1	0

Le détail des non-conformités est présenté en annexe.

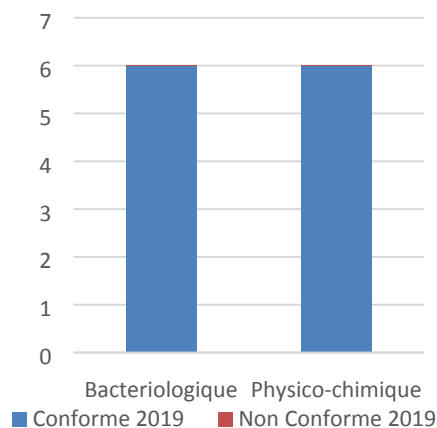
L'EAU AU POINT DE MISE EN DISTRIBUTION

Les eaux au point de mise en distribution sont les eaux considérées comme représentatives de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée (en sortie d'installations de traitement dans la plupart des cas). Ces eaux peuvent provenir d'une ou plusieurs sources mais leur qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

Taux de conformité	2018	2019
Prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire bactériologique	100%	100%
Prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire physico-chimique	88%	100%

Nombre total de non-conformité eau au point de mise en distribution	2018	2019
Bactériologiques	0	0
Physico-chimiques	1	0

Le détail des non-conformités est présenté en annexe.

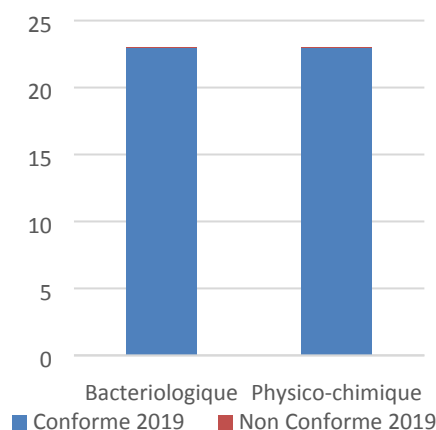


Nombre d'analyses conformes et non conformes au point mis en distribution

Taux de conformité	2018	2019
Prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire bactériologique	100%	100%
Prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire physico-chimique	100%	100%

Nombre total de non-conformité eau distribuée	2018	2019
Bactériologiques	0	0
Physico-chimiques	0	0

Le détail des non-conformités est présenté en annexe.



Nombre d'analyses conformes et non conformes au point Eau distribuée



CONFORMITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE

Les eaux distribuées sont les eaux disponibles chez les clients après passage dans le réseau de distribution.

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



8.

LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Garantir la performance de votre réseau

LES INDICATEURS DU MAIRE (IDM) ISSUS DU DECRET DU N° 2007-675 ET ARRETE DU 02 MAI 2007

Les indicateurs descriptifs du service de l'année 2019

QUALITE DE L'EAU		
P101.1 : Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	P102.1 : Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico chimiques.	Somme des volumes consommés et des volumes vendus en gros (m ³)
100%	100%	481 751
Pourcentage ou nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques, réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire, ou par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire, en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution jugé conforme selon la réglementation en vigueur.	Pourcentage ou nombre de prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques, réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire, ou par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire, en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution jugé conforme selon la réglementation en vigueur.	Ramenés sur 365 jours

PERFORMANCE DE RESEAU			
P104.3 : Rendement du réseau de distribution (%)	Somme des volumes produits et des volumes importés (m ³)	P108.3 : Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Volume prélevé dans le milieu naturel
73,26%	667 822	62,4	-
Rendement = (Volume consommé autorisé + volume vendu en gros) / (volume produit + volume acheté en gros)X100. Volume consommé autorisé = Volume comptabilisé + volume consommateurs sans comptage + volume de service du réseau	Données de consolidation	Niveau d'avancement (exprimé en %) de la démarche administrative et opérationnelle de protection du ou des points de prélèvement dans le milieu naturel d'où provient l'eau potable distribuée	Données de consolidation



PERFORMANCE DE RESEAU			
P107.2 : Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	Longueur cumulée du linéaire de canalisation renouvelé au cours des années N-4 à N (km)	Longueur du réseau de desserte au 31/12 (km)	P103.2 : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable
0,23	3,436	293,832	120
Rapport du linéaire de réseau (hors branchement) renouvelé les 5 dernières années sur la longueur totale du réseau de desserte.	Données de consolidation	Données de consolidation	Indice de 0 à 120 attribué selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Il est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B, C, voir tableau détail joint en fin de chapitre.

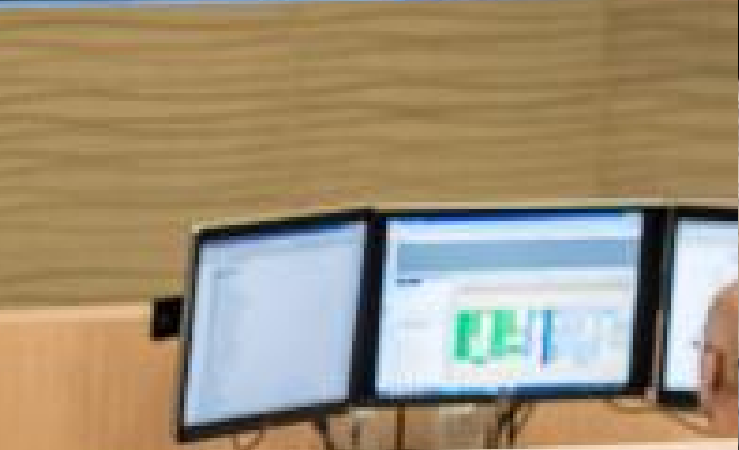
PERFORMANCE DE RESEAU			
P106.3 : Indice linéaire des pertes en réseau (m³/km/j)	P105.3 : Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)	P110.3 : Indice linéaire de consommation	Linéaire de réseau de desserte (km)
1,66	1,73	4,56	293,832
Indice = (volume mis en distribution – volume consommé autorisé) / longueur du réseau de desserte / 365j. Les pertes sont constituées d'une part des pertes apparentes (volume détourné, défaut de comptage, ...) et d'autres part des pertes réelles (fuites sur conduites, sur réseau, au réservoir, ...).	(Volume mis en distribution – volume comptabilisé) / longueur de réseau de desserte / 365j Volume mis en distribution = Production + volume acheté en gros – volume vendu en gros	Indice = (Volume consommé autorisé + V exporté) / longueur de réseau de desserte / 365 j	Données de consolidation

SERVICE A L'USAGER			
D102.0 : Prix TTC du service d'eau potable au m³ pour 120 m³ au 01/01/N+1 (€)	D102.0 : Prix TTC du service d'eau potable au m³ pour 120 m³ au 01/01/N (€)	D101.0 : Estimation du nombre d'habitants desservis par le service public d'eau potable	D151.0 Délai maximal d'ouverture des branchements eau potable pour les nouveaux abonnés défini par le service (jours)
2,48	2,44	10 746	2
		Données de consolidation. Sont considérées le nombre de personnes desservies par le service, y compris les résidents saisonniers.	Temps d'attente maximum auquel s'est engagé l'opérateur du service pour la fourniture de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel

SERVICE A L'USAGER	
P151.1 : Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées pour 1 000 abonnés	P152.1 : Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés
7,49	98,25
Nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public dont les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance	Pourcentage du nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service clientèle.

SERVICE A L'USAGER				
P154.0 : Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente, service de l'eau potable	Montant des impayés au 31/12/2019	Chiffre d'affaire TTC facturé N-1(hors travaux) (€)	P155.1 : Taux des réclamations du service de l'eau potable pour 1 000 abonnés	Nombre d'abonnés desservis
1,02	12803,54	1 258 751	0,91	5 475
Taux d'impayés au 31/12/ N sur les factures émises au titre de l'année N-1 (N étant l'année du RAD)	Données de consolidation.	Données de consolidation.	Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature, relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau du prix.	Données de consolidation.

SOLIDARITE		
P109.0 : Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité de l'eau (€)	Montants en Euro des abandons de créances (€)	Volumes consommés y compris VEG (m ³)
0	0	481 751
	Données de consolidation.	Données de consolidation. Remis sur 365 jours



9.

**LES INTERVENTIONS
RÉALISÉES**
*Préserver et moderniser
votre patrimoine*

LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Tout au long de l'année, SAUR réalise des opérations sur les installations et le réseau de la collectivité afin d'assurer la bonne distribution de l'eau.

Synthèse du Nombre d'interventions par type	2018	2019
Nettoyage des réservoirs	9	9
Nombre de campagnes de recherche de fuites	44	36
Linéaire inspecté (ml)	3 078 106	87 506
Nombre de fuites trouvées	31	10
Réparation fuites/casses sur conduite	46	31
Réparation fuites/casses sur branchement	20	13
Interventions d'entretien	84	67

Mise en sécurité de nos réservoirs

Lors d'une intervention de lavage de réservoir sur tour dans la Manche, nous avons malheureusement eu à déplorer l'accident mortel d'un de nos agents. Des mesures conservatoires ont été prises immédiatement afin de supprimer ce risque et SAUR a mobilisé ses experts en Prévention des Risques dans un groupe de travail national pour réévaluer nos procédures d'intervention en hauteur et définir les préconisations de sécurisation des réservoirs.

Sur ces bases, il s'avère que l'accessibilité de ces ouvrages présente des carences possibles au regard des normes actuelles. Par conséquent, un état des lieux de tous les ouvrages de stockage vis-à-vis du risque de chute de hauteur sera réalisé.

Nous serons amenés à vous présenter les conclusions de ces diagnostics accompagnées quand cela s'avèrera nécessaire, de l'estimation des travaux de mise en sécurité (voies d'accès, protections collectives...). Nous sommes convaincus de l'importance que vous accordez à cette exigence de sécurité à déployer dans vos ouvrages.

L'Origine des fuites

Il peut s'agir par exemple de fissures de canalisation, de colliers de prise en charge défectueux ou de joints détériorés. L'instrumentation des réseaux via la pose de capteurs permanents ou temporaires reliés à la télégestion, permet d'affiner et d'accroître les techniques de corrélations acoustiques. Ces techniques permettent de détecter les fuites plus rapidement.

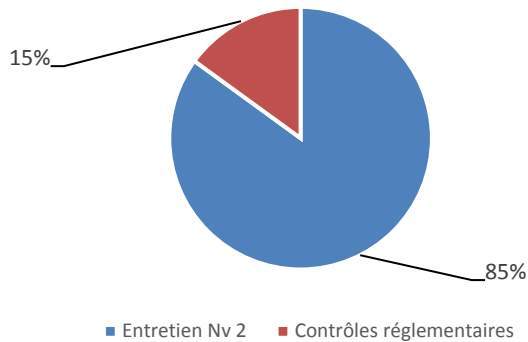
Le vieillissement du réseau est l'un des principaux facteurs de dégradation du réseau. Une politique de gestion patrimoniale adaptée permet d'optimiser les performances de vos réseaux.



LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

Les opérations de maintenance permettent de maintenir ou de rétablir un groupe fonctionnel, équipement, matériel, dans un état donné ou de lui restituer des caractéristiques de fonctionnement spécifiées.

Nombre d'interventions de maintenance	2018	2019
Entretien niveau 2	25	29
Contrôles réglementaires	6	6



Les interventions de maintenance

Entretien niveau 1 : désigne les opérations de maintenance préventive et / ou corrective **simples** (réglages, remplacement de consommables, graissages ...).

Entretien niveau 2 : désigne les opérations de maintenance préventive et/ou corrective de **complexité moyenne** (réparations réalisées en ateliers spécialisés, remplacement d'équipements ou sous équipements). L'entretien 2ème niveau n'inclut pas les opérations de renouvellement dans le cadre du compte de renouvellement et/ou du programme de renouvellement

Ces interventions peuvent être soit de nature :

- Curative : opération faisant suite à un dysfonctionnement ou à une panne
- Préventive : opération réalisée lors du fonctionnement normal d'un équipement afin d'assurer la continuité de ses caractéristiques de marche et d'éviter l'occurrence d'une panne.

Type	2018	2019
Curatif	25	29
Préventif	-	-

Contrôles réglementaires : permettent de vérifier la conformité des installations et des équipements ci-dessous afin de garantir la sécurité du personnel :

- Installations électriques
- Systèmes de levage
- Ballons anti-béliers



Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



10.

**LES PROPOSITIONS
D'AMÉLIORATION**
*Améliorer votre
patrimoine, une priorité*



Localisation	Proposition	Délai
Commentaire général	Refection de l'étanchéité de Breuille, y compris la peinture pour l'intérieur et l'extérieur des batiments	Moyen terme
Commentaire général	Mise en place d'un plan pluri-annuel 2018/2020 de renouvellement des canalisations sur 20 km (projet en cours, en attente de la réponse de l'agence de l'eau)	Moyen terme

Pose d'un Stabilisateur de pression à la place de la vanne altimètre a l'arrivée du réservoir de la Corbière sur la commune de Bricquebec en cotentin, ceci pour éviter les coups de bélier (URGENT)

Renouvellement de la canalisation amiante ciment 60mm des années 1960 au hameau de haut à rauville la bigot (nombreuses casses)



Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLOW

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



11.

LE CARE

*Le compte rendu financier
sur l'année d'exercice*

SAUR

22/04/2020

COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION ANNEE 2019

(en application du décret du 14 mars 2005)

GESTION DU SERVICE EAU POTABLE

Région **NORD IDF NORMANDIE**
 Centre **NORMANDIE OUEST**
 Département **MANCHE**
 Collectivité **CA LE COTENTIN (ex Bricquebep)**

LIBELLE	En milliers d'Euros	Année 2018	Année 2019	Ecart en %
PRODUITS		1 228,5	1 220,3	-0,7
Exploitation du service		570,3	580,0	
Collectivités et autres organismes publics		603,3	588,4	
Travaux attribués à titre exclusif		37,7	38,6	
Produits accessoires		17,2	13,3	
CHARGES		1 165,2	1 150,7	-1,2
Personnel		164,4	162,5	
Energie électrique		47,1	44,5	
Produits de traitement		12,4	11,8	
Analyses		11,9	14,8	
Sous-traitance, matières et fournitures		40,2	44,8	
Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)		14,1	14,1	
Autres dépenses d'exploitation		75,2	67,9	
- Télécommunications, poste et télégestion		6,4	6,2	
- Engins et véhicules		17,2	17,7	
- Informatique		33,5	33,1	
- Assurances		1,6	2,3	
- Locaux		8,7	8,2	
- Divers		7,7	0,4	
Contribution des services centraux et recherche		70,5	82,6	
Collectivités et autres organismes publics		603,3	588,4	
- Part collectivité		471,0	461,0	
- Autres organismes publics		132,3	127,4	
Charges relatives aux renouvellements		105,2	103,3	
- Pour garantie de continuité du service		14,1	12,1	
- Programme contractuel		11,6	11,6	
- Fonds contractuel		79,4	79,5	
Charges relatives investissements du domaine privé		11,6	10,4	
Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux		9,3	5,8	
RESULTAT AVANT IMPOT		63,3	69,6	9,9
Impôt sur les Sociétés (calcul normatif)		21,7	23,8	
RESULTAT		41,7	45,8	9,9

(1) Si Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : y compris redevance domaniale: département, région, Etat et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006
 Réf: 110-015003 -500300 -01 2019120

(2) Si Annuités emprunt collectivité prises en charge : comprennent: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

Validé le 22/04/2020

MÉTHODES ET ÉLÉMENTS DE CALCUL DU CARE

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci joint est établi en application des dispositions de l'article 2 de la loi du 08/02/1995 qui dispose de l'obligation pour le délégataire de service public de publier un rapport annuel destiné à informer le délégant sur les comptes, la qualité de service et l'exécution du service public délégué.

Sa présentation est conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau et tient compte des recommandations émises par le Comité "Secteur public" de l'Ordre des experts comptables dans ses deux ouvrages que sont "Le rapport annuel du délégataire de service public" et "L'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public", collection "Maîtrise de la gestion locale".

A cette circulaire s'est ajoutée celle du 31/01/2006, en application du décret 2005-236 du 14/03/2005. Les chiffres de l'année en cours y sont indiqués, et à partir de l'exercice 2006, ceux de l'année précédente y seront rappelés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente sera alors systématiquement indiquée.

Cette annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objet d'expliquer les modalités d'établissement de la partie financière du rapport annuel et de ses composantes avec, en préambule, une présentation des différents niveaux d'organisation de -.

Modalités d'établissement du compte annuel du résultat de l'exploitation et composantes des rubriques

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

1) **Produits** • la rubrique "Produits" comprend :

Exploitation du Service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.

Collectivités et autres organismes publics : le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.

Travaux attribués à titre exclusif : le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.

Produits accessoires : les montants hors TVA facturés, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

2) **Charges** • les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante :

- *des Charges directement affectées au contrat* : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Territoire.

Elles comprennent :

- des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat,
- des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules...).

La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie...) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du contrat par rapport au Chiffre d'Affaires du Territoire.

La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plateforme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance...) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.

Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.

- des Charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :



- des « Frais de Territoire et de secteur » représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge,
- des "Frais de structure centraux" représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche et Développement.
- des Charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

3) Commentaire des rubriques de charges

1. Personnel :

Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise...) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.

L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiches de pointage. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.

Cette rubrique comprend également la « Participation légale des salariés aux résultats de l'entreprise ».

2. Énergie électrique :

Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

3. Achats d'Eau :

Cette rubrique comprend les Achats d'eau en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

4. Produits de traitement :

Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.

5. Analyses :

Cette rubrique comprend les analyses réglementaires ARS et celles réalisées par le Délégataire dans le cadre de son autocontrôle.

6. Sous-traitance, Matières et Fournitures :

Cette rubrique comprend :

Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprennent les interventions d'entreprises extérieures (terrassement, hydrocurage, espaces verts, cartographie ...) ainsi que des prestations réalisées par des services communs de l'entreprise telles que des prestations d'hydrocurage, de lavage de réservoir, de recherche de fuites par corrélation acoustique.

Matières et Fournitures : ce poste comprend :

- les charges relatives au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise ;
- la location de courte durée de matériel sans chauffeur ;
- les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau ;
- les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique ;
- le matériel de sécurité ;
- les consommables divers.

7. Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :

Cette rubrique comprend :

- la contribution économique territoriale (CET) ;
- La contribution sociale de solidarité ;
- la taxe foncière ;
- les redevances d'occupation du domaine public.

8. Autres dépenses d'exploitation :

- "Télécommunications, poste et télégestion" : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).
- "Engins et véhicules" : les charges relatives aux matériels composant cette section sont les suivantes : location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances.
- Le total des charges de la section "Engins et véhicules" fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du Territoire proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Territoire.
- "Informatique" : ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier, nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation :
 - SAPHIR, logiciel de gestion de la relation clientèle ;
 - MIRE et ses différents modules : suivi de la production, suivi de la qualité, suivi de la force motrice ;
 - J@DE, logiciel de gestion et des achats ;
 - eSigis, logiciel de cartographie ;
 - GEREMI, logiciel de télésurveillance.
- "Assurances" : ce poste comprend :
 - la prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au délégataire ;
 - Les primes dommages ouvrages ;
 - Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu ;
 - Les franchises appliquées en cas de sinistre.
- "Locaux" : ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.
- "Divers" : autres charges.

9. Frais de contrôle :

Ces frais concernent le contrôle contractuel du service, lorsque sa charge incombe au délégataire.

10. Contribution aux Services Centraux et Recherche :

Une quote-part de frais de structures nationale et régionale, telle que décrite au chapitre 1, est imputée sur chaque contrat.

11. Collectivités et autres organismes publics :

Ce poste comprend :

- la part communale ou intercommunale ;
- les taxes (TVA) ;
- les redevances (Agence de l'eau, voies navigables de France, etc).

12. Charges relatives aux Renouvellements :

« Garantie pour continuité de service » : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit "fonctionnel") dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais sans que cela puisse donner lieu à un ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle. Le montant indiqué dans cette rubrique correspond à la somme des charges réelles de renouvellement non programmé et des charges réelles d'entretien électromécanique.

"Programme contractuel de renouvellement" : cette rubrique correspond aux engagements contractuels du délégataire, sur un programme prédéterminé de travaux. Il s'agit généralement d'un lissage économique sur la durée du contrat.

"Compte (ou Fonds contractuel) de renouvellement" : le délégataire est tenu de prélever régulièrement sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans la mesure où l'obligation du délégataire au titre d'un exercice donné est strictement égale à la dotation au compte (ou fonds contractuel), c'est le montant de cette dotation qui doit alors figurer sur le CARE.

Pour un même contrat, plusieurs de ces notions peuvent exister.

13. Charges relatives aux Investissements :

Elles comprennent les différents types d'obligations existant dans le contrat :

- Programme contractuel d'investissements ;
- Fonds contractuel d'investissements ;
- Annuité d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire ;
- Investissements incorporels.

Les montants engagés par le délégataire au titre des investissements réalisés sur le contrat font l'objet d'un amortissement financier présenté sur le CARE sous forme d'une annuité constante.

Les charges relatives au remboursement d'annuités d'emprunts contractés par la collectivité et que le délégataire s'est engagé contractuellement à rembourser font l'objet d'un calcul actuariel consistant à ramener chaque annuité en investissement début de période et à définir le montant de l'annuité constante sur toute la durée du contrat permettant d'obtenir une Valeur Actuelle Nette (VAN) égale à zéro.

14. Charges relatives aux Investissements du domaine privé :

Le montant de cette rubrique comprend l'amortissement du matériel, des engins et véhicules, du gros outillage, et des compteurs propriété de l'entreprise affectés au contrat ainsi que les frais financiers relatifs au financement de ces immobilisations calculés sur la base de la valeur nette comptable moyenne de celles-ci.

15. Perte sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement :

Ce poste comprend :

- les annulations de créances incluant notamment celles au titre du Fonds de Solidarité Logement (FSL Eau)
- les provisions pour créances douteuses
- les frais d'actes et de contentieux.

4) Résultat avant Impôt

Il s'agit de la différence entre les produits et les charges.

5) Impôt sur les sociétés

Cet impôt ne s'applique que pour les contrats ayant un Résultat avant Impôt bénéficiaire. Le taux d'impôt sur les sociétés appliqué au résultat des contrats est de 33.33%.

6) Résultat

Il s'agit du Résultat restant après éventuel Impôt sur les Sociétés.

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



LE PATRIMOINE DE SERVICE

*Votre patrimoine sous
surveillance*

LE PATRIMOINE DE SERVICE

Les ressources ou ouvrages de prélèvement d'eaux brutes

Nom de l'ouvrage de prélèvement	Type d'ouvrage	Année de mise en service	Débit autorisé en m3/h	Date du rapport hydrologique	Date avis du CDC ou CSHPF	Date arrêté préfectoral	N° BRGM	Installation alimentée par l'ouvrage	Commune
FORAGE F2	MODÈLE FORAGE - PUIITS	2011	-	-	-	-	-	FORAGES DU HAMEAU DE FEUILLET - BREUVILLE	BREUVILLE
FORAGE F1	MODÈLE FORAGE - PUIITS	1987	-	-	-	-	-	FORAGES DU HAMEAU DE FEUILLET - BREUVILLE	BREUVILLE
CAPTAGE DU PONT D'ANNELET	MODÈLE SOURCE	1960	10	-	-	-	-	STATION DE PRODUCTION DU PONT D'ANNELET	BRICQUEBEC
CAPTAGE DE LA BESLIÈRE	MODÈLE SOURCE	1960	12,92	-	-	-	-	STATION DE PRODUCTION DE BRIX - LA BESLIÈRE	BRIX

Les installations de production

	Année de mise en service	Capacité nominale	Nature de l'eau	Télesurveillance	Groupe électrogène	Commune
Station de production de Breuille - Breuille	2012	120 m ³ /h		Oui	Non	BREUVILLE
Station de production de Brix - La Beslière	1962	12 m ³ /h		Oui	Non	BRIX
Station de production du Pont d'Annelet	1962	10 m ³ /h		Oui	Non	BRICQUEBEC

Les ouvrages de stockage

Châteaux d'eau et réservoirs :

Libellé	Capacité stockage	Cote trop plein	Cote radier	Cote sol	Télesurveillance	Commune
Réservoir de Breuille	300 m ³	155,45	0	130	Oui	BREUVILLE
Réservoir la Corbière	600 m ³	114	0	110	Oui	BRICQUEBEC
Réservoir de Brix	300 m ³	176,74	0	151,29	Oui	BRIX
Réservoir Roqueret	150 m ³	175,15	0	150	Oui	QUETTETOT
Réservoir de Montservant	150 m ³	148,37	0	127,22	Oui	SAINT-MARTIN-LE-HEBERT

Bâches de reprise et bâches de surpression :

Nom de la bache	Capacité stockage	Télesurveillance	Commune	Type
Bâche de reprise eau traitée de Breuille	80 m ³	Oui	BREUVILLE	Bâche de reprise
Bâche Blanches Pierres	300 m ³	Oui	BRIX	Bâche de surpression
Bâche hameau Houel - Quettetot	150 m ³	Oui	QUETTETOT	Bâche de surpression

Bâches d'eau brute :

Nom de la bache	Capacité stockage	Télesurveillance	Commune
Bâche lavage de Breuville	120 m ³	Oui	BREUVILLE

Installations de surpression

Désignation	Commune	Année de mise en service	Débit nominal	Télesurveillance	Groupe électrogène	Description
Reprise et bache des Blanchés Pierres - Brix	BRIX	1982	45 m3/h	Oui	Non	-
Surpression de Brix	BRIX	1982	20 m3/h	Oui	Non	-
Surpression du hameau Houel - Quettetot	QUETTETOT	1982	20 m3/h	Oui	Non	-

Le réseau

Le réseau se constitue des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant, de manière générale gravitaire ou sous pression, l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage etc.) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué d'équipements hydrauliques, de conduites de transport et de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Amiante ciment	100	3353,88
Amiante ciment	125	854,87
Amiante ciment	150	5318,05
Amiante ciment	200	5468,75
Amiante ciment	250	1212,91
Amiante ciment	60	9967,26
Amiante ciment	80	8265,47
Fonte	100	861,37
Fonte	125	9923,2
Fonte	150	9705,79
Fonte	200	9958,53
Fonte	250	13504,38
Fonte	60	2030,15
Fonte	80	2021,14
Inconnu	0	932,48
Inconnu	100	4,41
Inconnu	80	37,02
Polyéthylène	110	10,11
Polyéthylène	25	191,01
Polyéthylène	32	229,39
Polyéthylène	40	539,02
Polyéthylène	50	487,56
Polyéthylène	63	16,55
Pvc	0	1,48
Pvc	110	18753,92
Pvc	125	17441,3
Pvc	140	750,7
Pvc	160	7007,61
Pvc	25	495,31
Pvc	32	4071,14
Pvc	40	7559,63

Matériau	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
Pvc	50	24132,93
Pvc	63	45784,51
Pvc	75	51489,76
Pvc	90	31449,91
Total		293831,5

Le renouvellement de l'année :

Les équipements de réseau

Type équipement	Nombre
Bouche de lavage	8
Clapet	1
Compteur	31
Defense incendie	90
Plaque d'extrémité	3
Régulateur / Réducteur	20
Vanne / Robinet	982
Ventouse	211
Vidange / Purge	547

Les compteurs

Diamètre Age	<=15mm	20mm	25mm	30mm	40mm	50mm	>50mm	Total
1	452	2	0	1	0	0	0	455
2	1949	2	0	2	0	0	0	1953
3	224	0	0	0	0	0	0	224
4	329	1	0	0	1	0	1	332
5	170	1	0	0	1	0	2	174
6	633	0	0	1	0	0	0	634
7	195	0	0	0	0	0	1	196
8	120	3	0	1	2	0	0	126
9	252	10	0	4	0	0	1	267
10	150	5	0	0	0	0	0	155
11	84	0	0	0	1	0	1	86
12	113	1	0	0	1	0	0	115
13	77	1	0	0	0	0	0	78
14	98	0	0	0	0	2	0	100
15	83	3	0	2	0	0	0	88
16	60	3	0	0	3	0	0	66
17	55	3	0	0	0	0	0	58
18	191	5	0	1	1	0	0	198
19	79	6	0	1	0	0	0	86
20	45	9	0	1	0	0	0	55
21	19	1	0	2	0	0	0	22
>22	7	1	0	0	0	0	0	8
Total	5385	57	0	16	10	2	6	5476

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



13.

LE SERVICE AUX USAGERS

*Leur satisfaction au cœur de
nos préoccupations*

LA GESTION CLIENTÈLE

Les branchements par commune :

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution
BREUVILLE	215	215	215	216	216	0%
BRICQUEBEC	2 205	2 211	2 216	2 223	2 213	-0,4%
BRIX	1 075	1 081	1 083	1 097	1 105	0,7%
QUETTETOT	353	357	363	362	363	0,3%
RAUVILLE- LA-BIGOT	493	502	509	518	521	0,6%
ROCHEVILLE	267	266	278	281	277	-1,4%
SAINT- MARTIN-LE- HEBERT	103	105	107	106	105	-0,9%
SOTTEVAST	640	648	655	665	675	1,5%
Total	5 351	5 385	5 426	5 468	5 475	0,13%

Les clients par commune :

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution
BREUVILLE	211	211	209	210	210	0%
BRICQUEBEC	2 193	2 200	2 198	2 209	2 198	-0,5%
BRIX	1 073	1 077	1 078	1 089	1 098	0,8%
QUETTETOT	350	354	360	359	359	0%
RAUVILLE- LA-BIGOT	488	497	503	510	513	0,6%
ROCHEVILLE	265	264	275	277	274	-1,1%
SAINT- MARTIN-LE- HEBERT	100	101	103	102	101	-1%
SOTTEVAST	636	642	649	655	668	2%
Total	5 316	5 346	5 375	5 411	5 421	0,18%

Les volumes par commune :

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution
BREUVILLE	19 129	18 322	18 015	18 390	19 560	6,4%
BRICQUEBEC	167 055	165 210	176 562	165 651	160 301	-3,2%
BRIX	84 718	83 854	86 254	82 813	85 034	2,7%
QUETTETOT	25 753	25 326	26 331	27 686	28 104	1,5%
RAUVILLE- LA-BIGOT	38 988	36 646	36 857	39 688	40 522	2,1%
ROCHEVILLE	20 877	21 583	20 693	21 921	22 146	1%
SAINT- MARTIN-LE- HEBERT	8 790	8 286	8 852	9 087	9 325	2,6%
SOTTEVAST	108 236	191 641	162 650	136 660	107 520	-21,3%
Total	473 546	550 868	536 214	501 896	472 512	-5,85%

Dans le calcul du rendement de réseau, en application du décret de décembre 2013, les volumes au niveau de la synthèse sont ramenés sur 365 jours. Cependant pour être le plus représentatif par rapport à la relève réelle des compteurs, les volumes présentés ci-dessus sont ceux relevés au niveau des compteurs clients durant la période de relève.

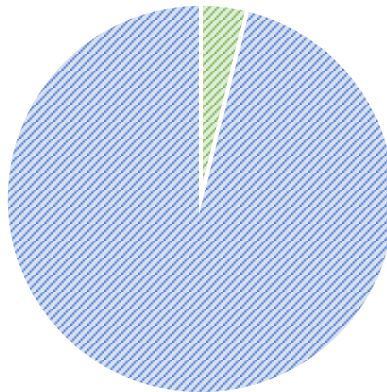
Les volumes par commune ramenés sur 365 jours :

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution
BREUVILLE	18 719	17 692	17 772	18 802	19 942	6,1%
BRICQUEBEC	163 472	159 528	174 176	169 363	163 435	-3,5%
BRIX	82 901	80 970	85 088	84 669	86 697	2,4%
QUETTETOT	25 201	24 455	25 975	28 306	28 654	1,2%
RAUVILLE-LA-BIGOT	38 152	35 386	36 359	40 577	41 314	1,8%
ROCHEVILLE	20 429	20 841	20 413	22 412	22 579	0,7%
SAINT-MARTIN-LE-HEBERT	8 601	8 001	8 732	9 291	9 507	2,3%
SOTTEVAST	105 915	185 050	160 452	139 722	109 622	-21,5%
Total	463 390	531 923	528 968	513 143	481 751	-6,12%

Caractéristiques des consommations hors VEG

Commune	Nb branchements sans consommation	Nb branchements avec consommation
BREUVILLE	18	198
BRICQUEBEC	67	2146
BRIX	43	1062
QUETTETOT	14	349
RAUVILLE-LA-BIGOT	23	498
ROCHEVILLE	7	270
SAINT-MARTIN-LE-HEBERT	6	99
SOTTEVAST	32	643
Total	210	5265

■ Nb branchements sans consommation
 ■ Nb branchements avec consommation



Les consommations par tranche

Les branchements par tranche

Commune	2019	Particuliers et autres		
		Dont < 200 m ³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m ³ /an (tranche 2)	Dont > 6000 m ³ /an (tranche 3)
BREUVILLE	216	206	10	0
BRICQUEBEC	2 213	2 156	57	0
BRIX	1 105	1 069	36	0
QUETTETOT	363	352	11	0
RAUVILLE-LA-BIGOT	521	510	11	0
ROCHEVILLE	277	270	7	0
SAINT-MARTIN-LE-HEBERT	105	102	3	0
SOTTEVAST	675	657	16	2
Repartition (%)	-	97,21	2,76	0,04
Total	5 475	5 322	151	2

Les volumes consommés par tranche

Commune	2019	Particuliers et autres		
		Dont < 200 m ³ / an (tranche 1)	Dont 200 < conso < 6000 m ³ /an (tranche 2)	Dont > 6000 m ³ /an (tranche 3)
BREUVILLE	19 560	13 621	5 939	0
BRICQUEBEC	160 301	129 875	30 426	0
BRIX	85 034	71 283	13 751	0
QUETTETOT	28 104	23 347	4 757	0
RAUVILLE-LA-BIGOT	40 522	35 584	4 938	0
ROCHEVILLE	22 146	18 797	3 349	0
SAINT-MARTIN-LE-HEBERT	9 325	6 468	2 857	0
SOTTEVAST	107 520	46 150	6 575	54 795
Total de la collectivité	472 512	345 125	72 592	54 795
Consommation moyenne par TYPE de branchement	86,3	64,85	480,74	27 397,5

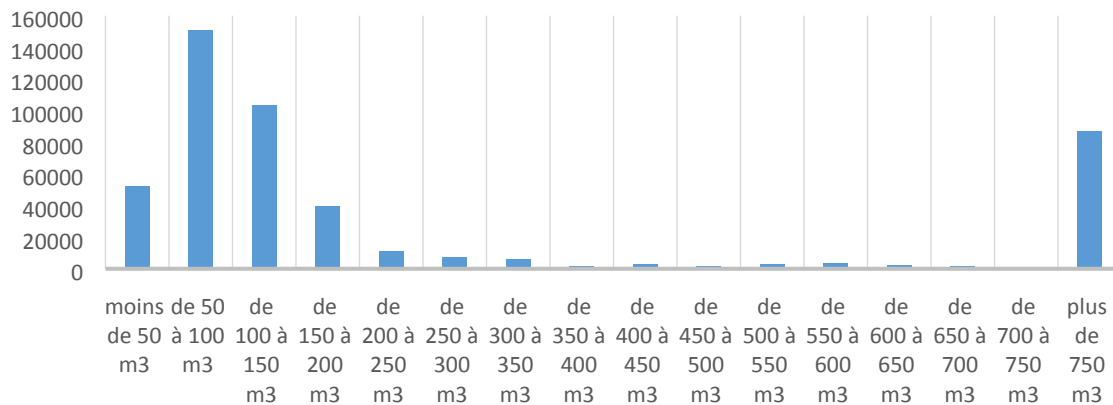
Les consommations de plus de 6 000m³/an

Commune	Client	2018	2019	Evolution
SOTTEVAST	MAITRES LAITIERS DU COTENTIN	86 427	47 007	-45,6%
SOTTEVAST	MAITRES LAITIERS DU COTENTIN 1	11	7 788	70700%
Total		86 438	54 795	-36,61%

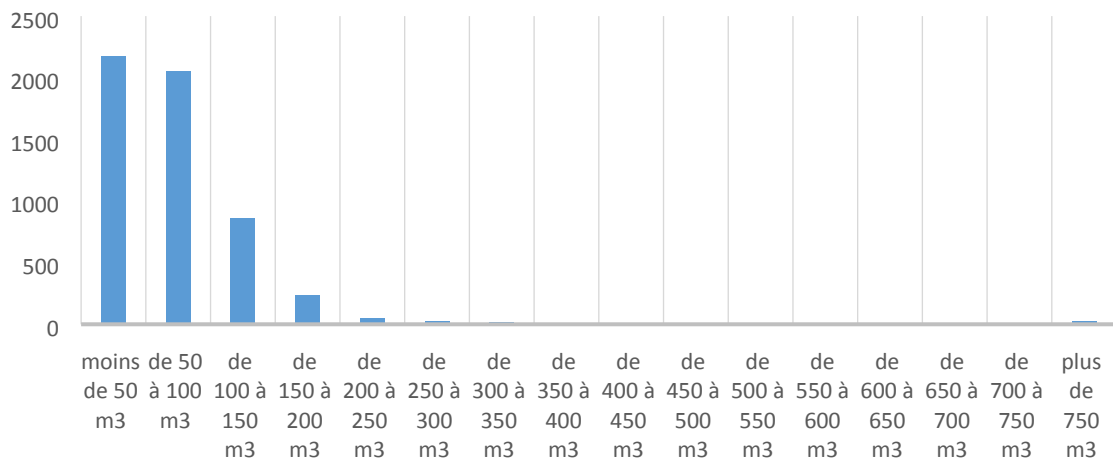
Spectre de consommations

Tranche	Volume Consommé	Nombre de branchements
moins de 50 m3	51936	2177
de 50 à 100 m3	150479	2053
de 100 à 150 m3	103429	860
de 150 à 200 m3	39281	232
de 200 à 250 m3	11056	51
de 250 à 300 m3	7252	27
de 300 à 350 m3	5803	18
de 350 à 400 m3	1549	4
de 400 à 450 m3	2550	6
de 450 à 500 m3	1397	3
de 500 à 550 m3	2605	5
de 550 à 600 m3	3477	6
de 600 à 650 m3	2509	4
de 650 à 700 m3	1336	2
de 700 à 750 m3	716	1
plus de 750 m3	87137	26

Répartition des consommations par tranche



Répartition du nombre de branchement par tranche



LA FACTURE 120 M³

Vos Contacts :

Accueil : 41 RUE GEOFFROY DE MONTBRAY
à COUTANCES
Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h

Téléphone : 02 50 72 40 00
du lundi au vendredi de 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 02 50 72 40 09

SPECIMEN
01 Janvier 2020

Référence à rappeler

Courrier : TSA 91165
92894 NANTERRE CEDEX 09

18

DESTINATAIRE
DE LA FACTURE

NOM DU CLIENT

Distribution de l'eau :

CA LE COTENTIN - EX SYND BRICQUEBEC

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m³.

Abonnement TTC	83,26 €
Consommation TTC	213,78 €
Total facture TTC	297,04 €
	297,04 €

soit 0,0018 €/Litre

SAUR SAS au capital de 101529000 € RCS Nanterre 339379984 Siège Social 11 Chemin de Bretagne 92130 ISSY LES MOULINEAUX TVA Intracommunautaire n° FR28339379984-NAF 3600
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et le cas échéant d'un droit de rectification ou suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un courrier ou par le site internet sera conservée.

A NE PAS PAYER

SPECIMEN

A NE PAS PAYER

BRANCHEMENT	COMPTEUR					Consommation m3	Information
	Numéro	Diamètre					
BRICQUEBEC	L18BA037958N	015 mm				120	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION						120	

SPECIMEN		FACTURE N° Simulation		Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Distribution de l'eau	255,15 € HT	269,19 € TTC		m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement part Syndicale		Année 2020						21,42	5,50
Abonnement part SAUR		Année 2020						57,50	5,50
Consommation Part Syndicale		Année 2020			120	0,7646	91,75		5,50
Consommation part SAUR		Année 2020			120	0,6160	73,92		5,50
Préservation des ressources en eau (Agence de l'Eau)		Année 2020			120	0,0880	10,56		5,50

Organismes publics		Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
26,40 € HT	27,85 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	Année 2020		120	0,2200	26,40		5,50

Total Facture	297,04 € TTC
----------------------	---------------------

HT soumis à TVA : 281,55 €
TVA sur les débits : 15,49 €

ABONNEMENT

Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION

Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

ORGANISMES PUBLICS

Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.

La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.



Vos Contacts :

Accueil : 41 RUE GEOFFROY DE MONTBRAY
à COUTANCES
Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 16h

Téléphone : 02 50 72 40 00
du lundi au vendredi de 8h à 18h

Dépannage 24h/24 : 02 50 72 40 09

SPECIMEN
01 Janvier 2019

Référence à rappeler

Courrier : TSA 91165
92894 NANTERRE CEDEX 09

18

**DESTINATAIRE
DE LA FACTURE**

NOM DU CLIENT

Distribution de l'eau :

CA LE COTENTIN - EX SYND BRICQUEBEC

Ce document est une simulation de facture.

Cette simulation a été menée pour une consommation de 120 m3.

Abonnement TTC	81,48 €
Consommation TTC	210,79 €
Total facture TTC	292,27 €

soit 0,0018 €/Litre

292,27 €

SAUR SAS au capital de 101529000 € RCS Nanterre 339379984 Siège Social 11 Chemin de Bretagne 92130 ISSY LES MOULINEAUX TVA Intracommunautaire n° FR28339379984-NAF 3600
Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de votre dossier client. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous bénéficiez d'un droit d'accès et le cas échéant d'un droit de rectification ou suppression des informations vous concernant en vous adressant à SAUR, 1 rue Antoine Lavoisier, Guyancourt. Toute information communiquée à SAUR dans le cadre d'un courrier ou par le site internet sera conservée.

A NE PAS PAYER

SPECIMEN

A NE PAS PAYER



BRANCHEMENT	COMPTEUR		Consommation m3	Information
	Numéro	Diamètre		
BRICQUEBEC	L18BA037958N	015 mm	120	Conso. simulée
TOTAL CONSOMMATION			120	

SPECIMEN	FACTURE N° Simulation	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
Distribution de l'eau	250,63 € HT 264,42 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Abonnement part Syndicale	Année 2019					21,21	5,50
Abonnement part SAUR	Année 2019					56,02	5,50
Consommation Part Syndicale	Année 2019		120	0,7570	90,84		5,50
Consommation part SAUR	Année 2019		120	0,6000	72,00		5,50
Préservation des ressources en eau (Agence de l'Eau)	Année 2019		120	0,0880	10,56		5,50

Organismes publics	Tranche	Quantité	Prix / U	Consommation	Abonnement	TVA
26,40 € HT 27,85 € TTC	m3	m3	€ HT	€ HT	€ HT	%
Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	Année 2019	120	0,2200	26,40		5,50

Total Facture	292,27 € TTC
----------------------	---------------------

HT soumis à TVA : 277,03 €

TVA sur les débits : 15,24 €

ABONNEMENT

Montant indépendant de la consommation correspondant à la mise à disposition des services et destiné à couvrir des charges fixes.

CONSOMMATION

Volume en m³ enregistré par le compteur entre deux relevés. Lorsqu'il n'a pas été possible de relever le compteur, la consommation peut être estimée. La consommation eau constitue la base de calcul de la collecte et du traitement des eaux usées.

Conformément à l'article L 441-3 du Code de Commerce, il sera appliqué à tout professionnel en situation de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement.

ORGANISMES PUBLICS

Les Agences De l'Eau sont des établissements publics de l'Etat et ont pour mission de lutter contre les pollutions, gérer les ressources en eau et préserver les milieux aquatiques.

La taxe intitulée **Voies navigables de France** concerne les communes qui prélèvent ou rejettent de l'eau dans une voie navigable.

NOTE DE CALCUL DE RÉVISION DU PRIX DE L'EAU ET FACTURES 120 M³

Note de calcul de révision du prix

SAUR		Date : 22/02/2020					
Partenaire : CA LE COTENTIN - EX SYND BRICQUEBEC							
Référence contrat : 500300/01							
Produit : Eau Potable	Type de contrat : Affermage	Type d'encaissement : Société					
10S.Abonnement part SAUR							
Prix (HT) à compter du 01/01/2020							
Devise : Euro							
Prix révisé = $[K=1,1499] * \text{Prix de base}$							
Redevance : 500300-01-10-A-S-5-50-1 Abonnement part SAUR FRANCE							
Date d'actualisation : 07/11/2019							
K : 1,1499							
Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix							
Formule de révision : $0,15 + 0,44 \times \text{ICHT-E} / \text{ICHT-EO} + 0,06 \times 1570284Y / 1570087 + 0,05 \times \text{FD} / \text{FDO} + 0,2 \times \text{TP10a} / \text{TP10A}$							
Contrat - K = $0,15 + 0,44 \times \text{ICHT-E} / \text{ICHT-EO} + 0,06 \times 1570284Y / 1570087 + 0,05 \times \text{FD} / \text{FDO} + 0,2 \times \text{TP10a} / \text{TP10A}$							
Applications des indices : Valeur en vigueur							
K intermédiaire : 1,1499							
Valeurs de base des paramètres utilisés		Valeurs actualisées au 01/05/2019					
Indice	Valeur de base	Date application	Date publication	Réf. publication	Durée	Racc.	Valeur actualisée
1570087	IP - EN. ENERGIE.BIENS INTERMEDIAIRES,BIENS EQUIPEMENT PRIX DEP Substitué avec coeff. 1,1912 par 010534841	01/05/2019	27/09/2019	SITE INTERNET INSEE		1,1912	105,50000
FD	FRAIS DIVERS Substitué avec coeff. 1,1254 par FD2010	01/05/2019	30/08/2019	MTPB 6045		1,1254	115,69112
TP10a	CANALISATIONS, EGOUTS, ASST. ADDUCT.EAU AVEC TUYAUX Substitué avec coeff. 1,2701 par TP10A2010	01/05/2019	30/08/2019	MTPB 6045		1,2701	102,80000
1570284Y	ELECTRICITE MOYEN. TENSION-TARIF VERT A- 2000 moyenne 12 mois Substitué avec coeff. 1,586418 par 010534766Y	01/05/2019	27/09/2019	SITE INTERNET INSEE		1,586418	140,72708
ICHT-E	COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	01/05/2019	10/10/2019	SITE INTERNET INSEE			110,80000
		01/05/2019	10/10/2019	SITE INTERNET INSEE			172,76092
		01/05/2019	10/10/2019	SITE INTERNET INSEE			108,90000
		01/05/2019	10/10/2019	SITE INTERNET INSEE			116,20000

Détail du calcul du coefficient de variation

Résultat=0,15+0,44x(ICHIE+0,06x1570284Y/1570284Y+0,1x1570087/1570087+0,05xFD/FDo+0,2xTP10a/TP10ao	
.	0,15000
.	+ 0,50672
.	+ 0,09305
.	+ 0,11833
.	+ 0,05225
.	+ 0,22957
.	=====
.	1,14992

K définitif : 1,1499

CRITERES TARIFAIRES

Herbage : (Oui);(Non)
Référence client sur tiers : ((1518008757/1518011074)\(Autre)

Herbage *Oui*

n.r.= non assujetti à la redevance

Tranches						
Référence client sur tiers	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
1518008757/1518011074	n.r.	n.r.				
Autre	40,00	46,00				

Herbage *Non*

n.r.= non assujetti à la redevance

Tranches						
Référence client sur tiers	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
1518008757/1518011074	n.r.	n.r.				
Autre	50,00	57,50				



Date : 22/02/2020

SAUR
Partenaire : CA LE COTENTIN - EX SYND BRICQUEBEC
Référence contrat : 500300/01

Produit : Eau Potable **Type d'encaissement** : Société
part SAUR
Redevance : Abonnement 1er semestre 2010 part SAUR
Date d'actualisation : 14/04/2010 **K** : 1,1499
Devise : Euro

Herbage : (Oui);(Non)
Référence client sur tiers : (1518008757,1518011074);(Autre)
CRITERES TARIFAIRES

Herbage *Oui*

n.r.= non assujetti à la redevance

Tranches						
Référence client sur tiers	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
1518008757,1518011074	n.r.					
Autre	n.r.					

Herbage *Non*

n.r.= non assujetti à la redevance

Tranches						
Référence client sur tiers	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
1518008757,1518011074	n.r.					
Autre	n.r.					

Date : 22/02/2020

SAUR
Partenaire : CA LE COTENTIN - EX SYND BRICQUEBEC
Référence contrat : 500300/01

Produit : Eau Potable **Type d'encaissement** : Société
10SConsumation part SAUR
Redevance : 500300-01-10-C-S-5,50-1 Consommation part SAUR FRANCE
Date d'actualisation : 07/11/2019 **K** : 1,1499
Devise : Euro
Prix révisé = [K=1,1499] * Prix de base



Détermination du coefficient résultant de la formule de variation des prix

Formule de révision : $0,15 + 0,44 \times \text{ICHT-E} / \text{ICHT-E} + 0,06 \times 1,570284Y / 1,570284Y + 0,1 \times 1,570087 / 1,570087 + 0,05 \times \text{FD} / \text{FD} + 0,2 \times \text{TP10a} / \text{TP10a}$
 Contrat - K = $0,15 + 0,44 \text{ ICHT-E} / \text{ICHT-E} + 0,06 \text{ 35-10-02} / \text{35-10-02} + 0,10 \text{ EBIQ00} / \text{EBIQ000} + 0,05 \text{ FD} / \text{FD} + 0,20 \text{ TP10A} / \text{TP10A}$

Applications des indices : Valeur en vigueur
K intermédiaire : 1,1499

Indice	Valeurs de base des paramètres utilisés				Valeurs actualisées au 01/05/2019			
	Valeur de base	Date application	Date publication	Réf. publication	Durée	Racc.	Valeur actualisée	
1570087	IP - EN. ENERGIE.BIENS INTERMEDIAIRES,BIENS EQUIPEMENT PRIX DEP Substitué avec coeff. 1,1912 par 010534841	01/05/2019	27/09/2019	SITE INTERNET INSEE		1,1912	105,50000	
FD	FRAIS DIVERS Substitué avec coeff. 1,1254 par FD2010	01/05/2019	30/08/2019	MTPB 6045		1,1254	115,69112	
TP10a	CANALISATIONS, EGOUTS, ASST, ADDUCT.EAU AVEC TUYAUX	01/05/2019	30/08/2019	MTPB 6045		1,2701	102,80000	
1570284Y	ELECTRICITE MOYEN, TENSION-TARIF VERT A-2000 moyenne 12 mois	01/05/2019	30/08/2019	MTPB 6045		1,2701	140,72708	
ICHTE	Substitué avec coeff. 1,586418 par 010534766Y COUT HORAIRE DU TRAVAIL - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU	01/05/2019	27/09/2019	SITE INTERNET INSEE		1,586418	110,80000	
		01/05/2019	10/10/2019	SITE INTERNET INSEE			116,20000	



Détail du calcul du coefficient de variation

Résultat=0,15+0,44xICHTE/ICHTEo+0,06x1570284Y/1570284Yo+0,1x1570087/1570087o+0,05xFD/FDo+0,2xTP10a/TP10ao	
.	0,15
.	+ 0,44 x 116,2 / 100,9
.	+ 0,06 x 172,7609202 / 111,4
.	+ 0,1 x 125,6716 / 106,2
.	+ 0,05 x 115,69112 / 110,7
.	+ 0,2 x 140,72708 / 122,6
.	=====
.	1,14992

K définitif : 1,1499

CRITERES TARIFAIRES

Herbage : (Oui)/(Non)	
Référence client sur tiers : (1518009120)/(Autre)	
Tranche (m3/an) définies sur le critère Herbage	

Référence client sur tiers 1518009120

n.r. = non assujetti à la redevance

	[1 , 6000]		6001 - Maximum		Tranches	
	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Herbage	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.
Oui	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

n.r. = non assujetti à la redevance

	[1 , 500]		[501 , 6000]		6001 - Maximum	
	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Herbage	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.
Non	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

Référence client sur tiers Autre

n.r. = non assujetti à la redevance

	[1 , 6000]		6001 - Maximum		Tranches	
	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Herbage	0,4603	0,529	0,4353	0,501	n.r.	n.r.
Oui	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

n.r. = non assujetti à la redevance

	[1 , 500]		[501 , 6000]		6001 - Maximum	
	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé	Prix de base	Prix actualisé
Herbage	0,5353	0,616	0,4603	0,529	0,4353	0,501
Non	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.	n.r.

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



14.

BILAN DE L'ACTIVITE DE CETTE ANNÉE

Un regard sur notre activité

LES VOLUMES D'EAU

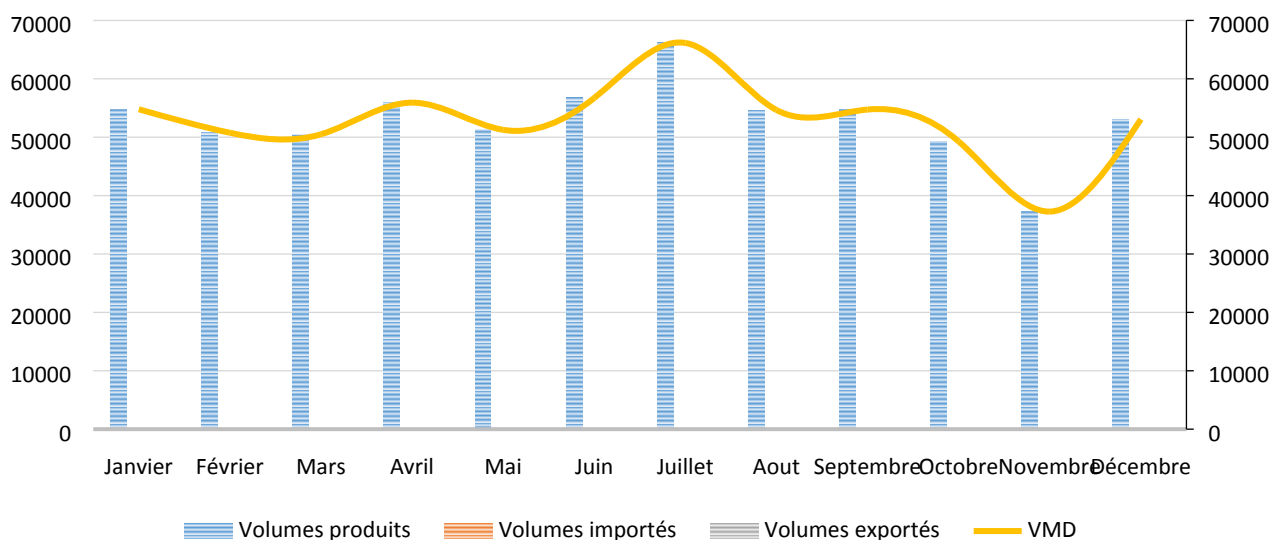
Les données présentées ci-dessous sont exprimées sur des années calendaires, comme l'indiquent les tableaux de détails mensuels.

Volume mis en distribution = Volume produit + Volume importé – Volume exporté

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution N/N-1
Volume produit	619 129	713 831	700 249	682 786	635 112	-7%
Volume importé	0	0	0	0	0	0%
Volume exporté	0	0	0	0	0	0%
Volume mis en distribution	619 129	713 831	700 249	682 786	635 112	-7%

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution N/N-1
Janvier	45 729	51 963	63 293	57 239	54 785	-4,3%
Février	51 673	55 045	61 522	51 505	50 760	-1,4%
Mars	47 687	51 203	64 350	53 267	50 506	-5,2%
Avril	46 610	63 376	63 741	55 097	55 921	1,5%
Mai	50 462	56 699	58 782	58 267	51 262	-12%
Juin	47 915	59 124	54 212	55 533	56 726	2,1%
Juillet	52 193	58 425	58 674	59 612	66 142	11%
Aout	49 579	66 396	57 093	58 733	54 659	-6,9%
Septembre	52 191	58 289	57 664	51 666	54 738	5,9%
Octobre	55 199	58 136	54 220	63 759	49 267	-22,7%
Novembre	57 548	70 700	53 260	60 396	37 266	-38,3%
Décembre	62 343	64 475	53 438	57 712	53 080	-8%
Total	619 129	713 831	700 249	682 786	635 112	-6,98%

Représentation graphique des volumes mensuels sur l'année de l'exercice



Pour le calcul des indicateurs ci-dessous, les volumes utilisés sont extrapolés sur la période de relève puis ramenés sur 365j afin de se conformer au décret n°2007-675 et arrêté du 2 mai 2007 des indicateurs du maire.

Les volumes prélevés mensuels par ressource

Les volumes produits mensuels par ressource

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Les volumes de service de l'unité de production ne sont pas comptés dans le volume produit.

Selon les cas, ce volume est donc celui qui est comptabilisé :

- ⇒ en sortie d'usine de traitement,
- ⇒ ou en sortie de station de pompage si simple désinfection,
- ⇒ ou en sortie de réservoir si alimentation gravitaire avec simple désinfection.

Ce volume peut donc être différent de celui qui est prélevé dans le milieu naturel.

Station de production de Breuille - Breuille - refoulement station breuille

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	41 960	37 878	38 134	39 546	42 707	40 898	44 523	43 661	38 576	48 363	46 566	42 962	505 774
2019	41 440	38 397	37 491	41 501	38 264	42 363	50 149	47 161	45 624	42 062	31 139	46 960	502 551

Station de production de Brix - La Beslière - Prod de Brix la Beslière

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	9 286	8 133	9 383	9 409	10 076	9 102	8 774	8 891	7 842	8 875	8 134	8 718	106 623
2019	7 820	7 274	7 728	8 883	7 696	8 458	9 398	7 463	8 435	8 138	6 300	6 300	93 893

Station de production du Pont d'Annelet - Inter connexion réseau Bricquebec

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2019	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Station de production du Pont d'Annelet - Prod le Pont d'Annelet

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
2018	5 993	5 494	5 750	6 142	5 484	5 533	6 315	6 181	5 248	6 521	5 696	6 032	70 389
2019	5 525	5 089	5 287	5 537	5 302	5 905	6 595	5 700	5 588	5 316	3 755	5 058	64 657

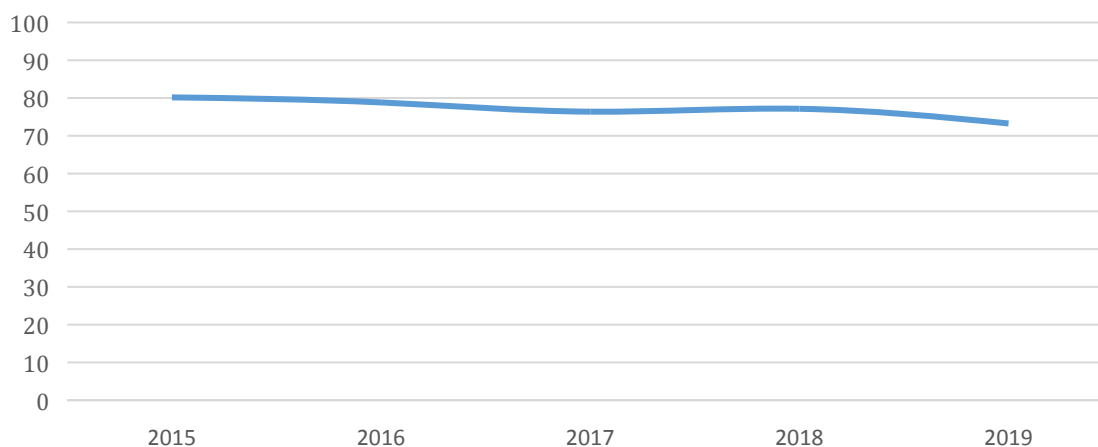
LES INDICATEURS

Le rendement IDM (Indicateur du maire)

$$\text{Rendement IDM} = \frac{V \text{ consommé autorisé} + V \text{ vendu en gros}}{V \text{ produit} + V \text{ acheté en gros}}$$

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution N/N-1
Volume produit	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume acheté en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume consommé autorisé	485 407	553 649	551 164	515 541	489 257	-5,1%
Rendement IDM (%)	80,17	78,83	76,38	77,15	73,26	-5%

Rendement IDM (%)



On entend principalement par « volume consommateurs sans comptage », les volumes d'eau utilisés dans le cadre des manœuvres et essais des dispositifs de protection incendie.

Ils peuvent être complétés par les eaux de lavage des voiries, d'arrosage des espaces verts, celles des fontaines publiques, ou d'éventuelles chasses sur réseaux.

On entend par « volume de service du réseau », l'eau utilisée lors des nettoyages de réservoirs, des purges de réseaux, et par certains appareils de mesure en ligne.

La prise en compte de ces volumes dans le calcul du rendement de réseau est conforme à la réglementation.

Les estimations réalisées respectent les préconisations de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE).

Pour cet exercice, les volumes pris en compte sont les suivants :

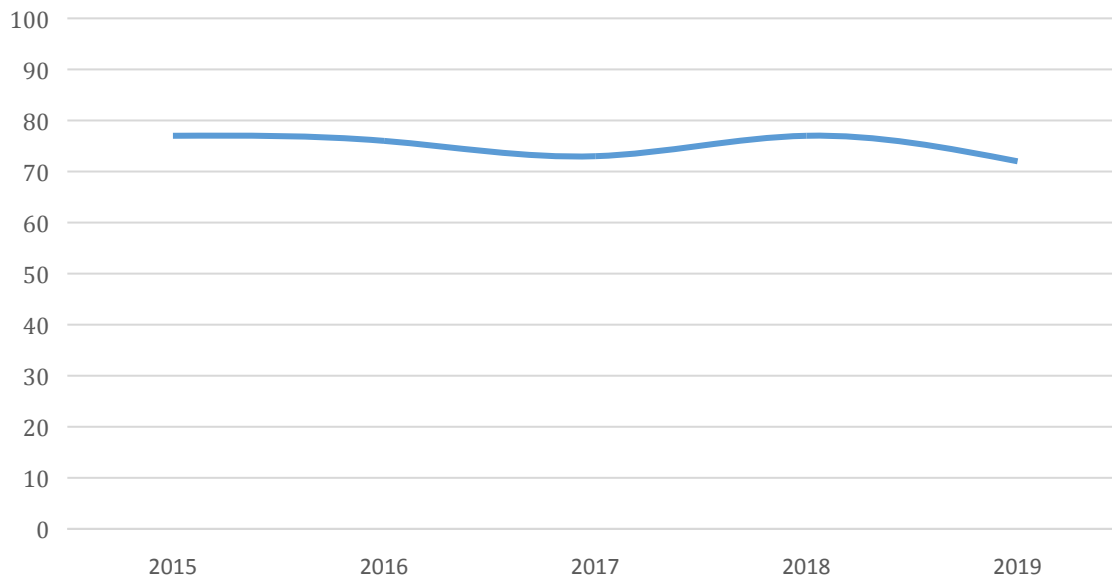
Désignation	M3 sur la période M3 sur 365 jours de relève	
Volume consommateurs sans comptage (m ³)	1 071	1 092
Volume de service du réseau (m ³)	6 291	6 413

Le rendement primaire

$$\text{Rendement primaire} = \frac{V_{\text{consommé}}}{\text{Volume mis en distribution}}$$

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution N/N-1
Volume produit	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume acheté en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume mis en distribution	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume consommé	463 390	531 923	528 968	513 143	481 751	-6,1%
Rendement primaire (%)	76,53	75,74	73,31	76,79	72,14	-6,1%

Rendement primaire (%)

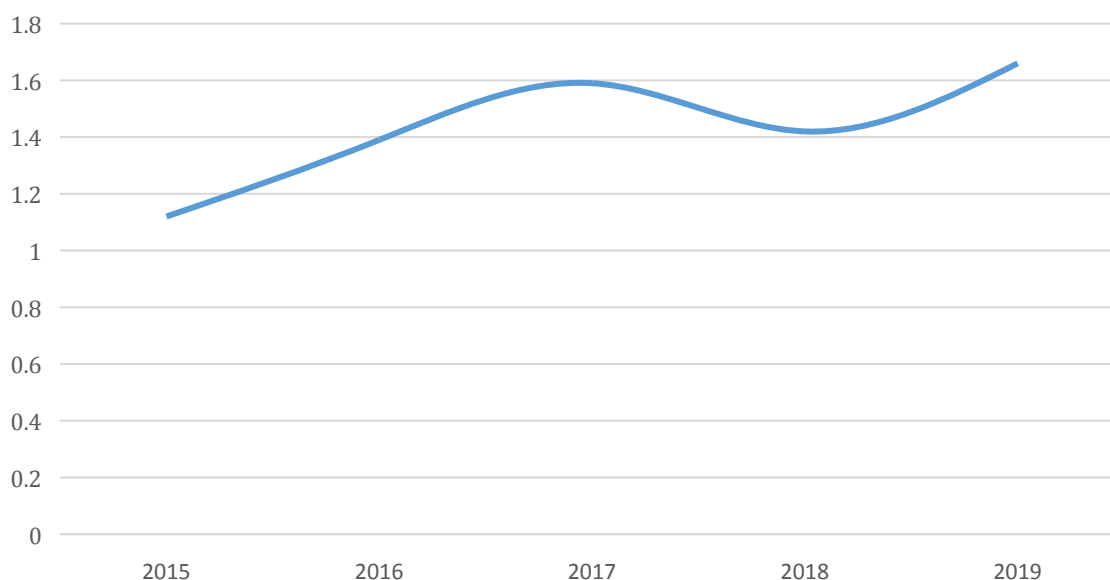


Indice Linéaire de pertes

$$\text{Indice linéaire de pertes (ILP)} = \frac{\text{Volume mis en distribution} - \text{Vconsommé autorisé}}{\text{Linéaire de réseau} * 365j}$$

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution N/N-1
Volume produit	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume acheté en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume mis en distribution	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume consommé autorisé	485 407	553 649	551 164	515 541	489 257	-5,1%
Linéaire du réseau	293	293	294	294	294	0%
Indice linéaire de pertes (en m3/km/j)	1,12	1,39	1,59	1,42	1,66	16,9%

Indice linéaire de pertes (m3/km/jour)

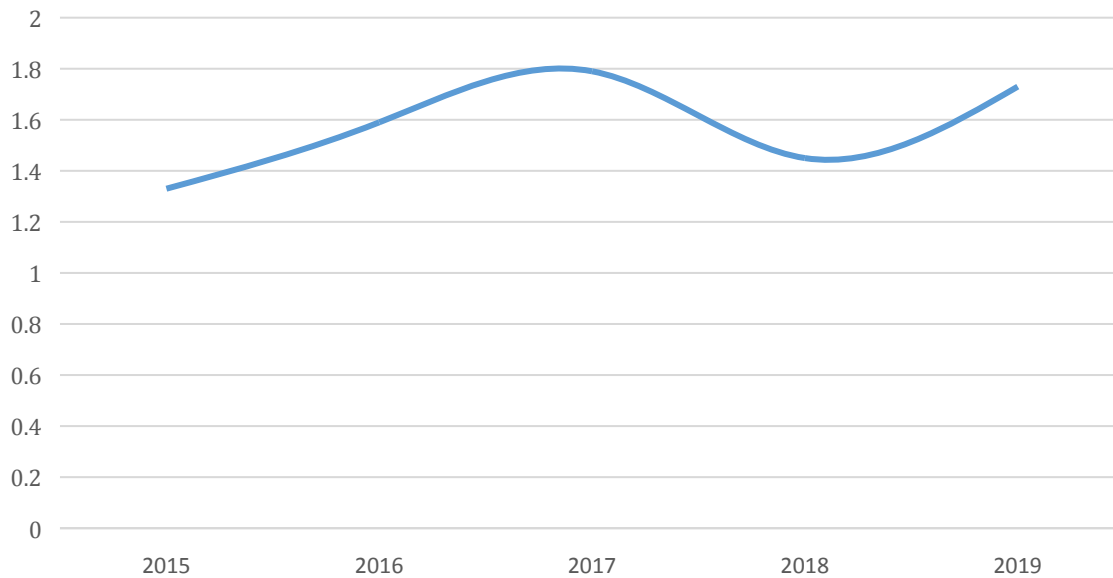


Indice Linéaire de volume non compté

$$\text{Indice linéaire de volume non compté (ILVNC)} = \frac{\text{Volume mis en distribution} - \text{Volume consommé}}{\text{Linéaire de réseau} * 365j}$$

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution N/N-1
Volume produit	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume acheté en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume mis en distribution	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume consommé	463 390	531 923	528 968	513 143	481 751	-6,1%
Linéaire du réseau	293	293	294	294	294	0%
Indice linéaire de volume non compté	1,33	1,59	1,79	1,45	1,73	19,9%

Indice linéaire de volume non compté (m3/km/jour)

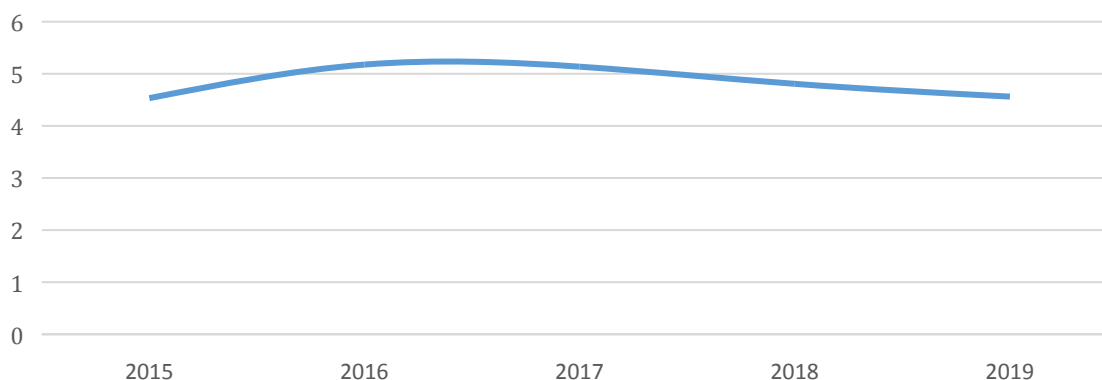


Indice Linéaire de consommation

$$\text{Indice linéaire de consommation (ILC)} = \frac{\text{Volume consommé autorisé} + \text{Volume exporté}}{\text{Linéaire de réseau} * 365j}$$

	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution N/N-1
Volume produit	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume acheté en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume vendu en gros	0	0	0	0	0	0%
Volume mis en distribution	605 475	702 336	721 570	668 265	667 822	-0,1%
Volume consommé autorisé	485 407	553 649	551 164	515 541	489 257	-5,1%
Linéaire du réseau	293	293	294	294	294	0%
Indice linéaire de consommation (m3/km/j)	4,53	5,18	5,14	4,81	4,56	-5,1%

Indice linéaire de consommation (m3/km/jour)



CONSOMMATION D'ÉNERGIE

	2015	2016	2017	2018	2019
Forages du Hameau de Feuillet - Breuille	25 950	27 830	28 598	27 160	33 285
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	16 374	6 626	6 904	14 001	15 415
Réservoir de la Corbière	0	162	3	812	5 767
Réservoir et surpression de Brix	10 928	10 162	14 594	7 908	10 456
Station de production de Breuille - Breuille	226 189	266 725	254 247	266 215	258 847
Station de production de Brix - La Beslière	83 416	16 809	80 703	87 770	78 973
Station de production du Pont d'Annelet	43 947	52 130	29 942	45 963	9 002
Surpression du hameau Houel - Quettetot	13 553	19 384	18 803	18 997	22 217
Total	420 357	399 828	418 157	484 463	433 962

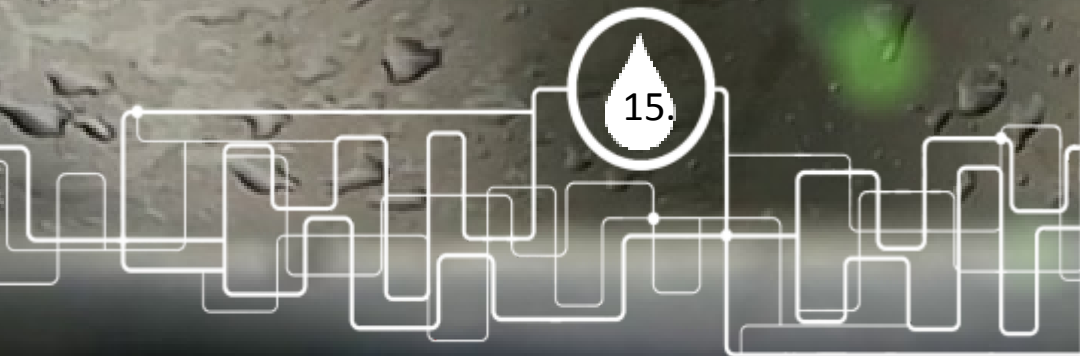
Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le



ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



LA QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE

*La qualité de l'eau, notre
priorité*

L'EAU BRUTE

Synthèse des analyses sur l'eau brute

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)
Bactériologique	1	0
Physico-chimique	1	0
Nombre total d'échantillons	1	0

Les analyses d'eau brute ont été effectuées au niveau des différentes ressources, à savoir :

- forage du hameau Jeanne+ forage F1 du hameau Feuillet +Forage F2 du hameau Feuillet (station de Breuille)
- Captages de Craquemesnil (station de la la Beslière)
- Captages du Pont d'Annelet (station du pont d'Annelet)

Les résultats d'analyse mettent en évidence une faible minéralisation des ressources d'environ quatre degrés français en titre hydrotimétrique et trois degrés français en titre alcalinométrique pour les ressources de type forage et captage.

L'EAU POINT DE MIS EN DISTRIBUTION

Synthèse des analyses sur l'eau point de mise en distribution

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	6	6	100	0	0	0
Physico-chimique	6	6	100	0	0	0
Nombre total d'échantillons	6	6	100	0	0	0

Détail des non conformités sur l'eau point de mise en distribution

Commentaire sur l'eau point de mise en distribution

Plusieurs points de mise en distribution ont été définis par les services de l'ARS :

- Sortie de station de Breuille
- Sortie de station la Beslière
- Sortie de station le Pont d'Annelet
- Sortie réservoir de Brix (mélange station de la Beslière + Breuille)

Tous les résultats des analyses physico-chimiques et bactériologiques sont conformes aux normes actuellement en vigueur.

L'équilibre calco carbonique de l'eau n'est pas atteint pour la station du Pont Annelet.

L'EAU DISTRIBUÉE

Synthèse des analyses sur l'eau distribuée

Nature de l'analyse	Nombre d'échantillons analysés (ARS)	Nombre d'échantillons conformes (ARS)	% Conformité (ARS)	Nombre d'échantillons analysés (Exploitant)	Nombre d'échantillons conformes (Exploitant)	% Conformité (Exploitant)
Bactériologique	23	23	100	0	0	0
Physico-chimique	23	23	100	0	0	0
Nombre total d'échantillons	23	23	100	0	0	0

Commentaire sur l'eau distribuée

Les unités de distribution du syndicat sont les suivantes :

Unité de distribution	Origine de l'eau
UDI de Breuille	Breuille
UDI du Pont d'Annelet	Pont d'Annelet
UDI de Brix	la Beslière

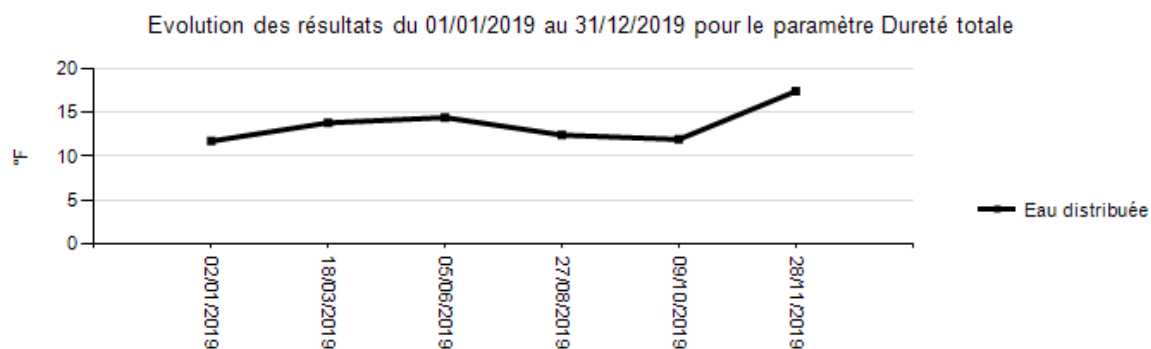
Tous les résultats du contrôle sanitaire sont conformes à la norme en vigueur.

L'évolution des CVM enregistrées au Hameau Labbé de Quettetot est à l'étude et n'entre pas dans la statistique de la conformité 2019.

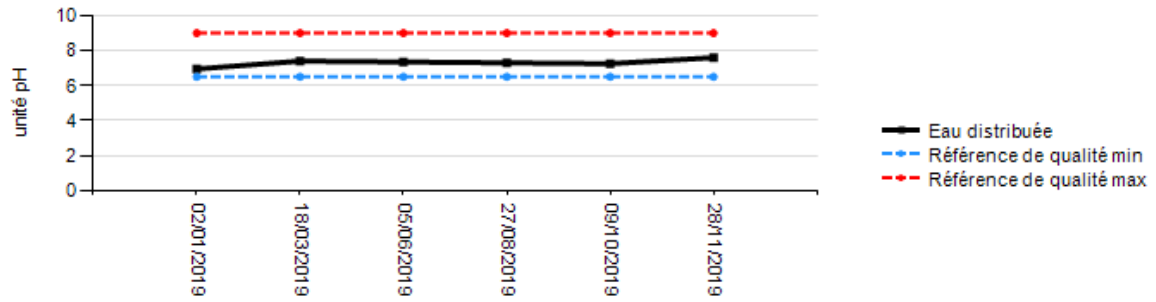
A noter la faible minéralisation de l'eau distribuée par la station du pont Annelet.

Suivi des paramètres spécifiques du contrat

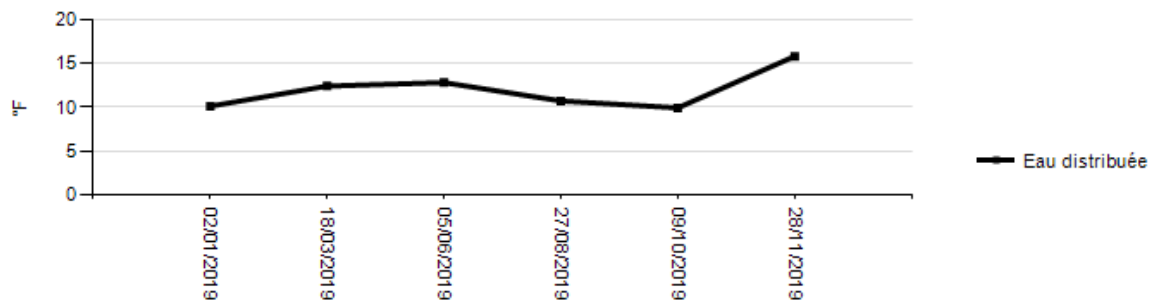
UNITE DE DISTRIBUTION DE LA STATION DU PONT ANNELET :



Evolution des résultats du 01/01/2019 au 31/12/2019 pour le paramètre Potentiel en Hydrogène (pH)

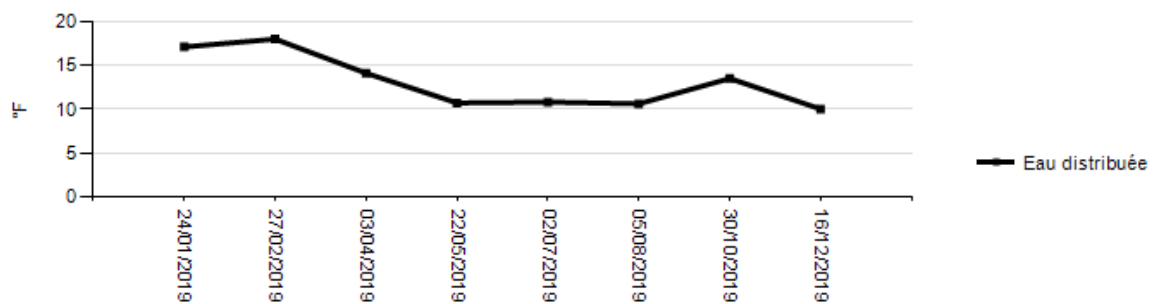


Evolution des résultats du 01/01/2019 au 31/12/2019 pour le paramètre Titre alcalimétrique complet (T.A.C.)

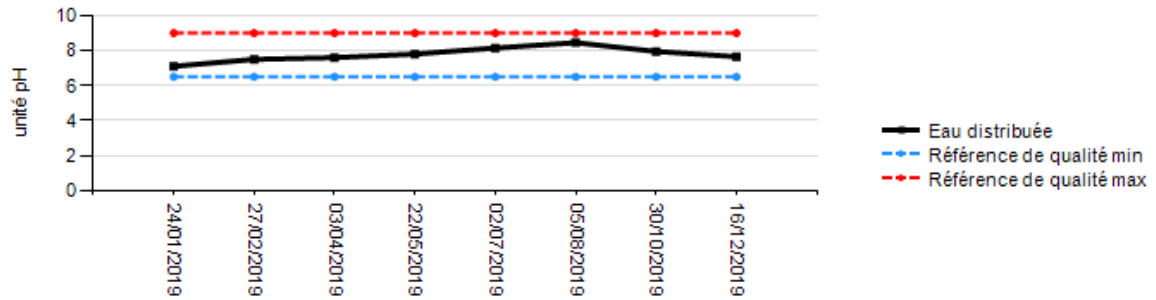


UNITE DE DISTRIBUTION DE LA STATION DE LA BESLIERE :

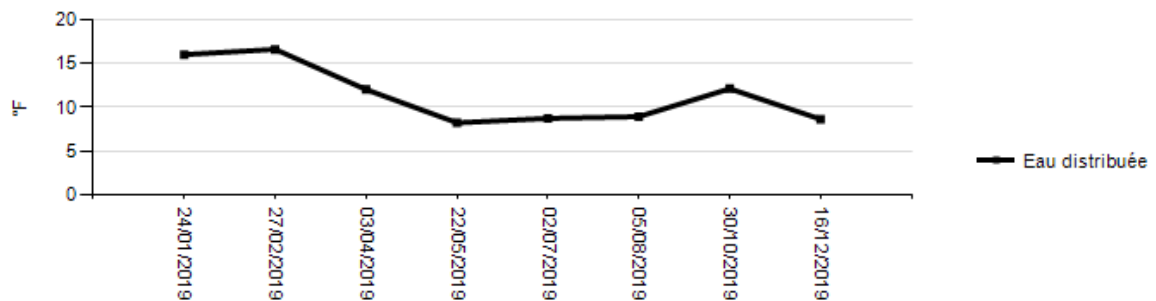
Evolution des résultats du 01/01/2019 au 31/12/2019 pour le paramètre Dureté totale



Evolution des résultats du 01/01/2019 au 31/12/2019 pour le paramètre Potentiel en Hydrogène (pH)

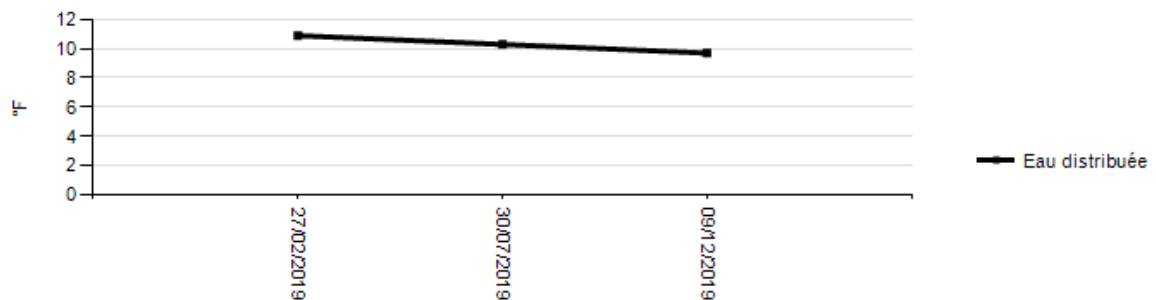


Evolution des résultats du 01/01/2019 au 31/12/2019 pour le paramètre Titre alcalimétrique complet (T.A.C.)



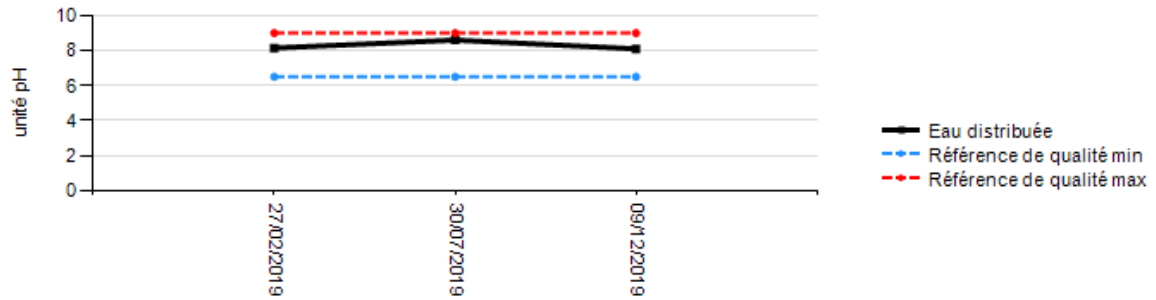
UNITE DE DISTRIBUTION DE LA STATION DE BREUVILLE:

Evolution des résultats du 01/01/2019 au 31/12/2019 pour le paramètre Dureté totale

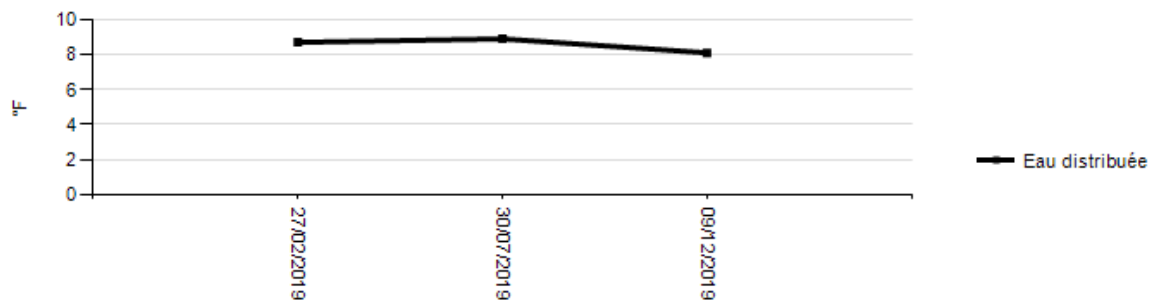




Evolution des résultats du 01/01/2019 au 31/12/2019 pour le paramètre Potentiel en Hydrogène (pH)



Evolution des résultats du 01/01/2019 au 31/12/2019 pour le paramètre Titre alcalimétrique complet (T.A.C.)



SYNTHÈSE

Les eaux brutes

Les ressources ont une faible minéralité

Les eaux au point de mise en distribution et eau distribuée

Les eaux distribuées sont de bonne qualité physico-chimique et bactériologique.

Le traitement de remise à l'équilibre de l'eau à la station du Pont Annelet reste difficile, la mise en place d'une rampe de pulvérisation du gaz carbonique soulagerait le traitement de neutralisation effectué par le filtre.

L'évolution des CVM enregistrées au Hameau Labbé de Quettetot est à l'étude et n'entre pas dans la statistique de la conformité 2019.

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLO

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



16.

LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Garantir la performance de votre réseau

LISTE DES DONNÉES NÉCESSAIRE À L'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DE SERVICE :

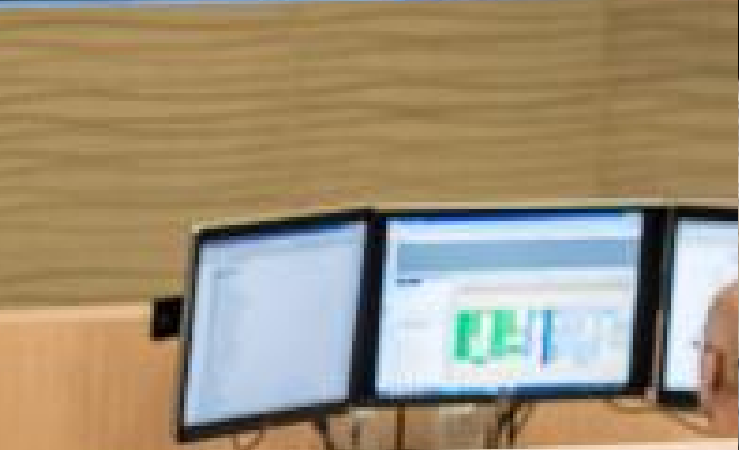
Description du contrat			
SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DE BRICQUEBEC			
Délégation de service public			
début contrat : 1 janvier 2010 fin contrat : 31 décembre 2024			
Caractéristiques techniques du service			
	Libellé	2019	Commentaire
VP.059	Volume produit sur la période de relève ramené sur 365 jours	667 822	
VP.060	Volume importé sur la période de relève ramené sur 365 jours	0	
VP.061	Volume exporté sur la période de relève ramené sur 365 jours	0	
Données clientèles			
VP.232	Volume consommé (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	481 751	
VP.221	Volume sans comptage	7 505	
VP.220	Volume de service	0	
	Volume consommé autorisé (sur la période de relève ramené sur 365 jours)	489 257	
VP.233	Volume consommé autorisé + Volume exporté	489 257	
VP.234	Volume produit + Volume importé	667 822	
VP.056	Nombre d'abonnés total	5 475	
P255.1	Nombre de branchements total	-	
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	10 746	
Indicateurs de performance			
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100%	La donnée est fournie à titre indicatif. La valeur communiquée par l'ARS prévaut.
P101.1a	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques.	-	
P101.1b	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non conformes	0	
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico chimiques	100%	La donnée est fournie à titre indicatif. La valeur communiquée par l'ARS prévaut.
P102.1a	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques	-	
P102.1b	Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non conformes	0	
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	120	
VP.193	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	62,4	
P104.3	Rendement de réseau de distribution	73,26%	
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	1,73	
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	1,66	
VP.224	Indice linéaire de consommation	4,56	

Patrimoine			
VP.077	Linéaire de réseau hors branchement (km)	293,832	
VP.140	Linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur) sous réserve des informations en notre possession	3,436	
VP.236	Existence d'un plan du réseau d'eau potable au 31/12	OUI	
VP.237	Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux	OUI	
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux	OUI	
VP.239	Pourcentage de linéaire de réseau eau potable avec diamètre / matériau renseigné au 31/12	99,67%	
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux	OUI	
VP.241	Pourcentage de linéaire de réseau eau potable avec âge renseigné au 31/12	99,94%	
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes du réseau d'eau potable	OUI	
VP.243	Existence et mise à jour annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques	OUI	
VP.244	Localisation des branchements du réseau d'eau potable	OUI	
VP.245	Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau	OUI	
VP.246	Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau	OUI	
VP.247	Localisation et identification complète des interventions sur le réseau d'eau potable	OUI	
VP.248	Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	OUI	
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux portant sur au moins la moitié du linéaire de réseau	OUI	
	Nombre d'ouvrage de stockage	9	
	Nombre de station de production	3	
Tarification de l'eau potable			
	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 au 1er janvier de l'année N	2,44	
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 au 1er janvier de l'année N+1	2,48	
DC.195	Montant financier HT des travaux engagés		
	Chiffre d'affaire TTC au titre de l'année N-1, au 31/12/N	1 258 751	

Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau			
VP.119	Somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)	-	
	Nombre de demandes d'abandon de créances reçues		
Données CCSPL			
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées / 1000 hab.	7,49	
P152.1	Taux de respect du délai d'ouverture en %	98,25	
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	2	
VP.020	Nombre d'interruptions de service non programmées	41	
	Durée d'extinction de la dette de la collectivité		Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente en %	1,02	
P155.1	Taux de réclamations / 1000 ab	0,91	
VP.003	Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur	5	
VP.152	Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité		Cette donnée relève de la responsabilité de la collectivité

DÉTAIL DE L'INDICATEUR DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE

Libellé	Code SISPEA	Valeur	Note
PARTIE A			
Plan du réseau			
Existence d'un plan du réseau d'eau potable au 31/12	VP.236	OUI	10
Fréquence de mise à jour au moins annuelle des plans du réseau d'eau potable	VP.237	OUI	5
Total Partie A :			15
PARTIE B			
Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage			
Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage	VP.238	OUI	
Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eau potable à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.	VP.240	OUI	
Informations structurelles		VP.239	99,67%
Linéaire de réseau eau potable avec diamètre / matériau renseigné au 31/12 (kml)		292,856	15
Linéaire de réseau eau potable au 31/12 (kml)		293,832	
Connaissance de l'âge des canalisations		VP.241	99,94%
Linéaire de réseau eau potable avec période de pose renseignée au 31/12 (kml)		293,651	15
Linéaire de réseau eau potable au 31/12 (kml)		293,832	
Total Partie B :			30
PARTIE C			
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes du réseau d'eau potable	VP.242	OUI	10
Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques	VP.243	OUI	10
Localisation des branchements du réseau d'eau potable	VP.244	OUI	10
Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau	VP.245	OUI	10
Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau	VP.246	OUI	10
Localisation et identification complète des interventions sur le réseau d'eau potable	VP.247	OUI	10
Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations		VP.248	10
Existence d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations en eau potable		OUI	
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations en eau potable		OUI	
Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux.	VP.249	OUI	5
Total Partie C :			75
VALEUR DE L'INDICE			120



**LES INTERVENTIONS
RÉALISÉES**
*Préserver et moderniser
votre patrimoine*

LES INTERVENTIONS D'EXPLOITATION

Les nettoyages de réservoirs

Commune	Site	Ouvrage	Date de lavage
Breuville	Réservoir de Breuville	Réservoir de Breuville	05/12/19
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Bâche de reprise eau traitée de Breuville	21/01/19
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Bâche lavage de Breuville	10/01/19
Bricquebec	Réservoir de la Corbière	Réservoir la Corbière	06/12/19
Brix	Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Bâche Blanches Pierres	21/01/19
Brix	Réservoir et surpression de Brix	Réservoir de Brix	05/12/19
Quettetot	Réservoir de Quettetot Rocqueret	Réservoir Roqueret	29/11/19
Quettetot	Surpression du hameau Houel - Quettetot	Bâche hameau Houel - Quettetot	21/01/19
Saint-Martin-le-Hébert	Réservoir de Saint Martin les Hébert (Mont Servan)	Réservoir de Montservant	29/11/19

Les recherches de fuites

Commune	Date	Adresse	Linéaire inspecté (ml)	Nombre de fuites
Breuville	12/02/19	RC16 Réseau d'eau potable de Breuville	5000	0
Breuville	08/03/19	0601 Comptage CS010 Carrefour des bouchers	200	2
Breuville	31/05/19	RC16 Réseau d'eau potable de Breuville	8000	0
Breuville	05/06/19	RC16 Réseau d'eau potable de Breuville	800	0
Breuville	27/09/19	50079RE00002,Réseau communal de Breuville - 5003000101	500	0
Breuville	12/11/19	9 Chemin des Roches,50260,Breuville	500	0
Breuville	13/12/19	16 Route de Sottevast,50260,Breuville	5000	0
Breuville	19/12/19	16 Route de Sottevast,50260,Breuville	5500	0
Breuville	19/12/19	16 Route de Sottevast,50260,Breuville	10500	0
Breuville	20/12/19	16 Route de Sottevast,50260,Breuville	6000	0
Breuville	26/12/19	16 Route de Sottevast,50260,Breuville	5500	0
Bricquebec	04/01/19	0603 Comptage CS004 Bourg de Bricquebec Le Square	5	0
Bricquebec	25/01/19	RC01 Réseau d'eau potable de Bricquebec	0	0
Bricquebec	22/03/19	RC01 Réseau d'eau potable de Bricquebec	1500	0
Bricquebec	29/03/19	RC01 Réseau d'eau potable de Bricquebec	0	0
Bricquebec	08/04/19	RC01 Réseau d'eau potable de Bricquebec	100	1
Bricquebec	08/07/19	50082RE00002,Réseau communal de Bricquebec - 5003000101	600	2
Bricquebec	06/08/19	50082RE00002,Réseau communal de Bricquebec - 5003000101	1	1
Bricquebec	14/08/19	50082RE00002,Réseau communal de Bricquebec - 5003000101	1500	0
Bricquebec	23/08/19	50082RE00002,Réseau communal de Bricquebec - 5003000101	1500	0
Bricquebec	14/11/19	21 Route de Surtainville,50260,Bricquebec-en-Cotentin	500	1
Bricquebec	27/12/19	2 Place Sainte Anne,50260,Bricquebec-en-Cotentin	2000	0
Brix	04/01/19	RC13 Réseau d'eau potable de Brix	8000	1
Brix	25/03/19	RC13 Réseau d'eau potable de Brix	1500	0
Brix	02/04/19	RC13 Réseau d'eau potable de Brix	1500	0

Brix	03/06/19	RC13 Réseau d'eau potable de Brix	800	0
Brix	12/07/19	50087RE00002,Réseau communal de Brix - 5003000101	5000	1
Brix	05/08/19	50087RE00002,Réseau communal de Brix - 5003000101	2000	1
Brix	30/08/19	50087RE00002,Réseau communal de Brix - 5003000101	500	0
Quettetot	11/09/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101	1500	0
Quettetot	01/10/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101	3500	0
Saint-Martin-le-Hébert	19/11/19	Le Presbytere St Martin H (Saint-Martin-le-Hébert),50260,Bricquebec-en-Cotentin	2000	0
Sottevast	15/03/19	RC12 Réseau d'eau potable de Sottevast	1500	0
Sottevast	15/11/19	50579RE00002,Réseau communal de Sottevast - 5003000101	500	0
Sottevast	20/11/19	50579RE00002,Réseau communal de Sottevast - 5003000101	2000	0
Sottevast	25/11/19	50579RE00002,Réseau communal de Sottevast - 5003000101	2000	0

Synthèse des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
Breuville	1
Bricquebec	10
Brix	10
Quettetot	4
Rauville-la-Bigot	2
Saint-Martin-le-Hébert	3
Sottevast	1
Total	31

Détails des fuites/casses réparées sur conduites

Commune	Nature	Diamètre	Date	Adresse
Breuville	Pvc	90	03/07/19	0 LE CLOS A POMMIERS
Bricquebec	Pvc	75	06/01/19	0 CATTIGNY
Bricquebec	Amiante ciment	60	09/01/19	0 RIBET (Hameau)
Bricquebec	Fonte	60	08/04/19	D902
Bricquebec	Pvc	63	09/04/19	0 LE FOYER
Bricquebec	Pvc	160	16/04/19	15 BRIX (Rue de)
Bricquebec	Amiante ciment	60	11/07/19	5110 Hameau Ribet (Bricquebec),50260,Bricquebec-en-Cotentin
Bricquebec	Amiante ciment	60	11/07/19	9 Hôtel Terrier (Quettetot),50260,Bricquebec-en-Cotentin
Bricquebec	Amiante ciment	60	22/08/19	10 Hotel Terrier,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Bricquebec	Amiante ciment	80	09/10/19	42 La Luzerne de Haut Bricque,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Bricquebec	Fonte	80	14/11/19	22 Cite le Boulay,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Brix	Pvc	40	09/01/19	76 MONT A LA KAINE (Route du)
Brix	Pvc	63	04/03/19	95 EAU GALLOT (Route de l')
Brix	Amiante ciment	80	07/03/19	180 FORET DE BRIX (Route de la)
Brix	Pvc	63	09/05/19	5 CALLOUETS (Route des)
Brix	Pvc	40	02/07/19	181 MONT EPINGUET (Route du)
Brix	-	-	24/08/19	5 Route du Grand Vivier,50700,Brix
Brix	Pvc	50	18/11/19	83 Route des Tuileaux,50700,Brix
Brix	Pvc	63	22/11/19	64 Route des Longs Champs,50700,Brix
Brix	Pvc	50	29/11/19	83 Route des Tuileaux,50700,Brix
Brix	Amiante ciment	80	06/12/19	185 Route de la Forêt de Brix,50700,Brix
Quettetot	Pvc	63	04/01/19	D331
Quettetot	Amiante ciment	60	19/06/19	13 MONTFORT (Rue de)
Quettetot	Pvc	75	10/09/19	La Cocotterie,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Quettetot	Pvc	90	17/09/19	16 Rue des Sablons,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Rauville-la-Bigot	Pvc	75	05/11/19	12 Rue des Vergers,50260,Rauville-la-Bigot
Rauville-la-Bigot	Pvc	75	03/12/19	2 Le Frene,50260,Rauville-la-Bigot
Saint-Martin-le-Hébert	Amiante ciment	80	15/04/19	0 ST MARTIN (Cours de)
Saint-Martin-le-Hébert	Inconnu	0	16/09/19	2 Chemin de la Fouette,50260,Rocheville
Saint-Martin-le-Hébert	Amiante ciment	100	15/10/19	1 La Frasierie,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Sottevast	Pvc	75	16/04/19	19 GITE (Chemin du)

Synthèse des fuites/casses réparées sur branchements

Commune	Nombre de casse/fuites réparées
Bricquebec	7
Brix	3
Quettetot	2
Saint-Martin-le-Hébert	1
Total	13

Détails des fuites/casses réparées sur branchements

Commune	Date	Adresse
Bricquebec	04/01/19	19 REPUBLIQUE (Rue de la)
Bricquebec	23/01/19	8 BELLEVUE (Residence)
Bricquebec	02/04/19	4 TRISTAN (Rue)
Bricquebec	10/10/19	22 Rue Freres Fremines,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Bricquebec	10/10/19	36 Rue Freres Fremines,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Bricquebec	06/11/19	35 Rue de Bricqueville,50260,Bricquebec-en-Cotentin

Bricquebec	26/11/19	17 Route de Surtainville,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Brix	08/01/19	131 EAU MARVIE (Route de l')
Brix	11/10/19	15 Route des Sablons,50700,Brix
Brix	20/11/19	71 Route du Prieuré,50700,Brix
Quettetot	25/06/19	5 VERGEES (Hameau des)
Quettetot	18/10/19	6 La Houlette,50260,Bricquebec-en-Cotentin
Saint-Martin-le-Hébert	13/12/19	Hameau Bourdet - St Martin (Saint-Martin-le-Hébert),50260,Bricquebec-en-Cotentin

Synthèse des interventions d'entretien des équipements et accessoires sur le réseau

Commune	Nature	Nombre d'intervention d'entretien
Breuville	Manoeuvre de vannes	1
Bricquebec	Manoeuvre de vannes	2
Bricquebec	Purge de réseau	1
Brix	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
Brix	Manoeuvre de vannes	8
Brix	Purge de réseau	2
Quettetot	Manoeuvre de vannes	4
Quettetot	Purge de réseau	42
Saint-Martin-le-Hébert	Manoeuvre de vannes	4
Sottevast	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	1
Sottevast	Manoeuvre de vannes	1
Total		67

Détail des interventions d'entretien des équipements et accessoires sur le réseau

Commune	Nature	Date	Adresse
Breuville	Manoeuvre de vannes	10/01/19	0040 Station de production de Breuville - Breuville
Bricquebec	Manoeuvre de vannes	09/01/19	0 RIBET (Hameau)
Bricquebec	Purge de réseau	14/08/19	50082RE00002,Réseau communal de Bricquebec - 5003000101
Bricquebec	Manoeuvre de vannes	26/11/19	50082RE00002,Réseau communal de Bricquebec - 5003000101
Brix	Manoeuvre de vannes	03/01/19	RC13 Réseau d'eau potable de Brix
Brix	Manoeuvre de vannes	10/01/19	0080 Reprise & bâche des Blanchés Pierres - Brix
Brix	Manoeuvre de vannes	01/03/19	RC13 Réseau d'eau potable de Brix
Brix	Manoeuvre de vannes	09/05/19	RC13 Réseau d'eau potable de Brix
Brix	Manoeuvre de vannes	02/07/19	RC13 Réseau d'eau potable de Brix
Brix	Purge de réseau	30/07/19	50087RE00002,Réseau communal de Brix - 5003000101
Brix	Purge de réseau	29/08/19	50087RE00002,Réseau communal de Brix - 5003000101
Brix	Manoeuvre de vannes	11/10/19	50087RE00002,Réseau communal de Brix - 5003000101
Brix	Manoeuvre de vannes	29/11/19	50087RE00002,Réseau communal de Brix - 5003000101
Brix	Manoeuvre de vannes	29/11/19	50087RE00002,Réseau communal de Brix - 5003000101
Brix	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	11/12/19	28 Route du Mont à la Kaine,50700,Brix
Quettetot	Purge de réseau	04/01/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Manoeuvre de vannes	07/01/19	0100 Suppression du hameau Houel - Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	18/01/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	30/01/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	14/02/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot



Quettetot	Purge de réseau	01/03/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	15/03/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	25/03/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	27/03/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	02/04/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	09/04/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	16/04/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	23/04/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	10/05/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	13/05/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	21/05/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	28/05/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	04/06/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	12/06/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	17/06/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	19/06/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	25/06/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	04/07/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	09/07/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	16/07/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	29/07/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	08/08/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	13/08/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	27/08/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	03/09/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	10/09/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Manoeuvre de vannes	17/09/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	24/09/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	02/10/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	02/10/19	RC14 Réseau d'eau potable de Quettetot
Quettetot	Purge de réseau	08/10/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	17/10/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Manoeuvre de vannes	18/10/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	23/10/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	14/11/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	26/11/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Manoeuvre de vannes	29/11/19	Hameau Ribet Bricquebec (Bricquebec),50260,Bricquebec-en-Cotentin
Quettetot	Purge de réseau	04/12/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	11/12/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	17/12/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Quettetot	Purge de réseau	24/12/19	50418RE00002,Réseau communal de Quettetot - 5003000101
Saint-Martin-le-Hébert	Manoeuvre de vannes	16/09/19	50520RE00002,Réseau communal de Saint-Martin-le-Hébert - 5003000101
Saint-Martin-le-Hébert	Manoeuvre de vannes	15/10/19	50520RE00002,Réseau communal de Saint-Martin-le-Hébert - 5003000101
Saint-Martin-le-Hébert	Manoeuvre de vannes	21/11/19	50520RE00002,Réseau communal de

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



Saint-Martin-le-Hébert	Manoeuvre de vannes	29/11/19	Saint-Martin-le-Hébert - 5003000101
Sottevast	Manoeuvre de vannes	05/08/19	Le Jardin aux Entes,50260,Sottevast
Sottevast	Intervention sur autres accessoires de réseau AEP	11/12/19	50579RE00002,Réseau communal de Sottevast - 5003000101
			2 Rue Es Vesques,50260,Sottevast

LES INTERVENTIONS DE MAINTENANCE

Synthèse des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Curatif	Préventif	Total
Breuville	11	0	11
Bricquebec	6	0	6
Brix	7	0	7
Quettetot	4	0	4
Saint-Martin-le-Hébert	1	0	1
Total	29	0	29

Détail des interventions de maintenance 2ème niveau

Commune	Installation	Equipement	Date	Type
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Détecteur de niveau	10/01/19	Curatif
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	13/02/19	Curatif
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Télésurveillance	14/02/19	Curatif
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Pompe n°1	03/04/19	Curatif
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Pompe n°1	19/04/19	Curatif
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Anti intrusion	06/05/19	Curatif
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Pompe de forage	20/05/19	Curatif
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Pompe de forage	23/07/19	Curatif
Breuville	Forages du Hameau de Feuillet - Breuville	Forages du Hameau de Feuillet - Breuville	26/07/19	Curatif
Breuville	Forages du Hameau de Feuillet - Breuville	Forages du Hameau de Feuillet - Breuville	26/07/19	Curatif
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	10/09/19	Curatif
Bricquebec	Station de production du Pont d'Annelet	Compresseur de lavage filtre	13/02/19	Curatif
Bricquebec	Réservoir de la Corbière	Réservoir de la Corbière	01/03/19	Curatif
Bricquebec	Station de production du Pont d'Annelet	OXYDATION DESINFECTION	28/10/19	Curatif
Bricquebec	Station de production du Pont d'Annelet	OXYDATION DESINFECTION	04/11/19	Curatif
Bricquebec	Réservoir de la Corbière	Réservoir de la Corbière	06/12/19	Curatif
Bricquebec	Réservoir de la Corbière	Télésurveillance	27/12/19	Curatif
Brix	Réservoir et surpression de Brix	Réservoir et surpression de Brix	10/01/19	Curatif
Brix	Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	18/01/19	Curatif
Brix	Station de production de Brix - La Beslière	Surpresseur air de lavage	30/01/19	Curatif
Brix	Station de production de Brix - La Beslière	Surpresseur air de lavage	13/02/19	Curatif
Brix	Station de production de Brix - La Beslière	Rampe de pulvérisation	19/02/19	Curatif
Brix	Station de production de Brix - La Beslière	Surpresseur air de lavage	06/06/19	Curatif
Brix	Réservoir et surpression de Brix	Télésurveillance	21/08/19	Curatif

Quettetot	Réservoir de Quettetot Rocqueret	Réservoir de Quettetot Rocqueret	31/05/19	Curatif
Quettetot	Suppression du hameau Houel - Quettetot	Pompe de reprise n°1	27/09/19	Curatif
Quettetot	Suppression du hameau Houel - Quettetot	Pompe de reprise n°3	14/10/19	Curatif
Quettetot	Suppression du hameau Houel - Quettetot	Télésurveillance	06/12/19	Curatif
Saint-Martin-le-Hébert	Réservoir de Saint Martin les Hébert (Mont Servan)	Télésurveillance	13/02/19	Curatif

Les interventions de contrôle réglementaire sur les installations électriques

Commune	Installation	Equipement	Date
Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	Station de production de Breuville - Breuville	17/04/19
Breuville	Forages du Hameau de Feuillet - Breuville	Forages du Hameau de Feuillet - Breuville	17/04/19
Breuville	Forages du Hameau de Feuillet - Breuville	Forages du Hameau de Feuillet - Breuville	17/04/19
Brix	Station de production de Brix - La Beslière	Station de production de Brix - La Beslière	19/04/19
Quettetot	Suppression du hameau Houel - Quettetot	Suppression du hameau Houel - Quettetot	17/04/19

Les interventions de contrôle réglementaire sur les appareils de levage

Commune	Installation	Equipement	Date
Brix	-	Monorail avec chariot et palan	19/04/19

LES OPÉRATIONS DE RENOUVELLEMENT

Les Opérations de renouvellement dans le Cadre du programme contractuel

Un **Programme Contractuel du Renouvellement** correspond à un engagement du Déléataire à réaliser un programme prédéterminé d'opérations de renouvellement. Une dotation annuelle lissée a été établie à partir d'un planning prévisionnel détaillé des opérations de renouvellement.

Le montant des opérations réalisées correspond à l'affectation de la dépense au Programme Contractuel. Le tableau de suivi comprend l'ensemble des années depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice actuel, et notamment le solde du Programme à date.

5003000101 - SIAEP BRICQUEBEC EP DSP Contrat du : 01/01/2010 au : 31/12/2024 Dotations non actualisées en Compte au : 31/12/2019	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total (€)
Dotations(€)	2 347	2 277	2 277	2 277	2 277	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 455

5003000101 - SIAEP BRICQUEBEC EP DSP Contrat du : 01/01/2010 au : 31/12/2024 Coefficients en Compte au : 31/12/2019	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Coefficient de la dotation	1,00000	1,01890	1,05410	1,08000	1,08970	1,10020	1,10560	1,10460	1,11920	1,12040
Coefficient de report de solde	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000

5003000101 - SIAEP BRICQUEBEC EP DSP Contrat du : 01/01/2010 au : 31/12/2024 Bilan financier en Compte au : 31/12/2019	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total (€)
Dotation actualisée (€)	2 347	2 320	2 400	2 459	2 481	0	0	0	0	0	12 007

Report de solde actualisé (€)		0	2 083	1 696	4 096	6 556	9 037	9 037	9 037	9 037	9 037	
Non programmé dans le contrat	TOTAL	264	2 707									2 971
Total renouvellement(€)		264	2 707	0	0	0	0	0	0	0	0	2 971
Solde(€)		2 083	1 696	4 096	6 556	9 037	9 037	9 037	9 037	9 037	9 037	

5003000101 - SIAEP BRICQUEBEC EP DSP Contrat du : 01/01/2010 au : 31/12/2024 - Clause de renouvellement : G+P+C Programme prévisionnel actualisé du Programme au : 31/12/2019		Type de Renouvelle ment	201 0	201 1	201 2	201 3	201 4	201 5	201 6	201 7	201 8	201 9	202 0	202 1	202 2	202 3	202 4	Année de Réalisation
Station de producti on de Breuvill - Breuvill	Débitmètre agence PT014 Breuvill	Renouvellem ent complet du matériel															8 07 1	
Station de producti on de Breuvill - Breuvill	Anti intrusion	Renouvellem ent complet du matériel											8 42 6					
Station de producti on de Breuvill - Breuvill	Extincteur (4)	Renouvellem ent complet du matériel											556					
Station de producti on de Sainte Anne	Télésurveilla nce	Renouvellem ent complet du matériel	3 01 9															2010
Station de producti on du Pont d'Annele t	Compresseu r de lavage filtre	Renouvellem ent complet du matériel	2 70 1															2011
Station de producti on du	Ensemble injection de chlore	Renouvellem ent complet du matériel												5 97 3				2015

Pont d'Annelet																							
Station de production du Pont d'Annelet	Anti intrusion station	Renouvellement complet du matériel					1 181																2011
Station de production du Pont d'Annelet	Télésurveillance secondaire	Renouvellement complet du matériel									2 494												2017
Station de production du Pont d'Annelet	Compteur agence PT015 Le Pont d'Annelet	Renouvellement complet du matériel					525																2015
Réservoir de la Corbière	Sonde de niveau	Renouvellement complet du matériel																				302	
Réservoir de la Corbière	Anti intrusion station	Renouvellement complet du matériel					1 181																
Réservoir de la Corbière	Anti intrusion station	Renouvellement complet du matériel																				1 181	
Réservoir de la Corbière	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel									2 494												2010
Réservoir de la Corbière	Panneau solaire	Renouvellement complet du matériel																					1 837
Station de production de Brix - La Beslière	Chloromètre détenteur	Renouvellement complet du matériel																					1 492

Station de production de Brix - La Beslière	Filtre dessiccant chlore gazeux	Renouvellement complet du matériel																						185		
Station de production de Brix - La Beslière	Vacuostat Chloration	Renouvellement complet du matériel																							776	
Station de production de Brix - La Beslière	Débitmètre chlore gazeux	Renouvellement complet du matériel																							898	
Station de production de Brix - La Beslière	EV Eau motrice chloration	Renouvellement complet du matériel																							311	2013
Station de production de Brix - La Beslière	Pompe de reprise n°1	Renouvellement complet du matériel													1 706											2011
Station de production de Brix - La Beslière	Armoire électrique	Renouvellement complet du matériel			10 311																					2014
Station de production de Brix - La Beslière	Anti intrusion de la Beslière	Renouvellement complet du matériel																							1 181	
Station de production de Brix - La	Anti intrusion de la Beslière	Renouvellement complet du matériel																							1 181	2014

Beslière																					
Station de production de Brix - La Beslière	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel								2 494											2014
Station de production de Brix - La Beslière	Compteur agence PT016 Brix La Beslière	Renouvellement complet du matériel																633			
Station de production de Brix - La Beslière	Compteur agence PT016 Brix La Beslière	Renouvellement complet du matériel						633													2015
Station de production de Brix - La Beslière	Compresseur air de service	Renouvellement complet du matériel	3 600																		2011
Station de production de Brix - La Beslière	Chauffage local chlore	Renouvellement complet du matériel	420																		2011
Station de production de Brix - La Beslière	Eclairage	Renouvellement complet du matériel	150																		
Station de production de Brix - La Beslière	Pompe doseuse carbonate de soude	Renouvellement complet du matériel																		1 116	2011
Réservoir et surpression de	Sonde de niveau	Renouvellement complet du matériel																		302	

Brix																					
Réservoir et suppression de Brix	Serrurerie 1987	Renouvellement complet du matériel																		1 286	
Réservoir et suppression de Brix	Compteur d'eau suppression	Renouvellement complet du matériel	722																		2015
Réservoir et suppression de Brix	Chauffage	Renouvellement complet du matériel								467											2014
Réservoir et suppression de Brix	Anti intrusion réservoir	Renouvellement complet du matériel								1 181											2014
Réservoir et suppression de Brix	Anti intrusion réservoir	Renouvellement complet du matériel																		1 181	
Réservoir et suppression de Brix	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel								2 494											2014
Reprise et bache des Blanches Pierres - Brix	Sonde de niveau bache	Renouvellement complet du matériel																	302		
Reprise et bache des Blanches Pierres - Brix	Compteur d'eau reprise des Blanches Pierres	Renouvellement complet du matériel	811																		2015
Reprise et bache des	Chauffage	Renouvellement complet						210													

Blanches Pierres - Brix		du matériel																						
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Anti intrusion	Renouvellement complet du matériel													2 362						2015			
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Anti intrusion	Renouvellement complet du matériel																			2 362			
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel																				2 494		
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel	2 494																				2015	
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Armoire électrique	Renouvellement complet du matériel	6 002																				2015	
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Eclairage	Renouvellement complet du matériel																					301	2015
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Pompe immergé sous chemise n°1	Renouvellement complet du matériel	3 721																				2015	
Reprise et bâche	Monorail avec chariot	Renouvellement complet	1 70																					


des Blanches Pierres - Brix	et palan	du matériel	6																				
Reprise et bâche des Blanches Pierres - Brix	Tuyauterie	Renouvellem ent complet du matériel																		3 25 6			
Réservoir de Quetteto Rocquer et	Anti intrusion station	Renouvellem ent complet du matériel																			1 18 1		
Réservoir de Quetteto Rocquer et	Anti intrusion station	Renouvellem ent complet du matériel																			1 18 1	2017	
Réservoir de Quetteto Rocquer et	Télésurveilla nce principale	Renouvellem ent complet du matériel																			2 49 4	2017	
Surpressi on du hameau Houel - Quetteto t	Compteur reprise	Renouvellem ent complet du matériel																				811	2012
Surpressi on du hameau Houel - Quetteto t	Compteur alimentatio n bâche	Renouvellem ent complet du matériel	660																				2015
Surpressi on du hameau Houel - Quetteto t	Chauffage	Renouvellem ent complet du matériel																				210	2012

t																
Surpression du hameau Houel - Quetteto	Pompe vide-cave	Renouvellement complet du matériel	328													2012
Surpression du hameau Houel - Quetteto	Monorail avec chariot et palan	Renouvellement complet du matériel	1 706													
Surpression du hameau Houel - Quetteto	Robinetterie	Renouvellement complet du matériel								1 786						
Surpression du hameau Houel - Quetteto	Tuyauterie	Renouvellement complet du matériel			7 406											2012
Réservoir de Saint Martin les Hébert (Mont Servan)	Porte entrée réservoir	Renouvellement complet du matériel											1 706			
Réservoir de Saint Martin les Hébert (Mont Servan)	Télésurveillance	Renouvellement complet du matériel							2 494							

5003000101 - SIAEP BRICQUEBE C EP DSP Contrat du : 01/01/2010 au : 31/12/2024 Dotations non actualisées en Programme au : 31/12/2019	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total (€)
Dotations(€)	9 343	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	10 394	154 859

5003000101 - SIAEP BRICQUEBEC EP DSP Contrat du : 01/01/2010 au : 31/12/2024 Coefficients en Programme au : 31/12/2019	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Coefficient de la dotation	1,00000	1,01890	1,05410	1,08000	1,08970	1,10020	1,10560	1,10460	1,11920	1,12040
Coefficient de report de solde	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000

5003000101 - SIAEP BRICQUEBEC EP DSP Contrat du : 01/01/2010 au : 31/12/2024 Bilan financier en Programme au : 31/12/2019	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total (€)
Dotation actualisée (€)	9 343	10 590	10 956	11 226	11 326	11 435	11 492	11 481	11 633	11 645	111 127
Report de solde actualisé (€)	0	3 830	3 494	28 495	17 605	26 033	45 241	33 750	29 083	17 450	
Non programmé dans le contrat	TOTAL		1 698								1 698
Programmé dans le contrat	PARTIEL					4 015					4 015
	TOTAL		5 513	10 927	41 247	336	19 754	26 629	6 814		111 220
Total renouvellement(€)	5 513	10 927	42 945	336	19 754	30 644	0	6 814	0	0	116 933



Solde(€)	3 830	3 493	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 5 804
----------	-------	-------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---------

La garantie pour la continuité de service

Une **garantie** est un renouvellement fonctionnel qui se traduit par un engagement contractuel de garantie de bon fonctionnement des installations. Elle s'applique sans programme contractuel et sans restitution des montants non dépensés en fin de contrat. C'est une « assurance » de bon fonctionnement pour la collectivité.

5003000101 - SIAEP BRICQUEBEC EP DSP Contrat du : 01/01/2010 au : 31/12/2024 Renouvellement Réalisé en Garantie année : 2019	Libellé Matériel	Type Renouvellement	Date réalisation
Station de production de Breuille - Breuille	Canalisation aspiration pompe n°1	Renouvellement complet du matériel	06/11/2019



Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLOW

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



ANNEXES

LES ÉVOLUTIONS RÉGLEMENTAIRES APPORTÉES PAR LE NOUVEL ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 20 NOVEMBRE 2017 RELATIF AU SUIVI EN SERVICE DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION



Objet : Présentation du nouvel arrêté ministériel relatif au suivi en service des récipients sous pression (arrêté ministériel du 20 novembre 2017 avec mise en application au 01 janvier 2018).

Contexte : Ce nouvel arrêté permet à la réglementation des équipements sous pression de se conformer au code de l'environnement. En effet, depuis la loi du 16 juillet 2013, les produits et équipements à risques sont couverts par le code de l'environnement (Ministère de l'écologie).

Dispositions générales :

Périmètre :

- ❖ Aucune modification des seuils de soumission,
- ❖ Des évolutions sous certaines conditions sur les périodicités des inspections périodiques

Autorités :

Types d'équipements	Autorités compétentes	Equipements Exploitant
ESP transportables	Ministère de l'écologie	Extincteurs et autres
ESP nucléaire	Autorité sûreté nucléaire	
ESP courants	Ministère de l'écologie	Ballons anti-béliers et réservoirs d'air comprimé
ESP spécifiques	Le Préfet	

Les nouvelles obligations à partir du 01 janvier 2018 :

- ❖ Pour tous les équipements mis en service après cette date, le **contrôle de mise en service (CMS)** est obligatoire pour tous les équipements sous pression dont le **produit PS*V > 10 000 bars.litres**. (Ce contrôle à la mise en service doit impérativement être réalisé par un organisme habilité (OH)).
- ❖ Pour tous les équipements mis en service après cette date, la **déclaration sur le site « LUNE »** géré par la DREAL est également obligatoire pour tous les équipements sous pression dont le **produit PS*V > 10 000 bars. Litres**. (L'insertion des documents disponibles est requise et en particulier le contrôle de mise en service (CMS)).
- ❖ Le **personnel d'exploitation et/ou de maintenance** susceptible d'intervenir (manœuvre) sur des équipements sous pression dont le produit PS*V > 10 000 bars.litres **doit disposer d'une habilitation** délivrée par l'entreprise.
- ❖ Dans le régime général, les inspections périodiques peuvent être réalisées selon différents scénarios suivant la date de mise en service.
 - Pour les équipements déjà en exploitation au 01 janvier 2018 :
 - **T0 / 2 ans / 6 ans / 10 ans**
 - **T0 / 4 ans / 6 ans / 10 ans**

Inspection périodique sans mise à l'arrêt
 Inspection périodique avec arrêt (complète)
 Requalification incluant une inspection avec arrêt
 - Pour les équipements mis en service après le 01 janvier 2018 :
 - ❖ Sans contrôle de mise en service (CMS)
 - **0 / 3 ans / 7 ans / 10 ans** Puis l'un des schémas ci-dessus
 - ❖ Avec contrôle de mise en service (CMS)
 - **0 / 4 ans / 6 ans / 10 ans** Puis l'un des schémas ci-dessus

Attention les cas possibles sont nombreux et des exceptions sont éventuellement applicables au cas par cas après étude au regard du type d'exploitation et de la réglementation.

- ❖ Réalisation d'un dossier machine complet pour chaque équipement sous pression
 - Notice constructeur
 - Document de mise en service
 - Document de suivi en service de l'équipement

ATTESTATIONS D'ASSURANCES

Attestation Dommages aux Biens



ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES dont le siège social est situé - 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans Cedex09, certifions par la présente que la Société :

**SAUR SAS –
11 Chemin de Bretagne –
CS 40082 –
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex.**

agissant tant pour son compte que pour celui de qui il appartiendra et notamment pour le compte de ses filiales, est assurée par le contrat Tous Risques Sauf N°127 100 212.

Les garanties s'exercent notamment pour le compte de la société désignée ci-après, laquelle a la qualité d'assuré :

**SAUR SAS
11 Chemin de Bretagne - CS 40082
92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex**

Ce contrat garantit l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers :

- En propriété ou loués,
- Vendus avec une clause de réserve de propriété,
- Appartenant à autrui, lorsque l'assuré en est, à titre onéreux ou gratuit, utilisateur, occupant, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit,
- Appartenant au personnel de l'Assuré, lorsque que lesdits biens sont situés dans les établissements assurés,
- Tous titres de paiement désignés sous le titre générique de valeurs,

Ainsi que les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie, Foudre, Explosions, Implosions et électricité, Chute d'appareils de navigation aérienne et franchissement du mur du son, Tempêtes, ouragans, cyclones, tornades, Grêle, chute et/ou poids de la neige et/ou de la glace, Ruissellement d'eau, de boue ou de lave, Glissements et effondrements de terrains, Inondation, Séismes, Eruption volcanique, Raz-de-marée, Chocs de véhicules terrestres à moteur, Fumées, Bris de glaces, Dégâts des eaux, Emeutes, Mouvements populaires, Vandalisme, Malveillance, Sabotage, Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du Code des Assurances), Vol, Détériorations immobilières consécutives à un vol ou une tentative de vol, Gel (dommages aux installations), Bris de Machines, Catastrophes naturelles (art.L125-1 et suivants du Code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation d'assurance, valable du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 inclus, sous réserve du paiement de la prime, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager les assureurs au-delà des limites de garanties de la police à laquelle elle se réfère

Fait à Paris, le 19 mars 2019

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social : 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

MMA IARD Assurances Mutuelles, Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes – RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros – RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans CEDEX 9 – Entreprises régies par le code des assurances

Responsabilité civile

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Attestation d'Assurance

Nous, soussignés, Allianz Global Corporate & Specialty SE, Succursale en France, situé 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex, certifions par la présente que la Société :

SAUR SAS
11, Chemin de Bretagne
CS 40082
94442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

est assurée auprès de notre compagnie par les polices n°FRL00042919 & n°FRL00043019 garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités en raison de dommages causés à des tiers.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION / AVANT RECEPTION / EN COURS DE TRAVAUX

Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus pour la période de garantie 30.000.000 euros
dont :
Dommages immatériels non consécutifs pour la période de garantie..... 15.000.000 euros

RESPONSABILITE CIVILE APRES TRAVAUX / APRES RECEPTION / APRES LIVRAISON

Tous dommages corporels, matériels et immatériels pour la période de garantie 30.000.000 euros
dont :
Dommages immatériels non consécutifs pour la période de garantie..... 15.000.000 euros

Cette attestation est valable du 01/04/2019 au 31/03/2020 inclus.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris la Défense, le 1er avril 2019
Pour la Compagnie



Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 cours Michelet - CS 30051
92076 Paris La Défense Cedex
487 424 608 RCS Nanterre

Siège social :
Königinstrasse 28
80902 Munich
Allemagne

Société Européenne Immatriculée en Allemagne sous le N°HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com



Attestation Responsabilité civile décennale obligatoire (bâtiment)



ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance GENERALI Iard, dont le siège social est situé 2 rue Pillet-Will, 75009 PARIS, atteste que :

STE SAUR SAS
11, CHEMIN DE BRETAGNE
CS40082
92442 ISSY MOULINEAUX CEDEX
SIREN 339.379.984

est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° **AP392620** pour la période de validité **du 01/01/2019 au 31/12/2019** couvrant les activités professionnelles suivantes :

ENTREPRISE GÉNÉRALE

Réalisation de la totalité des travaux d'une opération de construction réalisés en tout ou partie par le personnel d'exécution de l'entreprise.

TERRASSEMENT

Défrichage, remise à niveau des terres, réalisation à ciel ouvert de creusement et de blindage de fouilles provisoire dans des sols, ainsi que des travaux de rabattement de nappes nécessaires à l'exécution des travaux, de remblai, d'enrochement non lié et de comblement (sauf des carrières) ayant pour objet soit de constituer par eux-mêmes un ouvrage soit de permettre la réalisation d'ouvrages. Cette activité comprend les sondages et forages.

VOIRIES RÉSEAUX DIVERS (V.R.D.)

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries, de poteaux et clôtures.

Réalisation d'espaces verts, y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.

Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.

CONTRACTANT GENERAL

Réalisation d'une opération de construction portant sur la maîtrise d'oeuvre et l'exécution des travaux tous corps d'état, cette exécution étant donnée intégralement en sous-traitance.

Ces marchés sont pris uniquement dans le cadre de réalisation d'ouvrage de :

Voiries Réseaux Divers:

- réseaux et canalisation d'eau potable ou incendie,
- réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales,
- les ouvrages de voiries y compris fondations et terrassements

Ouvrages d'hygiène publique :

- stations de pompage, réservoirs et château d'eau,
- stations d'épuration des eaux usées et résiduaires,
- Usines de traitement de résidus ou d'effluents urbains,
- Collecteurs d'eaux usées ou pluviales,
- Usines de traitement d'eau potable,
- ouvrages liés à des opérations de traitement et de valorisation des déchets dont la construction d'unité de tri, compostage, incinération, plateforme de traitement de boues.

1. PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

Generali Iard, SA au capital de 94 630 300 euros – Entreprise régie par le code des assurances 552 062 663 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Generali Vie, SA au capital de 332 321 184 euros – Entreprise régie par le code des assurances 602 062 481 RCS Paris – Siège Social : 2, rue Pillet-Will – 75009 Paris
Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026





- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine ou dans les Départements d'Outre-Mer.
- aux chantiers dont le coût total de construction TTC tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 15.000.000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P¹ ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P²,
 - pour des procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Évaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P³,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(¹) Les Règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de l'Agence Qualité Construction) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (www.qualiteconstruction.com).

(²) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (« Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012 ») sont consultables sur le site internet du programme RAGE (www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr) et les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

(³) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC (www.qualiteconstruction.com).

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.





2. ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p> <p>Elle est gérée en capitalisation.</p>	<p>o En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>o Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>o En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3. GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.</p>	<p>6.000.000 € par sinistre</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.</p>	

Fait à PARIS le 28/12/2018

Karim BOUCHEMA
Directeur des Opérations
Generali Iard



Attestation Tous risques chantiers**Generali Iard**

Police Tous Risques Chantier / Tous Risques Montage Essais

Police AH 116929 _ Attestation



Assuré :

SAUR SAS
 11 Chemin de Bretagne – CS40082
 92442 ISSY LES MOULINEAUX Cedex

Police n° AH 116929

Période de validité :	du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2020
Fonctionnement de la garantie :	L'assurance s'applique aux marchés qui, au 1 ^{er} avril 2019, sont en cours d'exécution ou de maintenance et/ou aux marchés dont l'exécution commencera après cette date, dès lors que, pour chaque chantier : - le coût estimé est inférieur à 30 000 000 euros. - la durée des travaux est inférieure à 36 mois Après réception (période de maintenance), les garanties se poursuivent sur une période de 12 mois.
Biens Assurés :	Tous travaux de construction, extension, réhabilitation, etc. de stations d'épuration, installations de traitement des eaux, usines de traitement de déchets, installations de traitement des résidus d'épuration, y compris par incinération.
Etendue de la garantie :	La prise en charge des frais de remplacement et/ou de remise en état des biens assurés et/ou de tout ou partie de ceux-ci qui seraient physiquement endommagés, détruits ou perdus de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sous réserve des exclusions spécifiques dans le contrat.
Territorialité :	Site du chantier ou abords immédiats pour les aires d'entreposage, pour des chantiers situés dans le monde entier, hors Etats-Unis d'Amérique, Canada et Australie.

La présente attestation est valable pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager **GENERALI Iard** au-delà des clauses, conditions et limites du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 28 mars 2019

Generali IARD

GENERALI Iard
 SA au capital de 94 630 300 Euros
 Entreprise régie par le Code des Assurances
 Siège Social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
 RCS PARIS B 552 062 663

Generali IARD

Société anonyme au capital de 94 630 300 euros

Entreprise régie par le Code des assurances – 552 062 663 RCS Paris

Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75456 Paris cedex 09

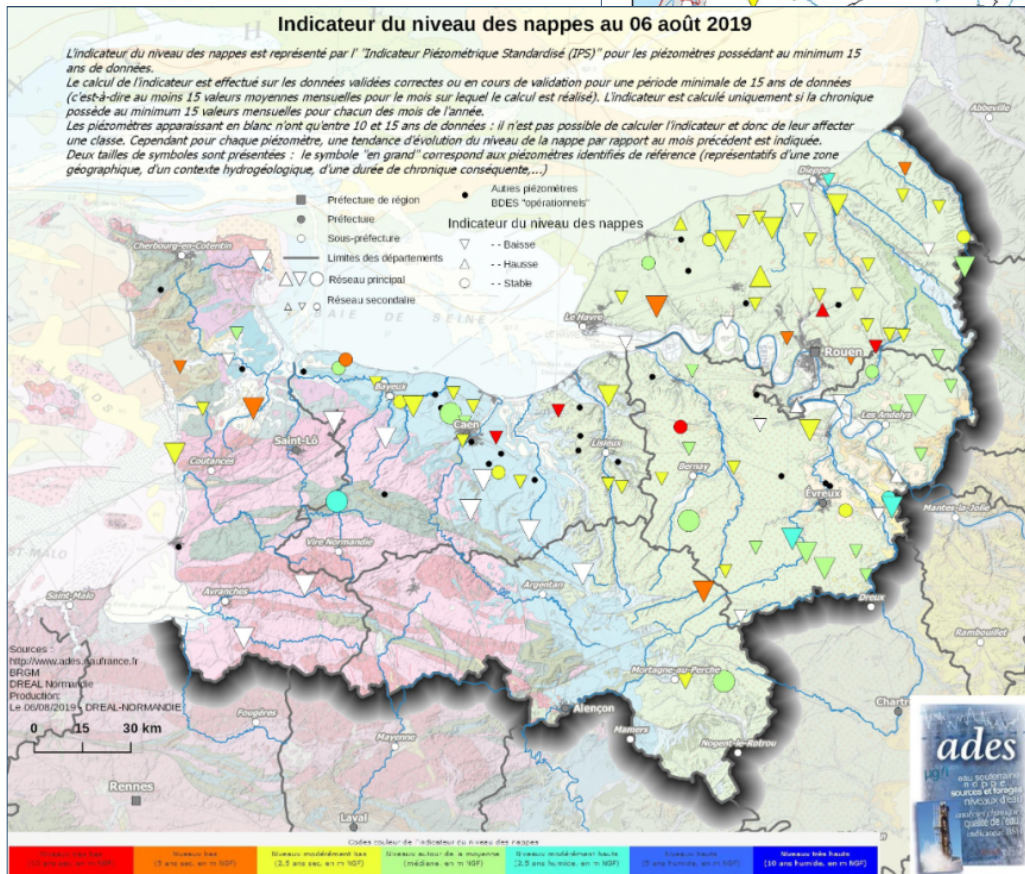
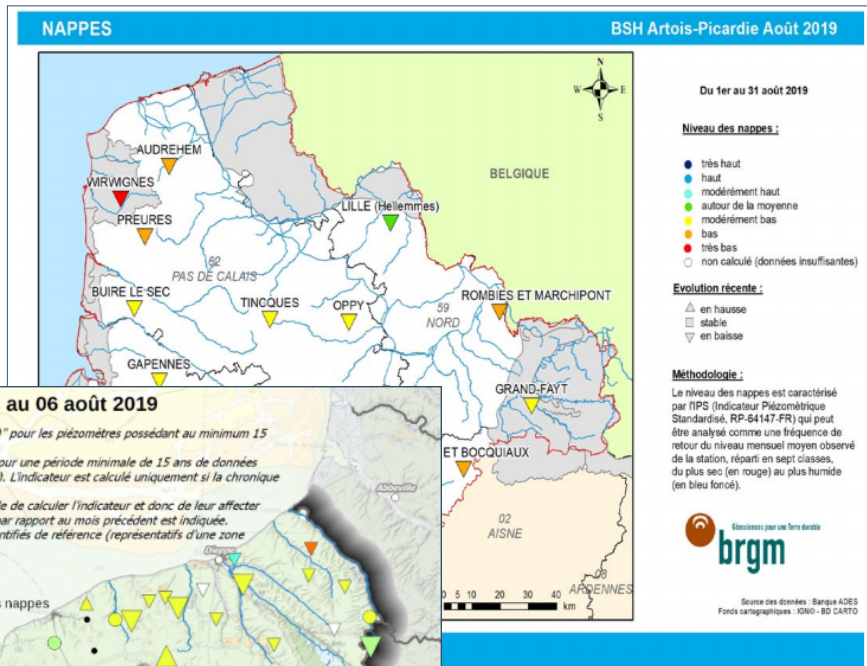
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurance sous le numéro 026



ANNEXES COMPLÉMENTAIRES

SURVEILLANCE DE LA RESSOURCE EN EAU

Nous vous proposons d'améliorer la connaissance de votre ressource en eau, d'anticiper les risques de dégradation de vos captages ou de pénurie dans le cadre de stress hydrique (illustrés ci-dessous sur les cartes de situation hydrologique des bassins Seine Normandie et Artois Picardie durant l'été 2019).



Pour cela, nous vous recommandons la mise en œuvre, à court terme, d'une surveillance continue en temps réel, des points de prélèvement en eau, qui ne font pas l'objet d'un tel suivi à ce jour, en les équipant de mesure de niveau et de débit.



Afin de répondre à vos enjeux (continuité de service, gestion optimale de votre patrimoine, maîtrise de l'état de vos ressources en eau, impact du changement climatique) et d'exploiter durablement les ressources en eau de votre territoire, l'enregistrement des mesures de niveau en continu, couplées aux mesures de débits associées, vous permettront, via l'application dédiée : **EMI*** :



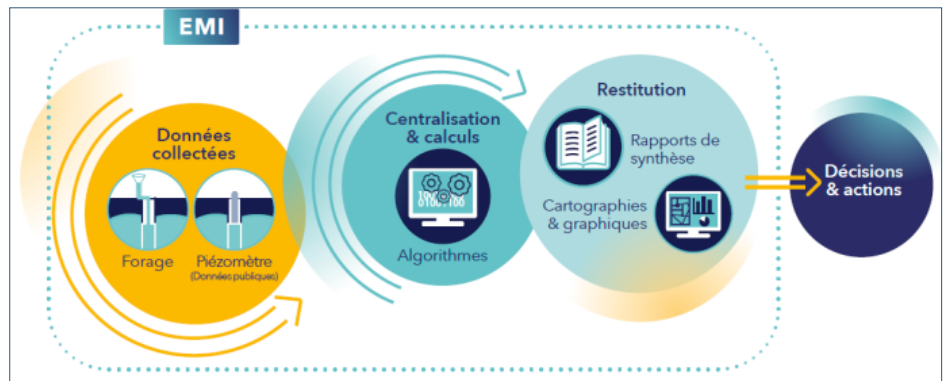
- d'accéder aux données quantitatives et qualitatives de vos ressources en eau,
- de disposer d'informations claires et explicites pour décider et agir efficacement.

**EMI est une application web développée par Imageau (filiale de Saur, spécialisée dans le domaine de l'hydrogéologie).*



Les mesures de niveau et de débit du forage sont enregistrées et remontées en continu dans l'application.

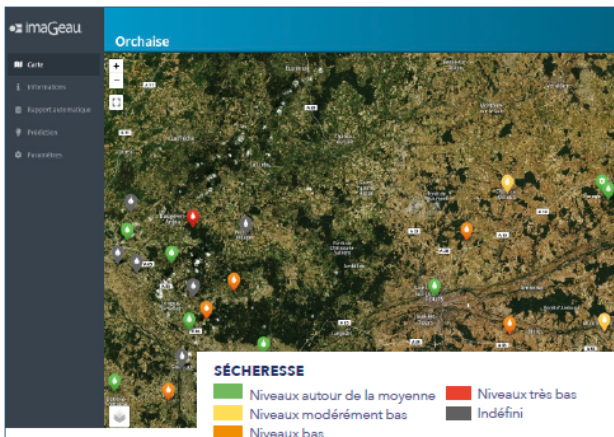
Elles sont traitées pour permettre des décisions éclairées sous la forme de livrables dont :



1. Trois indicateurs clefs, indispensables à la bonne gestion du forage :

- **Indicateur « sécheresse »**, qui qualifie le niveau actuel de la nappe (et permet de mettre en place des seuils d'alerte),
- **Indicateur « criticité du niveau d'eau »**, pour suivre l'évolution du niveau d'eau dans le forage et anticiper les risques de manque d'eau,
- **Indicateur « performance du forage »** pour surveiller l'état de vieillissement de l'ouvrage et planifier, le cas échéant, les actions correctives à mettre en place (inspection télévisée de l'ouvrage (ITV), nettoyage du forage, réhabilitation,...).

Ces données font l'objet d'une restitution jusqu'à l'échelle de votre territoire et sont bancarisées sur plusieurs années, selon les historiques disponibles.



2. Un rapport de synthèse à l'échelle de votre contrat et de vos ouvrages par rapport aux indicateurs présentés précédemment.

Accessible et imprimable depuis EMI, c'est un outil d'aide à la décision pour anticiper les actions à entreprendre afin de gérer durablement votre patrimoine et vos ressources en eau.

PROBLÉMATIQUE CHLORURE DE VINYLE MONOMERE

Dans le cadre d'une étude nationale sur les composés émergents dans les eaux distribuées, La Direction Générale de la Santé a engagé en 2011 une investigation sur le CVM (Chlorure de Vinyle Monomère), composant des conduites PVC utilisée pour la distribution de l'eau. Le CVM est un produit chimique synthétique, reconnu cancérigène.

L'étude a mis en évidence que les conduites PVC fabriquées avant 1980 ont un potentiel de relargage très important, dû au process de fabrication du PVC.

L'instruction DGS/EA4/2012/366, émise par la Direction Générale de la Santé, le 18 octobre 2012, a consisté à collecter les données de repérage des canalisations en PVC susceptibles de contenir du CVM et risquant de migrer vers l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH).

Dans le respect de la réglementation, Saur a transmis en 2013 à l'ARS, l'ensemble des informations disponibles dans ses bases de données, avec notamment une cartographie du réseau faisant apparaître les tronçons à risque.

Sur cette base, l'ARS renforce le contrôle sanitaire et adapte la stratégie d'échantillonnage au contrôle du CVM en eau distribuée par rapport aux risques identifiés, et selon les facteurs influençant le relargage (Linéaire de conduite PVC, température de l'eau, temps de contact avec le matériau etc...)

En cas de non-conformité, c'est-à-dire en cas de dépassement de la limite de qualité à $0,5 \mu\text{g}\cdot\text{L}^{-1}$, Saur propose des mesures correctives immédiates pour garantir la potabilité de l'eau distribuée, en proposant des purges, manuelles et/ou automatiques de tronçons de conduites. L'objectif visé est de limiter le temps de contact de l'eau avec les tronçons contaminants.

Saur peut s'appuyer sur des outils comme la modélisation hydraulique du réseau, sur la réalisation d'analyses des CVM en campagnes, en complément des données patrimoniales, pour accompagner les collectivités dans la gestion de l'exploitation du réseau.

Toutefois, la connaissance acquise à ce jour met en évidence les limites des actions par purges autant en efficacité qu'en contrainte hydraulique. **C'est pourquoi nous attirons votre attention sur le fait que le remplacement des conduites PVC avérées contaminantes est le seul moyen d'action pérenne à ce jour.**

Aussi, des mesures de restriction sur la consommation d'eau des habitants concernés dans les secteurs non-conformes ont été mise en place dans l'attente de la mise en œuvre d'actions pérennes.



III – Que faire en cas de détection de CVM dans l'eau ?

A l'apparition de la 1^{ère} analyse non conforme, SAUR proposera un plan d'actions permettant un retour à la conformité de l'eau distribuée dans un délai de 3 mois. Ce plan d'actions qui sera proposé à la Collectivité et à l'ARS, intégrera une étude technique et financière permettant de gérer le risque CVM.

Ce plan d'actions comprendra, en fonction de la complexité du réseau mis en cause, un certain nombre d'analyses CVM à réaliser avant et après purges du réseau.

Les objectifs de ce plan d'actions sont d'identifier :

- le ou les tronçons du réseau qui devront être renouvelés
- le ou les points du réseau sur lesquels il conviendra d'installer des purges automatiques pour garantir la conformité de la qualité de l'eau dans l'attente du renouvellement du tronçon du réseau identifié.
- les fréquences des purges à réaliser et les volumes d'eau perdus mis en jeu.

Après accord de la Collectivité et de l'ARS sur les modalités d'application du plan d'actions proposé, SAUR réalisera les campagnes d'analyses et fera un reporting hebdomadaire des actions réalisées jusqu'au retour à la normale de la qualité de l'eau.

TÉLÉGESTION DES INSTALLATIONS - ARRÊT DU RTC ET DU GSMDATA

1. Introduction

Depuis près de 30 ans la télégestion dans le domaine de l'eau a utilisé principalement le Réseau Téléphonique Commuté (RTC), qui est le réseau historique des téléphones fixes, et le GSM Data (service de transmissions de données qui fonctionne sur le réseau mobile 2G). Ces technologies sont aujourd'hui amenées à disparaître au profit des communications numériques IP.

Cette transformation va être progressive avec des échéanciers imposés par les annonces d'arrêt de service des opérateurs téléphoniques. Dès la fin de l'année 2018 certains services ne seront plus opérationnels chez Orange. Puis l'ensemble des services des opérateurs téléphoniques cesseront d'ici à 2023 ou 2024 sur la totalité des installations.

Concrètement les télégestions ne remonteront plus les informations (alarmes, mesures, comptage) vers les systèmes centraux des exploitants de l'eau.

De plus des communications intersites ne seront plus opérationnelles (Ex : Usine de production vers réservoirs, Station d'épuration vers Poste de relevage), pour garantir la continuité de service.

C'est pourquoi ils nous semblent nécessaire de vous informer de ces changements qui impacte votre service d'eau ou d'assainissement, et d'anticiper l'adaptation des systèmes de télégestion.

2. L'arrêt progressif de l'exploitation du RTC

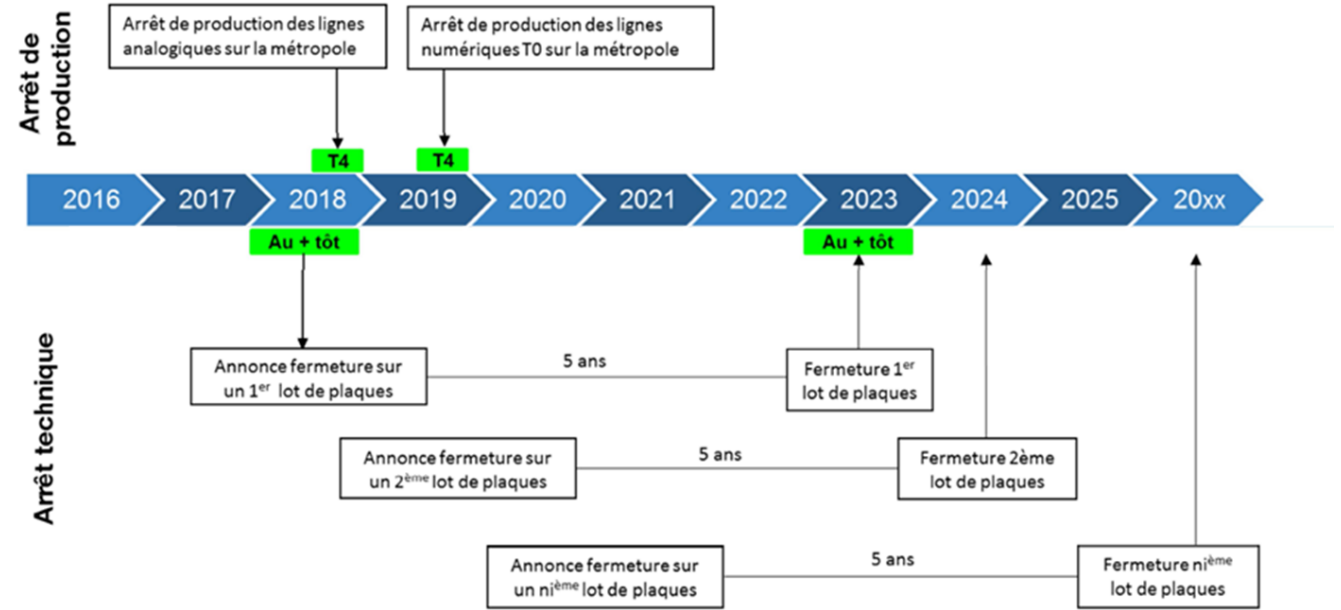


, l'opérateur historique du réseau téléphonique commuté a communiqué son intention d'arrêter progressivement le RTC, support des services de téléphonie traditionnelle analogique et numérique.

Orange explique que cet arrêt résulte du fait que la pérennité de son réseau téléphonique historique pourrait être remise en cause d'ici quelques années. En effet, les équipements et composants spécifiques à ce réseau deviennent obsolètes et des difficultés croissantes d'entretien apparaissent du fait de l'abandon de cette technologie par les équipementiers. Son exploitation excessive entraînerait donc des risques de dysfonctionnements, voire de coupures de service, importants.

L'arrêt de la commercialisation de nouvelles lignes RTC cessera au 15 Novembre 2018.

L'arrêt de l'exploitation de ce réseau interviendra progressivement à partir de fin 2023.



Source du document : Orange

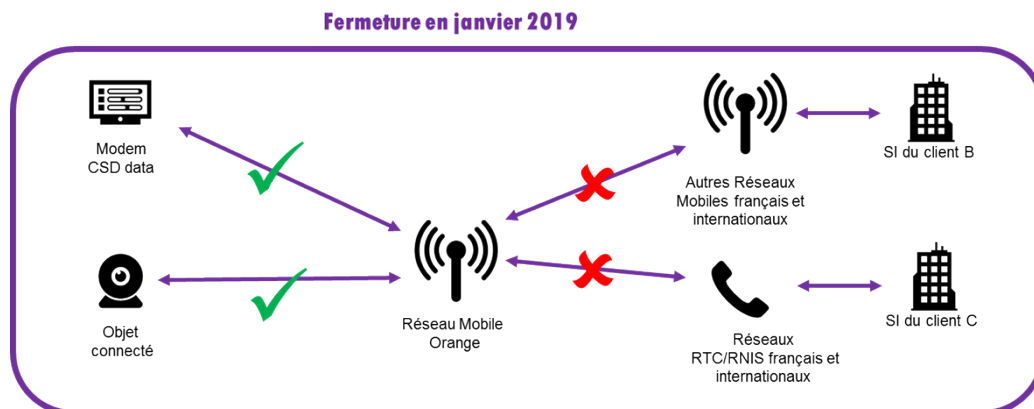
3. L'arrêt progressif de l'exploitation du GSM data.

Normé en 1987, le GSM data est une vieille technologie qui fonctionne sur le réseau 2G, que les opérateurs mobiles et leurs fournisseurs ne peuvent plus maintenir efficacement.



à annoncé qu'à partir du **1er janvier 2019** les services utilisant du GSM Data vers le réseau RTC ou vers des réseaux d'opérateurs mobiles tiers ne fonctionneront plus.

Cependant dès l'année 2018, cet arrêt programmé va entrainer une dégradation de la Qualité des communications : les terminaux devront parfois se connecter plusieurs fois avant de pouvoir communiquer.



Source du document : Orange





a annoncé ne plus maintenir cette technologie à partir du **1er Janvier 2019, et l'arrêter définitivement le 31/12/2020.**



pour sa part n'a pas encore fait d'annonce d'arrêt du service GSMData et semblerait maintenir cette technologie jusqu'en 2021.

4. Evolution et aménagement à prévoir

a. Nouveaux modes de communications

Ces évolutions nous conduisent à utiliser de nouveaux modes de communications de type numérique IP pour la surveillance et le pilotage de vos installations.

Les communications en numérique IP permettent :

- **des temps de connections rapides**
- **l'échange des informations de quelques secondes**
- **Les interrogations des installations pourront être plus fréquentes : toutes les x minutes ou x heures, et modulées en fonction de la criticité du site.**

Ces technologies s'appuient :

- sur les réseaux mobiles des opérateurs téléphoniques
 - Le GPRS sur le réseau 2G. Largement déployé aujourd'hui dans de multiples applications industrielles, il s'appuie sur un réseau largement couvert sur le territoire français.
 - La 3G/4G qui offrent des vitesses plus importantes et dans les prochaines années la 5G
- Sur les réseaux filaires des opérateurs téléphoniques
 - L'ADSL est un support de communication qui s'appuie sur la paire cuivre historique de nos anciennes lignes téléphone. Elle est performante au plus près des centraux téléphoniques, mais peut ne pas être éligible si trop éloignée.
 - La Fibre Optique qui possède des performances très élevée mais encore peu déployée.



b. Cybersécurité

Toutes ces nouvelles technologies de communication utilisent des réseaux informatiques qui transitent par les réseaux opérateurs téléphoniques jusqu'aux réseaux des entreprises exploitants les installations.

La **cybersécurité** devient une notion fondamentale à prendre en compte.

SAUR applique depuis de nombreuses années sa Politique de Sécurité des Systèmes Informatique (PSSI) et notamment sur les sites d'exploitation qui lui sont confiés.



Pour les réseaux mobiles SAUR utilise un APN (Point d'Accès Réseau) privé, souscrit auprès des différents opérateurs de téléphonie, pour ne pas être visible de l'Internet public, et limiter les risques de cybercriminalité.

Pour les réseaux filaires SAUR utilise un réseau informatique pour les sites industriels, nommé **WAN INDUSTRIEL à partir d'une connexion ADSL Privé souscrit auprès de l'opérateur Orange.**

Ce réseau est crypté et n'est pas visible de l'Internet public, ce qui limite également les risques de cybercriminalité.

Les solutions SAUR s'appuient sur les préconisations de l'ANSSI Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Informations, concernant la cybersécurité des systèmes industriels.

c. Aménagement à prévoir sur vos installations



Ces évolutions nécessitent le changement ou l'adaptation de vos équipements de télégestion selon leur typologie. Vous trouverez en annexe l'ensemble des installations concernées et le détail des opérations à prévoir.

Certaines opérations pourront être prises en charge par nos soins dans le cadre de nos obligations de renouvellement.

Les autres opérations non prévues dans nos obligations de renouvellement, feront l'objet d'une proposition technique et financière de notre part.



Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLOW

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



18.

LE GLOSSAIRE

Ce glossaire récapitule pour les principaux termes utilisés dans les métiers de l'eau, et plus particulièrement dans ce rapport annuel du délégataire, la définition et éventuellement le mode de calcul des informations transmises :

Analyse de pilotage : Analyses réalisées par l'exploitant ayant pour objectif d'affiner et d'optimiser le réglage des installations. Ces données peuvent provenir de plusieurs sources :

- Instruments portables ou installés à poste fixe de mesure de la qualité de l'eau,
- Analyses de qualité de l'eau pratiquées selon des méthodes rapides adaptées au terrain ou effectuées dans des laboratoires d'analyses.

Biens financés par la collectivité = biens appartenant à la collectivité, mis à la disposition du délégataire et qui reviennent automatiquement et gratuitement à la collectivité en fin de contrat ;

Biens de retour = biens financés par le délégataire, affectés au service et indispensables à son fonctionnement, qui reviennent automatiquement et gratuitement à la collectivité en fin de contrat ;

Biens de reprise = biens financés par le délégataire, affectés au service et qui, à la fin du contrat, peuvent être rachetés par la collectivité dans des conditions financières fixées dans le contrat, sans que le délégataire ne puisse s'y opposer

Branchement : Ensemble de canalisations et d'équipements reliant la partie publique du réseau de distribution d'eau à un réseau de distribution intérieur d'un client. Les équipements installés comprennent au minimum un robinet d'arrêt d'eau avant compteur et un compteur général.

CARE : Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation. Pour un contrat déterminé, les chiffres de l'année en cours sont indiqués, et ceux de l'année précédente sont rappelés. Le cadre de ce CARE a été établi par la FP2E, dans le respect strict du décret 2005-236 du 18 mars 2005.

Client : Personne physique ou morale consommant de l'eau et ayant au moins un contrat-abonné le liant avec le service de distribution de l'eau.

Compte (ou fonds contractuel) de renouvellement : Il s'agit des opérations de renouvellement réalisées sans programmation contractuelle, imputées sur un compte de tiers qui correspond à la mise en place de fonds prélevés sur les produits du délégataire, pour couvrir les aléas de fonctionnement des équipements.

Compteur : Equipement faisant partie intégrante du branchement et qui permet de comptabiliser le volume consommé par le branchement.

Contrat-abonnés : Contrat associé à un branchement liant un client au service de distribution de l'eau.

Contrôle sanitaire : Ensemble des analyses réalisées par les ARS afin de contrôler la qualité des eaux. Ces analyses sont effectuées dans des laboratoires agréés à partir d'échantillons prélevés sur différents points de contrôle (captage, installations de production/traitement, réseaux de distribution, points de consommation).

Echantillon : Volume d'eau prélevé dans le but d'analyser les caractéristiques de l'eau à l'endroit et au moment précis du prélèvement. Les caractéristiques de l'eau sont décomposées et quantifiées/évaluées par paramètre lors de leur analyse.

Garantie pour continuité de service (dite de renouvellement) : Il s'agit d'un renouvellement, où le Délégué prend à sa charge, et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation ou de renouvellement des équipements, nécessaires à la continuité du service.

Indice linéaire de pertes en réseau : L'indice linéaire de pertes en réseau correspond au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Le volume perdu est calculé par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Cet indicateur qui rapporte le volume des pertes en eau à une grandeur caractéristique du réseau traduit directement l'état physique de ce réseau.

Indice linéaire des volumes non comptés : L'indice linéaire des volumes non comptés correspond au volume non compté dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors branchements) et est exprimé en m³/km/jour. Le volume non compté est égal à la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé.

Paramètre d'une analyse : Un paramètre correspond à une caractéristique précise ou à un composé spécifique dont la teneur dans l'échantillon d'eau est quantifiée/évaluée. Certains paramètres font l'objet d'une réglementation. Un paramètre réglementé peut donc pour un échantillon donné être conforme ou non-conforme.


Patrimoine immobilier : Il s'agit du patrimoine immobilier nécessaire à la réalisation du service. Le Délégué fournit un état de variation de ce patrimoine en intégrant 3 types de mouvements :

- les investissements concessifs (achat de terrain, mise en service d'un ouvrage financé par le Délégué, destruction d'un ouvrage...),
- opération de renouvellement d'une telle importance qu'elle s'assimile à la construction d'un bâtiment neuf,
- Investissement immobilier du Délégué (bureaux) entièrement dédié au service.

Période de relève des compteurs : Les compteurs permettant de connaître la consommation de chaque branchement d'un client sont relevés régulièrement. La relève pour une année donnée de tous les compteurs de tous les clients s'étale sur plusieurs jours ou plusieurs semaines en fonction du nombre de compteurs concernés. Pour une relève donnée, la date moyenne de la campagne de relève peut ainsi être calculée. C'est cette date moyenne qui est utilisée année après année pour calculer la consommation moyenne d'une commune ou d'un contrat sur une période de temps correspondant sensiblement à une année.

Point de mise en distribution : Point de prélèvement d'échantillon pour lequel la qualité de l'eau en ce point est considérée comme représentative de la qualité de l'eau sur le réseau de distribution d'une zone géographique déterminée (en sortie d'installations de traitement dans la plupart des cas). A ce point, les eaux peuvent provenir d'une ou plusieurs sources mais leur qualité peut être considérée comme uniforme en distribution.

Programme contractuel de renouvellement : Il s'agit de l'ensemble des opérations de renouvellement, effectuées par le Délégué dans le cadre d'un programme technique contractuel, évalué financièrement sur la durée du contrat.



Programme d'investissement : Il s'agit des engagements pris par le Délégitaire de réaliser certains investissements sur le patrimoine, afin d'améliorer la qualité du service, ou le fonctionnement des installations. Ce programme est défini dans un inventaire contractuel.

Qualité eau au point de mise en distribution : Evaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de mise en distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau brute : Evaluation qualitative de la qualité de l'eau brute prélevée dans le milieu naturel avant tout traitement visant à la rendre potable. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau distribuée : Evaluation qualitative de la qualité de l'eau au point de consommation (robinet) par le client. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Qualité eau traitée : Evaluation qualitative de la qualité de l'eau en sortie des installations de production/traitement avant admission sur le réseau de distribution. Cette évaluation s'effectue pour chaque échantillon prélevé sur tous les paramètres analysés, éventuellement regroupés sous forme de rapports physico-chimiques et/ou bactériologiques.

Rapport bactériologique : Ensemble des paramètres de type bactériologique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport bactériologique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rapport physico-chimique : Ensemble des paramètres de type physico-chimique qui caractérisent un échantillon d'eau analysé. Un rapport physico-chimique est déclaré conforme si tous les paramètres unitaires qui le composent sont en conformité avec la réglementation.

Rendement hydraulique d'une installation : Il correspond au rapport Volume d'eau produite sur volume d'eau brute admis sur l'installation. Il traduit le rendement de conversion de l'eau potable à partir de l'eau brute.

Rendement du réseau de distribution : Il correspond au rapport entre d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume exporté ou vendu en gros et d'autre part le volume produit augmenté du volume importé ou acheté en gros. Le rendement est un bon indicateur environnemental mais ne traduit qu'indirectement l'état du réseau car il dépend de la consommation et du volume exporté ou vendu en gros. .

Réseau de distribution public : ensemble de canalisations transportant l'eau produite par les installations de production jusqu'au compteur général des clients, partie publique des branchements inclus.

Réseau de distribution intérieur : ensemble de canalisations et d'équipements placés sous la responsabilité d'un client. Le réseau intérieur d'un client commence après le compteur général permettant d'évaluer la consommation du branchement associé à ce client.

Surveillance de l'exploitant : Elle comprend un examen régulier des installations, un programme de tests ou d'analyses et la tenue par l'exploitant d'un fichier sanitaire. Ces analyses viennent en complément de celles réalisées par les ARS et contribue à la surveillance de la qualité des eaux.

Taux de mobilisation d'une installation : rapport exprimé en % entre le volume de pointe journalier constaté et la capacité nominale d'une installation. Un rapport proche de 100% est le signe d'une installation dont les réserves de capacité sont minimes, voire insuffisantes.

Terre de décantation : Ensemble des résidus de traitement collectés sur certains ouvrages (décanteurs, filtres, ...) des installations de production. Ces résidus, bien souvent connus sous le terme de boues d'eau potable, sont régulièrement évacués des installations.

Volume comptabilisé : Volume d'eau potable consommé par des clients du périmètre du contrat et résultant des relevés des appareils de comptage . Ce volume n'inclut pas le Volume exporté ou vendu en gros (VEG).

Volume consommateurs sans comptage : Il correspond au volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation ; ce volume estimé inclut notamment :

- l'eau nécessaire à la défense incendie (Essais des PI/BI et manœuvres incendie),
- l'eau utilisée pour les espaces verts et le lavage de la voirie,
- l'eau utilisée par les fontaines (non équipées de compteurs)

Volume de service du réseau : Il correspond au volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution ; ce volume estimé inclut notamment :

- l'eau utilisée pour le nettoyage des réservoirs,
- l'eau utilisée lors d'opérations de purge ou de nettoyage des conduites
- l'eau utilisée pour la désinfection et le rinçage des conduites après travaux

Volume consommé autorisé : Il correspond au volume comptabilisé augmenté du volume besoin réseau consommateurs

Volume consommé hors VEG : Volume d'eau potable consommé par des clients du périmètre du contrat. Ce volume n'inclut pas les Ventes d'Eau en Gros (VEG) ou Volume d'eau exportée.

Volume de pointe : Volume maximum journalier mesuré pendant l'année sur l'installation concernée.

Volume eau brute : Volume d'eau prélevé dans le milieu naturel (rivière, lac, barrage, nappe phréatique, ...). L'eau est qualifiée de brute pour signifier qu'elle n'a subi aucun traitement visant à la rendre potable. Outre les volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel sur le périmètre du contrat, les volumes d'eau brute intègrent les éventuels achats d'eau brute hors périmètre du contrat auquel on retranche les éventuels volumes d'eau brute vendus hors périmètre du contrat.

Volume exporté (ou vendu en gros) : Volume d'eau produit (généralement potable) délivré à un client extérieur au périmètre du contrat (autre collectivité, syndicat ou commune).

Volume importé (ou acheté en gros) : Volume d'eau (généralement potable) acheté à un client extérieur au périmètre du contrat (autre collectivité, syndicat ou commune).



Volume produit : Le volume d'eau produit sur les installations de production correspond au volume d'eau traitée duquel il faut éventuellement retrancher le volume besoin usine (si ce dernier est pris après le compteur de production).

Volume besoin usine : Volume d'eau traitée sur les installations de production qui est utilisé à l'intérieur de ces mêmes usines pour différents usages (préparation de réactifs chimiques, nettoyage, ...)

Volume mis en distribution : Volume d'eau potable introduit dans le réseau de distribution d'eau en vu d'être consommé par les clients inclus dans le périmètre du contrat . Le volume mis en distribution correspond au volume produit auquel on ajoute le volume importé ou acheté en gros et duquel on retranche le volume exporté ou vendu en gros.

Volume eau traitée : C'est le volume d'eau que les installations fournissent à l'aide de traitements plus ou moins complexes en fonction de la nature de l'eau brute que l'on souhaite rendre potable.

Envoyé en préfecture le 16/10/2020

Reçu en préfecture le 16/10/2020

Affiché le

SLOW

ID : 050-200067205-20201016-DEL2020_128-DE



19.

LES NOUVEAUX
TEXTES
REGLEMENTAIRES



LES NOUVEAUX TEXTES REGLEMENTAIRES EAU POTABLE

Cette veille réglementaire vous est présentée sous la forme d'une liste des textes parus en 2018 accompagnée d'un bref commentaire de leur objet.

Cette liste n'a pas pour ambition d'être exhaustive, il s'agit avant tout d'attirer votre attention sur les évolutions réglementaires de l'année qui, notamment, pourraient avoir des incidences sur le service.

PROTECTION ET GESTION DE LA RESSOURCE

- **Décret n° 2019-827 du 3 août 2019 modifiant diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la notion d'obstacle à la continuité écologique et au débit à laisser à l'aval des ouvrages en rivière**
Le décret précise la définition des ouvrages constituant un obstacle à la continuité écologique et dont la construction ne peut être autorisée sur les cours d'eau classés au titre du 1° du I de l'article L. 214-17 du Code de l'environnement (C. env., art. R. 214-109). Il crée par ailleurs un nouveau cas de cours d'eau au fonctionnement atypique, prévus à l'article L. 214-18, pour lesquels le respect des planchers au 10è ou au 20è du module n'est pas pertinent, visant les cours d'eau méditerranéens à forte amplitude naturelle de débit, aux étiages très marqués.
- **Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (NOR : TREL1900339A)**
 L'arrêté précise les conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Il modifie certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Il décrit également la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.
- **Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de cette directive) (NOR : TREL1911110N)**
 Cette note technique concerne la révision des zones sensibles en application de l'article 5.4 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

ENVIRONNEMENT

- **Directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement (JOUE 12 juin, n° L 155)**
La Directive a pour objet de prévenir et de réduire l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement, par diverses mesures :

- Interdiction de la mise sur le marché de plusieurs produits en plastique à usage unique à compter du 3 juillet 2021 ;
- Objectif de collecte de 90 % des bouteilles en plastique d'ici 2029. Les bouteilles commercialisées dans l'UE devront contenir au moins 25 % de plastique recyclé en 2025 et au moins 30 % en 2030 ;
- Mise en place d'exigences en matière de marquage sur chaque produit en plastique à usage unique mis sur le marché, nettement lisible et indélébile, apposé sur son emballage ou sur le produit, livrant aux consommateurs certaines informations (présence de plastique dans le produit et de ses effets nocifs sur l'environnement) ;
- Instauration de mesures de sensibilisation pour informer les consommateurs et encourager des habitudes de consommation responsables, afin de réduire les déchets sauvages issus des produits plastiques.

➤ **Loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement**

➤ **Décret n° 2019-1580 du 31 décembre 2019 relatif à l'Office français de la biodiversité**

La loi du 24 juillet 2019 a créé l'Office français de la biodiversité (« OFB ») en vue de rapprocher les expertises complémentaires de l'Agence française pour la biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage au service de la reconquête pour la biodiversité et de renforcer l'exercice de la police de l'environnement. Ce nouvel établissement résulte de la fusion de l'Agence française pour la biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Le décret en fixe les modalités d'organisation et de fonctionnement.

➤ **Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat**

Cette loi s'organise autour de plusieurs axes :

- Inscription dans le droit la nécessité de « répondre à l'urgence écologique et climatique » avec un objectif de la neutralité carbone de la France à l'horizon 2050 ;
- Sortie progressive des énergies fossiles et développer les énergies renouvelables, avec l'objectif de réduction de la consommation d'énergies fossiles de 30 % à 40 % d'ici à 2030 (article 1^{er}) et la fermeture des centrales à charbon d'ici à 2022 (article 12). L'objectif de réduction à 50 % de la part du nucléaire dans la production électrique est par ailleurs reporté de 2025 à 2030 ;
- Obligation d'installer des panneaux solaires photovoltaïques sur les nouveaux entrepôts et bâtiments commerciaux (article 47), et facilitation de l'implantation des projets d'énergie renouvelable ;
- Création du Haut Conseil pour le climat, organisme indépendant placé auprès du Premier ministre, chargé de l'évaluation de l'action climatique du gouvernement (article 10) ;
- Lutte contre les logements énergivores ou « passoires thermiques » en promouvant la rénovation énergétique et en prévoyant des audits énergétiques obligatoires à partir de 2022 (article 2).

➤ **Ordonnance n° 2019-784 du 24 juillet 2019 modifiant les dispositions du code minier relatives à l'octroi et à la prolongation des titres d'exploration et d'exploitation des gîtes géothermiques**

➤ **Décret n° 2019-1518 du 30 décembre 2019 relatif aux titres d'exploration et d'exploitation des gîtes géothermiques**

L'ordonnance n° 2019-784 du 24 juillet 2019 modifie les dispositions du code minier relatives à l'octroi et à la prolongation des titres d'exploration et d'exploitation des gîtes géothermiques, et le décret modifie le décret n° 78-498 du 28 mars 1978 relatif aux titres de recherches et d'exploitation de géothermie.

➤ **Décret n° 2019-715 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les « aléas débordement de cours d'eau et submersion marine »**

Le décret a pour objet de définir les modalités de qualification des aléas « débordement de cours d'eau et submersion marine », les règles générales d'interdiction et d'encadrement des constructions, dans les zones exposées aux risques définies par les plans de prévention des risques naturels prévisibles, en application du VII de l'article L. 562-1 du Code de l'environnement.

- **Décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations**
Le décret apporte, à l'issue du retour d'expérience d'une première année d'exercice de la compétence GEMAPI, des adaptations aux règles qui garantissent l'efficacité de ces ouvrages, pour faciliter la mise en œuvre de la réglementation par les autorités compétentes. Ces modifications concernent les endiguements ainsi que les aménagements hydrauliques de stockage préventif des venues d'eau (tels certains barrages spécialement conçus pour écrêter les effets des crues). Par ailleurs, le présent décret introduit une possibilité de proroger les délais de dépôt des dossiers de demandes d'autorisation des systèmes d'endiguement et des aménagements hydrauliques.
- **Décret n° 2019-896 du 28 août 2019 modifiant l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement**
Le décret complète le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations. Ensemble, ces décrets apportent, à l'issue du retour d'expérience d'une première année d'exercice de la compétence GEMAPI, des adaptations aux règles qui garantissent l'efficacité de ces ouvrages, pour faciliter la mise en œuvre de la réglementation par les autorités compétentes. Le décret simplifie le dossier qu'une collectivité exerçant la compétence GEMAPI transmet au préfet quand elle sollicite une autorisation environnementale pour des ouvrages d'endiguement ou des aménagements hydrauliques de stockage préventif des venues d'eau ouvrages précités.
- **Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale**
L'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 et le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ont inscrit un dispositif d'autorisation environnementale unique dans le Code de l'environnement. Dans une logique de simplification, ce décret modifie la procédure d'autorisation environnementale sur les aspects suivants :
- la dématérialisation de la procédure : le dossier de demande d'autorisation environnementale peut désormais être adressé à l'Administration via le site de téléprocédure dédié ; l'accusé de réception du dépôt de dossier d'autorisation est immédiatement délivré par voie électronique,
 - la possibilité laissée au Préfet de mieux proportionner les consultations au regard des enjeux du dossier : certaines consultations obligatoires deviennent facultative,
 - le lancement plus rapide de l'enquête publique : le Préfet de saisir le président du tribunal administratif pour la désignation du commissaire-enquêteur sans attendre la constitution d'un dossier d'enquête complet et notamment la réponse du pétitionnaire à l'avis de l'autorité environnementale en cas d'évaluation environnementale.
 - la fluidification de la fin de la procédure.
- **Arrêté du 15 juillet 2019 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de combustion (NOR : TREP1910624A)**
Le présent arrêté modifie les prescriptions générales contenues dans plusieurs arrêtés relatifs aux appareils de combustion relevant de la rubrique 2910 des ICPE soumis à déclaration, enregistrement et autorisation et de la rubrique 3110 soumis à autorisation.

EXPLOITATION DES OUVRAGES

- **Arrêté du 14 janvier 2019 relatif aux conditions de mise sur le marché des produits introduits dans les installations utilisées pour le traitement thermique des eaux destinées à la consommation humaine (NOR : SSAP1826692A)**
 Le présent arrêté définit les exigences applicables aux produits introduits dans les installations utilisées pour le traitement thermique d'EDCH afin de limiter l'impact sur la santé des personnes, en cas d'absorption d'eau destinée à la consommation humaine contaminée accidentellement par ces produits.

- **Arrêté du 3 juin 2019 modifiant l'arrêté du 15 avril 2019 relatif au programme d'analyses de la qualité de l'eau et aux limites et références de qualité des baignades artificielles (NOR : SSAP1915147A)**
Cet arrêté modifie l'arrêté du 15 avril 2019 relatif au programme d'analyses de la qualité de l'eau et aux limites et références de qualité des baignades artificielles afin de préciser les limites et références de qualité de l'eau de baignade et de l'eau de remplissage d'une baignade artificielle. L'arrêté intègre ainsi les modalités de réalisation des analyses du contrôle sanitaire de l'eau et la liste minimale des paramètres suivis au titre de la surveillance mise en œuvre par la personne responsable d'une baignade artificielle.
- **Avis relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques (JORF n°0244, 5 du 19 octobre 2019, texte n° 11)**
- **Décision du 2 décembre 2019 relative à l'approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement**
Actualisation des fascicules 1 et 3 du Guide d'application de la réglementation anti-endommagement. A appliquer lors des travaux et des prestations de géoréférencement des ouvrages enterrés.

DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- **Entrée en vigueur du Code de la commande publique au 1^{er} avril 2019**
Issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le Code de la commande publique (« CCP ») est entré en vigueur pour les marchés publics et autres marchés relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que les contrats de concession relevant de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession pour lesquels **une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1^{er} avril 2019.**

➤ **Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique (NOR : ECOM1934008V)**

La Commission européenne a modifié à la baisse les seuils de procédure formalisée applicables aux marchés publics et contrats de concession, applicable à partir du 1^{er} janvier 2020 :

MARCHÉS PUBLICS	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
FOURNITURES ET SERVICES :	
a) AUTORITÉS PUBLIQUES CENTRALES	139 000 € HT
b) AUTRES POUVOIRS ADJUDICATEURS (COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET GROUPEMENTS)	214 000 € HT
TRAVAUX	5 350 000 € HT
ENTITES ADJUDICATRICES	
FOURNITURES ET SERVICES	428 000 € HT
TRAVAUX	5 350 000 € HT
CONTRATS DE CONCESSION	
SERVICES OU TRAVAUX	5 350 000 € HT

Pour mémoire, en dessous de ces seuils, il est possible pour les acheteurs publics de mettre en œuvre des procédures adaptées dont les modalités sont définies par eux. Ces seuils seront en vigueur pendant une durée de deux ans.

➤ **Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique**

Le texte codifié dans le Code de la commande publique le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif à la facturation électronique. Il achève également la transposition de la directive 2014/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics. A ce titre, il contient les mesures d'application des dispositions du code de la commande publique issues de l'article 193 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises en définissant notamment la norme européenne de facturation électronique et les mentions essentielles des factures électroniques. Enfin, le décret corrige des erreurs identifiées depuis l'entrée en vigueur du code de la commande publique.

➤ **Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances**

Le décret relève le **seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics à 40 000 euros hors taxes** ainsi que le **montant des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an** (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics).

➤ **Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité**

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du Code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de présentation au contrôle de légalité et renvoient à un seuil défini par décret. **Le seuil de transmission est de 214 000 € HT.**

DROIT PUBLIC ET DROIT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

➤ **Loi n° 2019-809 du 1^{er} août 2019 visant à adapter l'organisation des communes nouvelles à la diversité des territoires**

La loi a pour objet de faciliter la création des communes nouvelles et leur fonctionnement au cours de leurs premières années d'existence. Elle prévoit qu'une commune nouvelle issue de la fusion de toutes les communes membres d'un ou plusieurs EPCI à fiscalité propre sera désormais dispensée de se rattacher à un autre EPCI à fiscalité propre. Celle-ci constituera une « commune-communauté » qui exercera aussi bien les compétences communales qu'intercommunales.

➤ **Circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat**

Cette nouvelle circulaire répond à 4 objectifs :

Désenchevêtrer les compétences de l'Etat avec les collectivités, les opérateurs ou les acteurs hors de la sphère publique

Réorganiser le réseau déconcentré de l'Etat pour mieux répondre aux priorités affichées par le Gouvernement

Gagner en efficacité par la mutualisation des moyens et la coopération interdépartementale

Conférer aux responsables déconcentrés et notamment départementaux des pouvoirs de gestion accrus et garantir la cohérence de l'action de l'Etat au profit des territoires

➤ **Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique**

La loi apporte de nouveaux assouplissements au principe du transfert obligatoire de compétence, sans le remettre en cause (articles 13 et 14) :



- Les communes membres de communautés de communes ont la possibilité de reporter le transfert de compétences « eau » ou « assainissement » sur une partie seulement de leur territoire. Les délibérations adoptées jusqu'au 1^{er} janvier 2020 sont validées.

- Les communautés de communes et communautés d'agglomération ont la possibilité de déléguer les compétences « eau potable », « assainissement » et « gestion des eaux pluviales », sans s'en dessaisir, dans le cadre d'une convention de délégation de compétence (CGCT, art. L. 1111-8 et R. 1111-1), à une ou plusieurs communes ou à un syndicat de communes existant au 1^{er} janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre de la communauté de communes ou la communauté d'agglomération. Jusqu'au 30 juin 2020, ces syndicats exercent automatiquement la ou les compétences pour le compte de la communauté de communes ou la communauté d'agglomération. La communauté de communes ou la communauté d'agglomération doit statuer dans les 3 mois suivant la demande qui lui est faite. Un éventuel refus doit être motivé.

L'article 15 de la loi ouvre la possibilité aux collectivités d'adopter et mettre en place à leur niveau des tarifs sociaux de l'eau dans les règlements de leurs services de l'eau, si elles le souhaitent et dans le but de rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.

➤ **Décret n° 2019-119 du 21 février 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages hydrauliques**

Ce décret permet aux départements et régions, à titre dérogatoire, de continuer à gérer des ouvrages de prévention des inondations dans le cadre d'une convention avec l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre concerné. Il précise également la période transitoire, dans l'attente de la régularisation des anciennes digues existantes au regard des nouvelles règles prévues pour ces ouvrages de prévention des inondations, pendant laquelle la responsabilité du gestionnaire ne peut pas être engagée en cas de dommages causés par des inondations qu'ils ne pouvaient prévenir.

- 
- 
- **Décret n° 2019-184 du 11 mars 2019 relatif aux conditions d'application de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation**
Tout maître d'ouvrage est autorisé, en application de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation, à déroger à certaines règles de construction et à mettre en œuvre une solution d'effet équivalent, sous réserve qu'il apporte la preuve que cette solution parvient à des résultats équivalents à ceux découlant de l'application des règles de droit commun et que les moyens mis en œuvre présentent un caractère innovant. Le caractère équivalent de la solution proposée doit être attesté par un organisme tiers, indépendant de l'opération.
- **Décret n° 2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales**
Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.